



HAL
open science

Le droit de vote à 16 ans pour le référendum de 2014 : l'éveil politique d'une Generation independence en Écosse ?

Marion Serme

► To cite this version:

Marion Serme. Le droit de vote à 16 ans pour le référendum de 2014 : l'éveil politique d'une Generation independence en Écosse ?. Sciences de l'Homme et Société. 2022. dumas-04126135

HAL Id: dumas-04126135

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04126135>

Submitted on 13 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le droit de vote à 16 ans pour le référendum de 2014 : l'éveil politique d'une 'Generation independence' en Écosse ?

**Marion
SERME**

Sous la direction de VÉRONIQUE MOLINARI

UFR LANGUES ÉTRANGÈRES
Département Langues, Littératures, Civilisations Étrangères et Régionales

Mémoire de master 2 - 30 crédits

Parcours : Études anglophones

Année universitaire 2021-2022

Le droit de vote à 16 ans pour le référendum de 2014 : l'éveil politique d'une 'Generation independence' en Écosse ?

**Marion
SERME**

Sous la direction de VÉRONIQUE MOLINARI

UFR LANGUES ÉTRANGÈRES
Département Langues, Littératures, Civilisations Étrangères et Régionales

Mémoire de master 2 - 30 crédits

Parcours : Études anglophones, orientation recherche

Année universitaire 2021-2022

DÉCLARATION ANTI-PLAGIAT

1. Ce travail est le fruit d'un travail personnel et constitue un document original.
2. Je sais que prétendre être l'auteur d'un travail écrit par une autre personne est une pratique sévèrement sanctionnée par la loi.
3. Personne d'autre que moi n'a le droit de faire valoir ce travail, en totalité ou en partie, comme le sien.
4. Les propos repris mot à mot à d'autres auteurs figurent entre guillemets (citations).
5. Les écrits sur lesquels je m'appuie dans ce mémoire sont systématiquement référencés selon un système de renvoi bibliographique clair et précis.

PRENOM : Marion

NOM : SERME

DATE : 08/06/2022

Sommaire

Table des matières

.....	1
INTRODUCTION.....	6
Partie 1 - Le droit de vote à 16 ans pour le référendum: opportunisme de la part du SNP ou nécessité démocratique ?.....	14
LA TENTATION DU DROIT DE VOTE À 16 ANS AU ROYAUME-UNI.....	15
MAJORITÉ, MATURITÉ ET DROIT DE VOTE : LA PRÉTENDUE IMMATURITÉ DES 16-17 ANS FAIT-ELLE OBSTACLE À L’OBTENTION DU DROIT DE VOTE AVANT 18 ANS ?.....	16
AUTORISER LE VOTE À 16 ANS POUR SOLUTIONNER UNE CRISE DÉMOCRATIQUE GRANDISSANTE ?.....	18
LE <i>SCOTTISH INDEPENDENCE REFERENDUM (FRANCHISE) ACT</i> : LE DROIT DE VOTE À 16 ANS, UNE NÉCESSITÉ DÉMOCRATIQUE?.....	22
LES CONTRE-ARGUMENTS DE L’OPPOSITION : GARANTIR LA CRÉDIBILITÉ DES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM ?.....	27
OPPORTUNISME POLITIQUE DE LA PART DU SNP ?.....	32
LE DROIT DE VOTE À 16 ANS POUR LE RÉFÉRENDUM : UNE MESURE OPPORTUNISTE.....	33
LE DROIT DE VOTE À 16 ANS POUR LE RÉFÉRENDUM : UNE NÉCESSITÉ DÉMOCRATIQUE DE LONGUE DATE.	35
LE DROIT DE VOTE À 16 ANS : UN SUCCÈS POLITIQUE ET DÉMOCRATIQUE POUR L’ÉCOSSE ?.....	39
L’EXPÉRIENCE DES 16-17 ANS.....	39
LE RÉFÉRENDUM : UNE EXPÉRIMENTATION RÉUSSIE.....	44
LE DROIT DE VOTE À 16 ANS SUR LE LONG-TERME.....	47
Partie 2 - Préparation du nouvel électorat au droit de vote: sources d’influence, représentation médiatique et stratégies référendaires.....	50
L’ÉCOLE, LE FOYER FAMILIAL ET LES RÉSEAUX SOCIAUX : MINES D’INFORMATIONS ET FACTEURS D’INFLUENCE ?.....	51
LE RÔLE DE L’ÉCOLE.....	51
LE RÔLE DES PARENTS.....	60
LES RÉSEAUX SOCIAUX.....	64
CRÉATION DE NOUVELLES SOURCES D’INFORMATIONS À DESTINATION DES 16-17 ANS ? : LE CAS DE LA BBC.....	70
ANALYSE DU CAS DE LA BBC ET DE SON PROGRAMME ‘GENERATION 2014’.....	71
CIBLER LES 16-17 ANS : DES STRATÉGIES DE CAMPAGNE EFFICACES ?.....	76
LE CAS DE YES SCOTLAND.....	76
LE CAS DE BETTER TOGETHER.....	78
Partie 3 - ‘Generation independence’ ?.....	80
INTÉRÊTS ET PRÉOCCUPATIONS DES 16-17 ANS VIS-À-VIS DU RÉFÉRENDUM.....	81
POUR UNE ÉCOSSE INDÉPENDANTE : LES DIVERS PROFILS DES ÉLECTEURS ET LEURS MOTIVATIONS.....	86
LE GENRE: FACTEUR IMPORTANT ?.....	87

LA GÉOGRAPHIE DU VOTE «OUI».....	88
LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES ÉLECTEURS DU «OUI».....	89
UNE AFFILIATION AU SNP : UN VOTE POUR L'INDÉPENDANCE GARANTI ?.....	89
L'INDÉPENDANCE : UNE CAUSE PUREMENT NATIONALISTE ?.....	91
SOUTENIR L'INDÉPENDANCE : VOTER CONTRE WESTMINSTER ?.....	93
L'INDÉPENDANCE ET LES INFLUENCES SCANDINAVES.....	94
POUR LA SURVIE DU ROYAUME-UNI : LES DIVERS PROFILS DES ÉLECTEURS ET LEURS MOTIVATIONS.....	95
UN VOTE MAJORITAIREMENT FÉMININ EN FAVEUR DE L'UNION ?.....	96
LA GÉOGRAPHIE DU VOTE « NON ».....	97
LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES ÉLECTEURS DU « NON ».....	98
CONSERVATISME ET VOTE CONTRE L'INDÉPENDANCE.....	99
LE VOTE POUR L'UNION : PRÉSERVATION DE L'IDENTITÉ BRITANNIQUE ?.....	99
LES DÉTRACTEURS DE L'INDÉPENDANCE : « ALLERGIQUES AU RISQUE » ?.....	101
LES ÉLECTEURS DU « NON » : MOINS INFORMÉS ?.....	102
VOTER « NON » POUR PRÉSERVER LE STATUT INTERNATIONAL DE L'ÉCOSSE.....	104
L'ABSTENTION CHEZ LES 16-17 ANS.....	104
L'EFFET RÉFÉRENDUM : CRÉATION D'UNE GÉNÉRATION DISTINCTE DES AUTRES PAR SON ENGAGEMENT POLITIQUE ACCRU ?.....	109

INTRODUCTION

« Sur la longue durée, les sondages montraient que les jeunes, réputés aventureux, étaient plus enthousiastes à l'égard du principe de l'indépendance que leurs aînés, plus préoccupés par les remises en cause des acquis. »¹

Dans son ouvrage pré-référendaire, Edwige Camp-Pietrain révélait l'existence d'un clivage générationnel au sujet de l'indépendance de l'Écosse : les jeunes électeurs semblaient plus favorables à la cause indépendantiste que les plus vieilles générations. Ses propos laissaient également entendre que ce clivage prenait racine dans un trait de personnalité commun à l'ensemble d'une génération : les jeunes soutenaient l'indépendance car ils étaient plus aventureux. Elle soupçonnait d'ailleurs le SNP de vouloir tirer profit de ce soi-disant côté « aventureux » des jeunes électeurs afin d'obtenir l'indépendance pour l'Écosse. Les divers sondages effectués (*Scottish Social Attitudes Survey*) par le *ScotCen Social Research* révélaient que seule une minorité des individus majeurs soutenait l'indépendance en Écosse. Ainsi, si le SNP souhaitait voir son projet constitutionnel aboutir, l'élargissement de l'électorat aux 16-17 ans représentait l'opportunité d'accroître les soutiens de l'indépendance. Bien que le SNP ait été élu en majorité aux élections écossaises en 2011, son progrès électoral avait été lent, notamment en raison de son projet indépendantiste.

Depuis sa création, en 1934, le *Scottish National Party* (SNP) a prôné la dévolution puis l'indépendance, conformément aux avis divergents en son sein. La dévolution consiste en le transfert de certains pouvoirs du gouvernement de Westminster à une institution politique propre à l'Écosse. Elle signifie qu'un lien fort subsiste entre les différentes nations du Royaume-Uni tandis que l'indépendance représente une menace pour ce dernier. Promouvoir la cause indépendantiste rendait la progression électorale du SNP lente et difficile car l'indépendance n'était pas souhaitée par l'électorat écossais. À partir des années 1960, le SNP a entamé une période fluctuante en terme de votes obtenus et il a fallu attendre les années 1990 pour constater une réussite électorale. Son progrès électoral restait toutefois limité. Le SNP a réellement prouvé son influence lors de la première élection au Parlement écossais en 1999, suite à un référendum sur la création d'un Parlement écossais et au Scotland Act de 1998, lors de laquelle il a remporté 35 sièges sur 129. La création du Parlement écossais, selon le principe de dévolution, a accéléré la montée au pouvoir du parti nationaliste. En 2007, le parti formait un gouvernement avec une petite majorité. Puis, en 2011, il obtint une majorité confortable pour gouverner. Bien que la population écossaise soutienne davantage la dévolution que

¹ Camp-Pietrain, Edwige, *L'Écosse et la tentation de l'indépendance: Le référendum d'autodétermination de 2014*, Presses Universitaires du Septentrion, 2014, p.68.

l'indépendance, le SNP s'en est tout de même tenu à son programme électoral et a demandé au gouvernement de Westminster l'autorisation d'organiser un référendum d'indépendance, ce pouvoir constitutionnel n'étant pas dévolu. Puisque la victoire électorale du SNP était indéniable, le gouvernement de Westminster sous David Cameron a consenti à l'organisation du référendum par la signature du *Edinburgh Act* en 2012. Le référendum en question devait porter sur l'avenir constitutionnel de l'Écosse : la population devrait se prononcer pour ou contre l'indépendance. Dès lors, le gouvernement écossais, en charge de son organisation, a lancé une consultation nationale visant à recueillir l'opinion de la population sur certains points clés concernant cette dernière. Dans cette consultation, le gouvernement indiquait notamment sa volonté d'accorder le droit de vote à 16 ans pour le référendum et sondait la population à ce sujet. La majorité des sondés a soutenu cette mesure, ce qui a donné un mandat au SNP pour l'instaurer. Ainsi, à la suite de cette consultation, de nombreux débats ont eu lieu au sein du Parlement écossais jusqu'à ce que ce dernier adopte à la majorité le droit de vote à 16 ans pour le référendum en juin 2013. Effectif dès août 2013, les jeunes Écossais âgés de 16 ou 17 ans le 18 septembre 2014 auraient le droit de voter et de choisir l'avenir constitutionnel de l'Écosse. Ce projet de loi présenté par le gouvernement SNP a suscité de nombreuses appréhensions et des accusations d'opportunisme politique à l'encontre du parti. Et pour cause : très peu de pays dans le monde avaient autorisé le droit de vote à 16 ans avant l'Écosse² et les retours sur cette mesure restaient plutôt limités en 2013. Ainsi, son adoption en Écosse demeurerait novatrice et incertaine.

Par ailleurs, les nouveaux jeunes électeurs, habituellement invisibles politiquement, ont rapidement attiré l'attention des médias, des sondages et de la recherche universitaire. Généralement considérés comme indifférents à la politique³, les jeunes étaient devenus un sujet d'étude : on cherchait à savoir s'ils comptaient voter, s'ils s'intéressaient à la politique au quotidien, s'ils étaient pour ou contre l'indépendance, s'ils étaient assez informés, qui influençait leur décision, etc. L'objectif de ces recherches était plutôt simple : on cherchait à mesurer l'engagement politique des jeunes, prédire leur comportement électoral et savoir si le droit de vote à 16 ans était une mesure efficace. Le professeur et chercheur écossais Jan Eichhorn a notamment été à l'origine d'une grande partie des recherches sur les opinions et attitudes politiques des 16-17 ans. Ses recherches sont essentielles dans le cadre de ce travail.

Les recherches existantes sur le sujet et le taux de participation électorale élevé obtenu dans ce groupe d'âge permettent d'affirmer que le droit de vote à 16 ans a été un succès démocratique quant à la mobilisation des jeunes électeurs.

² L'Autriche depuis 2007 et le Brésil dans les années 1980.

³ Pickard, Sarah, *Politics, Protest & Young People: Political participation and dissent in the 21st century Britain*, Palgrave Macmillan, 2019, p.21.

Toutefois, si les études ont été nombreuses pré-référendum, elles ont grandement diminué post-référendum, laissant des zones d'ombre encore inexplorées. De plus, il existe un certain déséquilibre entre les recherches qui ont été menées auprès de l'électorat majeur et celles qui ont été réalisées autour des 16-17 ans. En effet, les sujets portant sur les électeurs majeurs étaient davantage complexes : les chercheurs s'intéressaient à la démographie, à l'immigration, à la situation économique et aux raisons qui motivaient tel ou tel choix, tandis que les études sur les 16-17 ans portaient davantage sur des données simples – certes inexistantes auparavant, telles que les sources d'influence, le niveau d'information et la visée éducative du référendum. En fait, les chercheurs se concentraient davantage sur comment les 16-17 ans étaient préparés au droit de vote et comment s'articulait leur prise de décision. Dans le cas d'Eichhorn⁴, la majorité de ses recherches tendait à réfuter les arguments qui avaient été donnés à l'encontre du droit de vote à 16 ans et donc à démontrer que ce dernier était positif. Au lendemain du référendum, le taux de participation électorale des 16-17 ans lui donnait raison : les jeunes électeurs s'étaient mobilisés. D'autres chercheurs se sont penchés sur l'aspect éducatif du référendum : Head et al. se sont intéressés à la manière dont le référendum a été abordé dans les établissements scolaires – s'il a été abordé – et aux difficultés qui ont pu être rencontrées lors de son évocation. De plus, de la même façon qu'Eichhorn, ils ont cherché à évaluer le niveau d'information des 16-17 ans. En règle générale, les recherches effectuées révélaient que la plupart des jeunes électeurs se sentaient informés mais qu'ils souhaitaient davantage d'informations afin de voter. Si Head et al.⁵ se sont plutôt concentrés sur la préparation au référendum, d'autres ont conduit des recherches sur les résultats éducatifs de ce dernier et l'ont considéré comme un apprentissage. C'est le cas de Breeze et al.⁶, qui, trois ans après le référendum, interviewaient une dizaine de jeunes électeurs qui avaient voté « oui ». Ces entretiens leur avaient permis de conclure que le référendum avait accru l'engagement politique des jeunes et qu'il avait parfois eu une influence sur leur orientation professionnelle. Plus généralement, leur première participation électorale les avait aidés à développer leur confiance en eux et leur esprit critique. En 2017, cet aspect très individuel de la participation au référendum a d'ailleurs mené ces mêmes chercheurs⁷ à considérer l'obtention et l'exercice du droit de vote à 16 ans comme une transition vers l'âge adulte⁸. L'exercice du droit de vote à cet

4 Jan Eichhorn est professeur à l'Université d'Édimbourg et enseigne dans le domaine des sciences politiques et sociales. (cf : <https://www.research.ed.ac.uk/en/persons/jan-eichhorn>)

5 Head, G., Hill, M., Lockyer, A., MacDonald, C., *Schools, Political Literacy and the 2014 Scottish Independence Referendum, Stevenson Trust for Citizenship*, University of Glasgow, 2015, [En ligne : https://www.gla.ac.uk/media/Media_404843_smxx.pdf], Consulté le 13 janvier 2022.

6 Breeze, M., Gorringer, H., Jamieson, L., Rosie, M., "Educational outcomes of political participation ? Young first-time voters 3 years after the Scottish Independence Referendum", *Journal of Youth Studies*, 2021, [En ligne : <https://www.tandfonline-com.sid2nomade-2.grenet.fr/doi/full/10.1080/13676261.2021.1980517>] Consulté le 30 janvier 2022..

7 Breeze et al.

8 Breeze et al., "Becoming independent: political participation and youth transitions in the Scottish referendum", *The British Journal of Sociology*, n°68, 2017, [En ligne : <https://doi.org/10.1111/1468-4446.12288>], Consulté le

âge-là permettrait ainsi aux jeunes de mûrir et de construire leur adulte en-devenir. De manière plus générale, le référendum a également servi d'étude de cas concernant le lien entre l'éducation politique dans les établissements scolaires et la pérennité de l'engagement des jeunes.

Si les établissements scolaires ont eu un rôle primordial dans la préparation des 16-17 ans au référendum, ce n'étaient pas toutefois les seuls. En effet, Eichhorn a trouvé que l'entourage des jeunes électeurs avait également exercé une influence sur l'intention de voter des 16-17 ans et sur le niveau satisfaisant d'information.⁹ Dans son étude, Eichhorn n'a pas abordé l'utilisation massive des réseaux sociaux par les jeunes électeurs, alors que ces derniers semblent avoir influencé le comportement électoral d'un bon nombre d'utilisateurs.

Les réseaux sociaux avaient notamment joué un rôle important dans la mobilisation des jeunes électeurs : recherches d'informations, développement de l'esprit critique, communication avec des militants et/ou hommes politiques. Afin d'étudier l'utilisation des réseaux sociaux des 16-17 ans dans le cadre du référendum, certains chercheurs ont sondé et interrogé un certain nombre d'individus dans ce groupe d'âge en 2015.¹⁰ Cette recherche restait toutefois limitée car les chercheurs se sont principalement intéressés aux nombres de tweets et interactions politiques sur la plateforme et ont délaissé le contenu de ces tweets. Ils n'ont pas repéré non plus si ces tweets étaient davantage orientés vers la cause indépendantiste ou vers la cause unioniste. Or, *Yes Scotland* (la campagne en faveur de l'indépendance) a été très présente sur les réseaux sociaux, il aurait donc été pertinent d'évaluer la potentielle influence qu'elle a eue sur les jeunes électeurs.

Par ailleurs, un potentiel facteur décisionnel a intéressé les chercheurs, quel que soit le groupe d'âge étudié : il s'agit de l'identité nationale. L'indépendance est difficilement dissociable du nationalisme¹¹. Ainsi plusieurs recherches ont cherché à évaluer, dans un premier temps, les diverses nationalités auxquelles les 16-17 ans s'identifiaient grâce à la question Moreno, puis, dans un second temps, à déterminer la corrélation entre une identité fortement écossaise et un vote « oui ». Concernant le lien entre l'identité et le vote, les études ne concordent pas toutes. Si une identité écossaise augmentait les chances d'un vote « oui », des chercheurs révélaient en 2015 que les jeunes électeurs du « oui » n'étaient pas des « nationa-

27 janvier 2022.

9 Eichhorn, J., Heyer, A., Huebner, C., *Who influences the formation of political attitudes and decisions in young people ? Evidence from the referendum on Scottish independence*, dpart -Think Tank for Political Participation, 2014, [En ligne : <https://dpart.org/wp-content/uploads/2019/08/Scottish-referendum.pdf>], Consulté le : 3 février 2022.

10 McLaverty, P., Baxter, G., MacLeod, I. et al., "New Radicals : Digital Political Engagement in Post-Referendum Scotland", *Working Papers of the Communities & Culture Network+*, University of Leeds, 2015, [En ligne : <http://eprints.whiterose.ac.uk/114810/>], Consulté le : 11 janvier 2022.

11 Duclos, Nathalie, Le mouvement indépendantiste écossais est-il nationaliste ?, In *Quels nationalismes au 21^e siècle ? Regards croisés Europe/Amérique* : Colloque tenu à l'Université Grenoble Alpes le 1^{er} juin 2022.

listes délirants » mais aspiraient simplement au changement et à davantage de justice sociale.¹² La plupart des chercheurs s'accordaient toutefois à dire qu'il n'existait pas de lien direct mais une corrélation entre identité nationale et vote « oui » ou « non ».

Au final, le nombre d'études sur la participation électorale des 16-17 ans est limité. Généralement, cette participation a servi d'exemple ou d'étude de cas pour aborder des thèmes plus complexes.

Une fois l'euphorie autour du référendum disparue et le droit de vote à 16 ans adopté pour toutes les élections écossaises en 2015, l'intérêt pour ce groupe d'âge a diminué presque aussi rapidement qu'il avait émergé alors qu'il restait encore de nombreuses questions en suspens. A ce jour, seule une étude aborde, par exemple, la première expérience électorale des jeunes électeurs. En effet, J.Eichhorn et C.Huebner ont consacré une sous-partie d'un chapitre sur le droit de vote à 16 ans en Écosse à l'expérience politique des 16-17 ans.¹³ Cependant, cette sous-partie n'offre qu'une vue d'ensemble. Sinon, l'expérience qui est faite du droit de vote à 16 ans n'a été étudiée que post-référendum par Christine Huebner en s'appuyant sur des interviews réalisées avec des jeunes de 16 ans qui n'ont pas participé au référendum. Si le référendum a également marqué ces jeunes-ci dans leur approche politique bien qu'ils n'y aient pas participé, l'expérience de ceux qui ont participé au référendum devait être encore plus singulière. Seuls les médias, tels que la BBC ou *The Guardian*, ont relaté l'expérience des 16-17 ans lors du référendum via des interviews. Les données recueillies par ces médias seront donc importantes dans le cadre de ce travail.

Par ailleurs, aucun sondage post-référendum n'a été réalisé sur un panel exclusif de personnes âgées de 16-17 ans. Les seuls résultats à disposition ont été produits par des sondages réalisés sur l'ensemble de l'électorat, qui n'indiquaient pas le nombre de 16-17 ans ayant participé. Un problème majeur émerge lorsqu'on prend connaissance de ces sondages : les résultats ne concordent pas. Ces contradictions résident sûrement dans la taille du panel, plutôt réduit. Par conséquent, il est fort probable que le manque de clarté sur les résultats du référendum ait causé la diminution des recherches autour de la participation des 16-17 ans.

Parmi les questions restées en suspens se trouvent celle concernant les motivations des jeunes électeurs à voter d'une manière ou d'une autre et celle du profil de ces électeurs. Il serait pourtant pertinent de s'intéresser aux aspects de la vie d'un jeune électeur qui auraient pu influencer sa décision.

12 Breeze, M., Goringe, H., Jamieson, L., Rosie, M., "‘Everybody’s Scottish at the end of the day’ : Nationalism and Social Justice Amongst Young Yes Voters", *Scottish Affairs*, Edinburgh University Press, n°4, 2015, [En ligne: <https://doi.org/10.3366/scot.2015.0094>], Consulté le: 27 janvier 2022.

13 Huebner, Christine, Eichhorn, Jan, 'Votes at 16 in Scotland : Political experiences beyond the vote itself', In *Lowering the Voting Age to 16*, Palgrave Macmillan, 2020, p.121-142.

Enfin, si la majorité des chercheurs se sont accordés à reconnaître l'existence d'un « effet référendum » sur l'engagement politique de ces nouveaux jeunes électeurs, aucun d'entre eux n'a investigué la pérennité d'un tel effet après le référendum et aucun n'a tenté d'évaluer s'il existait un écart d'engagement politique entre les jeunes électeurs du « oui » et ceux du « non » dû à une expérience différente des résultats du référendum.

On peut alors se demander dans quelle mesure l'adoption du et la préparation au droit de vote à 16 ans pour un évènement politique aussi singulier que le référendum a contribué à l'éveil politique de milliers de jeunes Écossais et a favorisé leur engagement sur le long-terme. Ce travail a donc pour objectif d'apporter des réponses, bien que limitées dans leur représentativité, sur la première expérience politique de ces jeunes électeurs, leur profil et motivations, l'abstention de certains, et d'ouvrir une piste de réflexion sur l'existence d'une 'Generation 2014', distincte des autres par son engagement politique accru et celle d'une potentielle 'Generation independence' au sein de laquelle le soutien de la cause indépendantiste est largement plus élevé que dans les autres générations. Dans cette démarche, ce travail s'appuiera sur les lectures des recherches précédentes, certaines directement en lien avec le référendum, d'autres liées à la participation politique en général, et incorporera des témoignages issus des médias afin de se concentrer sur la perception du droit de vote par les 16-17 ans et sur leurs expériences.

Il conviendra dans un premier temps d'étudier en détails l'adoption du droit de vote à 16 ans pour le référendum et de questionner les intentions du SNP et la nécessité démocratique d'une telle mesure. Dans cette partie, il sera question d'analyser le contexte dans lequel le *Scottish Independence (Franchise) Act* est né, c'est-à-dire un contexte démocratique en crise. Cette crise démocratique identifiée par les instances électorales au début des années 2000 était vraisemblablement due à la désaffection politique progressive des jeunes électeurs depuis l'obtention du droit de vote à 18 ans en 1969. Le droit de vote à 16 ans était alors apparu comme une potentielle solution à cette crise démocratique pour certains tandis que pour d'autres, la mesure ne ferait qu'aggraver la situation politique. Ainsi, lorsque le SNP a fait part de sa volonté d'accorder le droit de vote à 16 ans pour le référendum, un clivage s'est instantanément formé entre défenseurs et détracteurs au sein du Parlement écossais mais également au sein de l'opinion publique. Au départ, pour une bonne partie de ses détracteurs, le droit de vote à 16 ans était perçu comme de l'opportunisme politique de la part du SNP. Faisant écho aux propos d'Edwige Camp-Pietrain en début d'introduction, le SNP était soupçonné de vouloir exploiter la « naïveté » des jeunes électeurs à ses fins. Il conviendra donc d'établir les faits qui renforcent les accusations d'opportunisme politique ou qui, au contraire, les invalident. Dans tous les cas, le référendum a servi d'expérimentation du droit de vote à 16

ans et il sera donc intéressant d'évaluer dans quelle mesure celui-ci a été une réussite dans le cadre du référendum mais également post-référendum.

Dans un deuxième temps seront abordées les sources d'influence exercée sur les 16-17 ans et la manière dont ces derniers ont été préparés au droit de vote et intégrés dans les stratégies de campagne référendaire. Lorsque le droit de vote à 16 ans a été adopté pour le référendum par le Parlement écossais, ce dernier a jugé primordial de préparer correctement les jeunes au droit de vote. Cette préparation incombait aux établissements scolaires. Il conviendra donc d'étudier la manière dont les 16-17 ont été préparés pour le référendum, d'évaluer s'ils ont tous bénéficié d'une préparation adéquate et suffisante et d'estimer si l'école a joué un rôle autre qu'informateur. Par ailleurs, bien que l'école ait eu un rôle clé dans la préparation au référendum, il ne faut toutefois pas négliger le rôle des parents. Certains détracteurs du droit de vote à 16 ans étaient d'avis que le vote des jeunes électeurs ne serait que le reflet de celui de leurs parents, sous-entendant donc que l'influence parentale serait très forte. Si les parents sont responsables de la socialisation politique de leur enfant, cela ne signifie pas pour autant toutefois que l'enfant reproduit nécessairement les attitudes politiques de ses parents. Ainsi, il s'agira de comprendre sous quelles conditions l'influence parentale en matière de politique se réalise et d'évaluer dans quelle mesure et sur quels points les parents ont eu une influence sur leur enfant dans le cadre du référendum. Outre l'école et le foyer familial, les réseaux sociaux ont fait partie intégrante des campagnes référendaires. Très utilisés par les jeunes électeurs, il semble pertinent d'établir quels usages il en a été fait dans leur prise de décision et d'estimer s'ils ont eu une influence non-négligeable sur le comportement électoral. D'autre part, la BBC a fait preuve d'innovation avec la création d'un programme spécialement dédié aux 16-17 ans. Ce programme est principalement composé d'interviews d'individus âgés de 16-17 ans autour du référendum. Puisqu'il s'agissait d'une première, il est intéressant de voir les points positifs et négatifs du programme et dans quelle mesure il a pu être utile aux jeunes électeurs. Enfin, en tant que jeunes électeurs, les 16-17 ans représentaient une nouvelle cible et de nouveaux votes à recueillir. Par conséquent, les campagnes référendaires, *Yes Scotland* et *Better Together*, se devaient d'intégrer ces nouveaux électeurs à leurs stratégies de campagne si elles souhaitaient gagner leurs voix. Il sera donc question d'étudier les procédés employés pour attirer et convaincre les jeunes électeurs.

Enfin, dans un troisième temps, l'étude des préoccupations des nouveaux électeurs, ainsi que leurs profils et motivations, permettra le début d'une réflexion quant à l'existence d'une génération davantage engagée politiquement et potentiellement plus encline à soutenir la cause indépendantiste. Il conviendra d'établir quelles étaient les préoccupations et intérêts des nouveaux électeurs afin de savoir quelles questions relatives au référendum ont été déci-

sives dans leur intention de voter. Par leur plus jeune âge, il ne serait pas surprenant que leurs préoccupations aient divergé de celles du reste de l'électorat. Une fois ces préoccupations établies, il faudra alors relier ces préoccupations à un choix entre le « oui » et le « non ». Il sera question d'essayer de dresser les divers profils d'électeurs qui ont soutenu la cause indépendantiste ou la cause unioniste, en s'intéressant au genre, au lieu de résidence, à l'identité nationale, à l'affiliation politique ou encore au caractère individuel. Si une grande majorité des 16-17 ans se sont rendus au bureau de vote le 18 septembre 2014, une minorité ne l'a pas fait. Puisqu'il n'existe aucune étude sur le sujet, seules des hypothèses pourront être émises en s'appuyant sur des études qui traitaient d'autres éléments. Enfin, de nombreuses étiquettes ont fait leur apparition lors de la campagne référendaire, telles que 'Generation 2014', 'Generation Yes' ou encore 'Generation independence'. Ces étiquettes encouragent à croire qu'une génération distincte des autres s'est formée lors du référendum, premièrement plus engagée politiquement et deuxièmement plus encline à soutenir l'indépendance. Il sera donc intéressant d'estimer dans quelle mesure ces étiquettes représentaient la réalité et en quoi cette génération se distinguait des autres. Cet aspect générationnel sera précieux dans l'analyse de « l'effet référendum » et permettra de mieux cerner le degré d'éveil politique expérimenté par les 16-17 ans.

Partie 1

-

**Le droit de vote à 16 ans pour le référendum:
opportuniste de la part du SNP ou nécessité
démocratique ?**

Face à une inactivité électorale progressive chez les jeunes électeurs depuis l'obtention du droit de vote à 18 ans en 1969¹⁴, les acteurs politiques ont été confrontés à une crise dite démocratique qui fragilise la légitimité des institutions en place. Au début des années 2000, le gouvernement travailliste de Tony Blair a chargé deux commissions d'enquêter sur les causes de la désaffection politique des jeunes et sur les potentiels bénéfiques du droit de vote à 16 ans. En effet, les défenseurs de cette mesure ne faisaient qu'augmenter en nombre. Parmi eux se trouvait notamment le SNP. Si le gouvernement de Westminster est à ce jour encore opposé au droit de vote à 16 ans, ce dernier a été adopté en Écosse depuis 2015. Dans cette partie, il convient d'étudier le contexte dans lequel le droit de vote à 16 ans a émergé comme solution potentielle à un déficit démocratique. De plus, il s'agira d'étudier le processus d'adoption du droit de vote à 16 ans pour le référendum : quels étaient les acteurs qui soutenaient son adoption et pour quelles raisons la souhaitaient-ils ? Quels étaient les acteurs qui s'y opposaient et pourquoi ? Et quelles étaient les motivations du SNP, à la tête du gouvernement écossais ? Cette dernière question permettra également d'aborder les accusations d'opportunisme à l'encontre du parti et d'évaluer le part de véracité dans ces dernières. Enfin, il sera pertinent de s'intéresser à l'expérience électorale des 16-17 ans pré-référendum et post-référendum et de déterminer dans quelle mesure l'adoption du droit de vote à 16 ans a été une réussite, dans le cadre du référendum et sur le long-terme.

I. La tentation du droit de vote à 16 ans au Royaume-Uni

Depuis le début des années 2000, le droit de vote à 16 ans attire l'attention des gouvernements européens. La désaffection politique progressive des plus jeunes électeurs (18-24 ans) menace la crédibilité des institutions en place. Certains se sont donc naturellement demandés si réformer l'âge de majorité électorale ne permettrait pas de contribuer à l'efficacité de la socialisation politique des jeunes. L'abaissement de l'âge de majorité électorale est un sujet particulièrement clivant, non seulement au Parlement de Westminster mais également au sein des différentes nations du Royaume-Uni. Bien qu'elle même divisée en son sein, l'Écosse a toutefois accordé le droit de vote à 16 ans pour le référendum d'indépendance de 2014.

¹⁴ En 1997, 51 % des 18-24 ans inscrits sur les listes électorales ont voté lors des élections au Parlement de Westminster. En 2001, 39 % ont voté. Puis, en 2005, leur participation électorale est descendue à 37 %, soit le taux de participation électorale le plus bas observé au Royaume-Uni pour les élections parlementaires. Source : Pickard, Sarah, *Politics, Protest and Young People*.

I.1. Majorité, maturité et droit de vote : la prétendue immaturité des 16-17 ans fait-elle obstacle à l'obtention du droit de vote avant 18 ans ?

Entre 2002 et 2010, la Commission Électorale (EC) et la Commission de la Jeunesse Citoyenne (YCC) n'avaient pas recommandé le droit de vote à 16 ans pour cause de résultats peu concluants sur le bénéfice qu'une telle réforme apporterait. Néanmoins, les deux commissions avaient tout de même fait des recommandations sur les réformes qu'elles pensaient nécessaires de conduire avant toute réforme du droit de vote. De fait, la première était en lien avec l'éducation politique : si le droit de vote devait être accordé à l'âge de 16 ans, l'éducation politique et civique serait primordiale pour garantir un niveau d'information et d'esprit critique suffisants pour voter. La deuxième concernait l'âge ou les âges considérés comme le palier de la majorité.

Selon les commissions, la pluralité des âges de majorité ou âges auxquels un citoyen obtenait certains droits et/ou responsabilités complexifiait le débat autour du droit de vote à 16 ans. Cependant, pour ce faire, il faudrait définir ce à quoi correspond le terme « majorité ». En droit, la majorité fait référence à la capacité de mener tous les actes de la vie civile, c'est donc l'âge où un citoyen obtient l'entièreté de ses droits et répond de tous ses actes¹⁵. Une autre définition établit la majorité comme le synonyme de maturité. Dans le cas du droit de vote à 16 ans, le cœur du débat est donc de savoir si un citoyen de 16 ans fait preuve d'assez de maturité pour voter. Or la maturité ne renvoie pas, par définition, à un âge en particulier. Celle-ci décrit un « épanouissement physiologique et psychologique correspondant généralement à l'âge adulte » ou « à une période de la vie comprise entre la jeunesse et la vieillesse pendant laquelle les facultés humaines ont atteint leur ultime développement »¹⁶.

L'âge adulte, quant à lui, est l'âge qui survient à la fin de l'adolescence, que l'OMS définit comme allant de 10 ans à 19 ans¹⁷. Ainsi, si l'on s'attache à l'âge donné par l'OMS, l'âge de majorité principalement reconnu en Europe, c'est-à-dire 18 ans, ne se situe pas encore dans l'âge adulte et n'est donc pas le seuil de maturité. Le choix de l'âge de majorité réside dans la complexité d'établir à quel âge la maturité est atteinte. Cependant, cette dernière ne pourrait être qu'une moyenne d'âge et non une indication précise puisqu'elle varie d'un individu à l'autre. De plus, la maturité ne repose pas que sur un seul critère ou une seule mesure, elle serait constituée de deux valeurs : capacité cognitive et maturité psychosociale. La première atteint un niveau « adulte » autour de 16 ans tandis que la deuxième l'atteint autour de 18 ans. Seulement, ces valeurs sont des moyennes d'âge calculées sur un panel de milliers

15 CNRTL, “Majorité”, [En ligne: <https://www.cnrtl.fr/definition/majorit%C3%A9>], Consulté le 7 février 2022.

16 CNRTL, “Maturité”, [En ligne: <https://www.cnrtl.fr/definition/maturit%C3%A9>], Consulté le 7 février 2022.

17 OMS, “Santé mentale des adolescents”, [En ligne: <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/adolescent-mental-health>], Consulté le 7 février 2022.

d'individus.¹⁸ Par conséquent, un individu âgé de 16 ans, légalement reconnu comme immature, peut faire preuve de plus de maturité qu'un individu âgé de 18 ans ou plus légalement reconnu comme mature. Il est donc en théorie impossible d'accorder le droit de vote à un certain âge sur le seul principe qu'un certain palier de maturité est atteint et satisfaisant. De plus, une part du détachement politique des 18-24 ans au Royaume-Uni avait été identifié par les libéraux-démocrates dans les années 1990 comme étant la conséquence d'une non-reconnaissance de leur statut d'adulte¹⁹, ce qui renforce l'idée que le droit de vote représente chez certains la reconnaissance du statut d'adulte. Par conséquent, accorder le droit de vote à 16 ans est interprété comme un abaissement de l'âge adulte plutôt qu'une transition vers celui-ci et qu'un moyen d'encourager le développement d'une maturité politique grâce à la responsabilité qu'accompagne ce droit.²⁰ Par ailleurs, il faut également comprendre qu'atteindre un certain âge ne garantit pas ce statut d'adulte ni, par conséquent, le palier de maturité qui y est associé, ce qui renforce l'idée que l'âge et la maturité sont corrélés de manière indirecte.

Ainsi, projeter un concept tel que la maturité sur l'âge revient à généraliser tous les individus nés une même année en un profil type : l'âge de maturité est 18 ans, donc tout individu âgé de moins de 18 ans est considéré comme légalement immature. Cependant, l'individualité s'oppose, par définition, au caractère commun et à l'uniformité²¹. Par ailleurs, parce que la loi s'applique à un ensemble d'individus, l'individualité ne peut pas être prise en compte. Par conséquent, elle conduit en politique à une uniformisation de la participation électorale par groupe d'âge et à une invisibilisation d'un groupe d'âge si le taux de participation électorale n'est pas satisfaisant. C'est le cas de la tranche d'âge des 18-24 ans au Royaume-Uni : à cause d'un taux de participation électorale jugé faible, on la qualifie de politiquement indifférente depuis plusieurs années²² et elle ne bénéficie, par conséquent, que de peu de visibilité politique. En effet, le débat politique s'oriente vers une partie de l'électorat dont le taux de participation électorale est satisfaisant. Ainsi, seuls le droit de vote et un taux de participation électorale « correct » - le seuil de satisfaction reste à définir – garantissent une visibilité sur le plan politique. Une conception telle que celle-ci invisibilise politiquement la tranche d'âge dans son intégralité, sans prendre en compte les individus qui votent. De plus,

18 Icenogle et al., "Adolescents' cognitive capacity reaches adult levels prior to their psychological maturity: Evidence for a 'maturity gap' in a multinational, cross-sectional sample", *Law and human behavior*, n°43, 2019, [En ligne: https://scholar-google-com.sid2nomade-2.grenet.fr/scholar?hl=fr&as_sdt=0%2C5&q=icenogle+maturity&oq=icenogle+maturit#d=gs_qabs&t=1654168758826&u=%23p%3DyQV7E30ajaIJ], Consulté le 6 mars 2022.

19 Mycock et al., "Understanding the Policy Drivers and Effects of Voting Age Reform", in J. Eichhorn et J. Bergh (éds.), *Lowering the Voting Age to 16*, Palgrave Studies in Young People and Politics, 2020, p.47 [En ligne: https://doi.org/10.1007/978-3-030-32541-1_3], Consulté le 1 février 2022.

20 Rehfeld, Andrew, "The Child as Democratic Citizen", *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 2010, [En ligne: <https://doi.org/10.1177/0002716210383656>], Consulté le 6 mars 2022.

21 CNRTL, "Individualité", [En ligne: <https://www.cnrtl.fr/definition/individualit%C3%A9>], Consulté le 6 mars 2022.

22 Pickard, Sarah, *op.cit*, p.86.

elle ignore les voix de ceux qui ne disposent pas encore du droit de vote : les personnes âgées de moins de 18 ans. En outre, elle invisibilise également ceux qui ne se reconnaissent pas dans le système politique actuel alors que leur passivité électorale peut être considérée comme une forme de participation politique autre. La participation électorale n'est qu'une forme de participation politique parmi beaucoup d'autres.²³ Si l'on s'appuie sur une définition plus large de la participation politique, la tranche 18-24 ans démontre un intérêt pour la politique. En effet, ils sont davantage réceptifs aux causes uniques.²⁴ Par ailleurs, dans un système invisibilisant, les partis politiques qui démontrent une volonté de représenter certaines tranches d'âge de l'électorat qualifiées comme inactives sont alors accusés d'opportunisme politique, par exemple le parti travailliste de Westminster depuis les élections de 2017 ou le SNP en 2013. De fait, un individu vote de manière générale pour un parti qui représente ses intérêts donc orienter sa politique vers un groupe inactif électoralement peut être vu comme une stratégie visant à encourager ce groupe à participer électoralement et, dans le meilleur des cas, à récolter leur voix.²⁵ Cependant, ces accusations se heurtent à une ambivalence du système politique démocratique. En premier lieu, le gouvernement est élu par le peuple afin de le représenter dans son entièreté. En second lieu, cette élection est régie par le compte des votes, instaurant une compétition pour le pouvoir.

I.2. Autoriser le vote à 16 ans pour solutionner une crise démocratique grandissante ?

Depuis les années 1990, une crise de nature démocratique a été identifiée au Royaume-Uni²⁶ et a engendré une recherche de solutions à ce problème. En effet, cette prétendue crise ou déficit démocratique à l'échelle britannique fait suite à l'observation d'un taux de participation électorale constamment en baisse et serait la conséquence d'un détachement politique progressif des plus jeunes électeurs, plus spécifiquement la tranche d'âge regroupant les 18-24 ans. Cette crise démocratique démontrait un manque d'intérêt ou un cynisme grandissant à l'encontre de la politique dite formelle. La politique formelle se caractérise principalement par la participation électorale. Ainsi, cette crise fragilisait, et décrédisait d'une certaine manière, les institutions démocratiques en place.²⁷ Solutionner ce déficit démocratique nécessiterait une réforme de ces institutions. Or, les propositions de solutions qui ont été apportées par différentes commissions sous le gouvernement travailliste de Tony Blair au début

23 Ibid.

24 Maitles, Henry, *Political Education in Scotland: An assessment of effectiveness*, European Conference on Educational Research, Edimbourg, 2000, [En ligne: https://www.researchgate.net/publication/277236748_Political_Education_in_Scotland_An_assessment_of_effectiveness]

25 Mycock et al., *op.cit.*, p.46.

26 The Electoral Commission, *Voter Engagement and Young People*, Research report, 2002, p.6.

27 Pickard, Sarah, *op.cit.*, p.104.

des années 2000 n'envisageaient pas une telle réforme. Deux propositions en particulier sont pertinentes dans le cadre de ce travail : la première consistait à étendre le droit de vote et à diminuer l'âge de majorité électorale à 16 ans ; la deuxième portait sur la mise en place d'une éducation politique dans le milieu scolaire.

La dernière réforme de l'âge de majorité électorale datait de 1969 lorsque l'âge minimal pour voter est passé de 21 à 18 ans. Cependant, le détachement graduel des plus jeunes électeurs des années 1970 jusqu'aux années 2000 n'encourageait pas un abaissement supplémentaire de l'âge de majorité électorale. Afin d'évaluer si l'abaissement de la majorité électorale à 16 ans serait bénéfique, le gouvernement travailliste avait instauré deux commissions indépendantes chargées de recueillir les informations nécessaires qui indiqueraient si oui ou non l'abaissement de la majorité électorale pouvait être considéré comme une solution. Ainsi, la Commission électorale (*Electoral Commission*) a mené ses recherches de 2002 à 2004, suivie par la *Youth Citizenship Commission* en 2008 et 2009. Les deux commissions devaient également étudier le détachement politique de la jeunesse. Aucune des commissions n'a recommandé une réforme du droit de vote car les résultats ne permettaient pas de la légitimer : les résultats n'indiquaient pas si le droit de vote à 16 ans serait bénéfique pour la démocratie et solutionnerait, au moins en partie, la crise identifiée. En effet, la Commission Électorale estimait qu'une telle réforme n'était pas justifiée pour deux raisons : 1) plusieurs sondages de l'opinion publique montraient que la majorité, comprenant des individus âgés de 16-17 ans, ne soutenait pas le droit de vote à 16 ans. 2) les résultats des recherches ne permettaient pas de prouver qu'un tel changement puisse avoir un effet positif sur l'engagement politique des jeunes.²⁸ La Commission Électorale a cependant recommandé un abaissement de l'âge minimal pour candidater de 21 à 18 ans. D'autre part, deux recherches non-commissionnées par le gouvernement ont été menées en 2006 par *Power Inquiry* et en 2014 par le *British Youth Council*. *Power Inquiry* a organisé sept rencontres dans le pays, 143 interviews, ainsi que plusieurs consultations en ligne et en public. La commission a identifié un « malaise démocratique » dans son rapport et a transmis sous forme de liste les recommandations recueillies, dont un abaissement à 16 ans de l'âge de majorité électorale et de candidature.²⁹ Quelques années plus tard, le *British Youth Council* a créé un comité chargé d'étudier le cas du droit de vote à 16 ans, après que ce dernier eut été voté comme devant être la priorité du BYC en 2013 ; 478 000 individus âgés de 11 à 18 ans ont participé au vote organisé par le BYC. Ainsi, le comité a recueilli des témoignages écrits et oraux qui ont abouti à la recommandation du droit de vote à 16 ans.³⁰

28 The Electoral Commission, *Age of Electoral Majority: Report and recommendations*, 2004, p.61.

29 White, Isobel, *Power to the People: the report of Power, an Independent Inquiry into Britain's Democracy*, 2008, p.6.

30 British Youth Council, *Lowering the voting age to 16*, 2014, p.33-38.

Les résultats obtenus par les différentes commissions étaient multiples et n'indiquaient pas réellement si une réforme serait positive, négative ou sans effet. Par ailleurs, depuis le début des années 2000, plusieurs propositions de loi ont été présentées à la Chambre des Communs par de simples députés visant une réforme du droit de vote, sans succès. La majorité au Parlement britannique s'oppose au droit de vote à 16 ans.

Le gouvernement britannique a toujours rejeté le vote à 16 ans et continue de le rejeter malgré les campagnes diverses promouvant ce dernier, telles que celles menées par le *British Youth Council*, la *National Union of Students* ou le *Scottish Youth Parliament*³¹. En effet, si le droit de vote devait être accordé à partir de 16 ans, il faudrait que celui-ci soit bénéfique à la démocratie, en garantissant un taux de participation électorale satisfaisant, d'où la réticence du gouvernement à l'adopter au vu des conclusions auxquelles sont parvenues les différentes commissions. De plus, au moment où les recherches ont été menées par les commissions, peu de pays à travers le monde avaient adopté le droit de vote à 16 ans à l'échelle nationale. Parmi eux se trouvaient notamment le Brésil depuis 1989 et l'Autriche depuis 2007. Cependant, les études conduites sur le droit de vote à 16 ans dans ces pays étaient rares lorsque les commissions ont entrepris leurs recherches³² : il n'y avait donc aucune certitude quant à la « réussite » d'une telle mesure ; la réussite de la mesure serait jugée sur le degré d'engagement politique des jeunes en s'appuyant sur le taux de participation électorale.

La Commission Électorale a également émis une autre recommandation qui consistait à introduire une éducation politique et civique dans le programme scolaire. Depuis les années 1970, la *Politics Association* et la *Hansard Society* ont souligné l'importance d'une éducation politique de la jeunesse. Or, cet appel a longtemps été ignoré par peur de parti pris ou d'endoctrinement. Ce n'est qu'en 2002 que le gouvernement travailliste de Tony Blair a inclus un cours obligatoire d'éducation civique dans le programme national anglais. Les autres nations ont été libres de l'intégrer ou non dans leur programme scolaire et de choisir la manière dont elle serait enseignée.³³

Si une réforme du droit de vote ne faisait pas l'unanimité au sein de l'opinion publique et des différents partis politiques au début des années 2000, il semble cependant pertinent de s'intéresser aux facteurs qui motivaient et motivent toujours certains hommes poli-

³¹ *Le Scottish Youth Parliament* représente les intérêts des jeunes en Écosse. Il s'agit d'un parlement dirigé par des jeunes, eux-mêmes élus par les jeunes Écossais à l'échelle nationale. Leurs objectifs sont de faire entendre la voix de la jeunesse aux décideurs du pays et d'organiser des campagnes autour des sujets jugés importants par leurs jeunes électeurs. Généralement, le *Scottish Youth Parliament* a un projet majeur par an. 'Source : Scottish Borders Council, https://www.scotborders.gov.uk/info/20043/youth_participation/498/youth_parliament)

³² Eichhorn, Jan, Bergh, Johannes, "Lowering the Voting Age to 16 in Practice: Processes and Outcomes Compared", *Parliamentary Affairs*, n°74, [En ligne: <https://doi.org/10.1093/pa/gsab019>], Consulté le 27 janvier 2022.

³³ Kisby, Ben, Sloam, James, "Citizenship, Democracy and Education in the UK: Towards a Common Framework for Citizenship Lessons in the Four Home Nations", *Parliamentary Affairs*, n°65, 2012, [En ligne: <https://doi.org/10.1093/pa/grs047>], Consulté le 4 mars 2022.

tiques à l'intégrer à leurs programmes. En 2015, Mycock et al. identifiaient quatre « facteurs motivant la réforme de la majorité électorale ».³⁴

Le premier relève de la « socialisation politique » ('political socialisation') et de l'idée selon laquelle un droit de vote obtenu plus tôt assurerait un engagement politique sur le long-terme. Cela rejoint l'argument selon lequel voter est une habitude à prendre.³⁵ Or, si les arguments se rejoignent, ils se heurtent au système politique multinational en place au Royaume-Uni. Il faudrait que la réforme ait lieu à l'échelle multinationale afin de garantir la préservation de cette habitude, puisque qu'un déséquilibre de l'âge minimal pour voter sur le territoire britannique pourrait entraîner une frustration et/ou une perte de l'habitude électorale.

Le deuxième facteur est le « capital social » ('social capital') : il signifie que le gouvernement reconnaît la maturité et l'instruction politique des personnes concernées par la réforme comme suffisantes pour voter.

Le troisième facteur est appelé 'valence politics' - Mycock identifie ce facteur en se basant sur le travail conduit en 2004 par Clarke et al., il s'appuie plus spécifiquement sur ce qui oriente le vote des citoyens : d'après Clarke et al., les citoyens votent pour le parti qu'ils estiment le plus compétent pour mettre en œuvre telle ou telle politique. Le facteur 'valence politics' prend racine dans le fait que les jeunes électeurs prennent en compte les programmes des différents partis et votent généralement pour les partis politiques les plus à même de défendre ou protéger leurs convictions, qui souhaitent mener une politique orientée vers la jeunesse. Les intérêts et convictions des électeurs diffèrent selon la génération et le stade de vie. Par conséquent, ce facteur révèle une approche plutôt opportuniste de la réforme puisqu'un parti qui soutient le droit de vote à 16 ans bénéficierait donc des voix de cette nouvelle partie de l'électorat.

Le quatrième et dernier facteur se base sur l'« encouragement politique » ('political incentivization'). Il prend racine dans le fait que le détachement des jeunes électeurs serait la conséquence d'un déséquilibre générationnel de l'électorat avec une forte représentation de la plus vieille génération. En effet, les populations européennes sont davantage vieillissantes, c'est le cas de l'Écosse, et puisque le système politique est basé sur le plus grand nombre par principe de représentation, la politique adoptée est donc orientée vers les électeurs plus âgés. Ainsi, un abaissement de l'âge de la majorité électorale permettrait d'équilibrer légèrement l'électorat et de montrer aux plus jeunes électeurs que leur avis compte. Ce dernier aspect est très présent dans le discours des 16-17 ans qui ont obtenu le droit de vote pour le référendum d'indépendance de l'Écosse en 2014.³⁶

34 Mycock et al., *op.cit.*

35 Dinas, Elias, "The Formation of Voting Habits", *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, n°22, 2012, [En ligne: <https://doi.org/10.1080/17457289.718280>], Consulté le 27 janvier 2022.

36 BBC, "Generation 2014", [En ligne: <https://www.bbc.co.uk/programmes/p01gf7rb>], Consulté le 4 janvier.

I.3. Le *Scottish Independence Referendum (Franchise) Act*: le droit de vote à 16 ans, une nécessité démocratique?

Avant 2014, l'âge minimal pour voter aux élections nationales et locales en Écosse était le même que partout au Royaume-Uni, c'est-à-dire 18 ans. Il existait cependant une exception : les élections des comités de santé (Health Boards). En 2009, le Health Boards (Membership and Elections) (Scotland) Act autorisa les personnes âgées de plus de 16 ans à participer aux deux élections pilotes pour les comités de santé qui devaient avoir lieu en 2010. Pour le référendum d'indépendance spécifiquement, le gouvernement, dirigé par le *Scottish National Party* (SNP), souhaitait élargir le droit de vote aux 16-17 ans. Bien que ce genre de décisions revienne normalement au gouvernement de Westminster, conformément au *Scotland Act* (1998), cette volonté du gouvernement écossais a été rendue possible par la signature de l'accord d'Édimbourg par le Premier Ministre britannique David Cameron et le First Minister écossais Alex Salmond le 15 octobre 2012. En effet, il avait été stipulé en 1998 dans la cinquième annexe du *Scotland Act* que le droit de vote demeurerait un domaine réservé à Westminster.³⁷ Cependant, l'accord d'Édimbourg prévoyait que le référendum soit légiféré par le Parlement écossais. Le Parlement écossais était alors désigné responsable de la date du référendum, du droit de vote, de la formulation de la question, des règles cadrant le financement des campagnes référendaires ainsi que d'autres règles sur le déroulement du référendum.³⁸

Avant d'être proposé au Parlement écossais, le projet de loi visant l'élargissement du droit de vote a d'abord fait l'objet d'un sondage de l'opinion publique. En effet, le gouvernement écossais a lancé le 25 janvier 2012 une consultation publique intitulée 'Your Scotland, Your Referendum' qui s'est clôturée quelques mois plus tard, le 11 mai 2012. Cette consultation comprenait neuf questions ouvertes qui sollicitaient l'avis du peuple écossais quant à la nature et l'organisation du référendum. Les questions portaient sur les points suivants : la formulation de la question pour le référendum et l'aspect du bulletin de vote ; le calendrier pré-référendaire ; si le référendum devait comprendre une question ou deux ; les préparations pour la gestion opérationnelle et la supervision du référendum ; des propositions pour augmenter le taux de participation ; le droit de vote ; et les budgets attribués aux organisations participant à la campagne référendaire.³⁹ Le gouvernement a obtenu 30 219 réponses dont 26 219 ont été analysées par l'association Griesbach & Associates (une association de chercheurs indépen-

37 Legislation.gov.uk, "Scotland Act 1998", [En ligne: <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1998/46/contents>], Consulté le 9 février 2022.

38 Edinburgh Agreement, 2012, [En ligne: https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/313612/scottish_referendum_agreement.pdf], Consulté le 9 février 2022.

39 Scottish Government Social Research, *Your Scotland, Your Referendum: An Analysis of Consultation Responses*, 2012, [En ligne: <https://www.gov.scot/publications/scotland-referendum-analysis-consultation-responses/documents/>], Consulté le 23 janvier 2022.

dants en politique sociale) en collaboration avec Craigforth (une entreprise de recherche spécialisée dans le domaine social). Le nombre de réponses analysées correspondait au nombre de réponses exploitables. 77 % des sondés résidaient en Écosse. Par ailleurs, sur la question de l'élargissement du droit de vote aux 16-17 ans, la consultation montrait que 56 % des réponses étaient en faveur de celui-ci. Ce projet avait d'ailleurs reçu le soutien du *Scottish Youth Parliament* ainsi que de l'Educational Institute of Scotland (Nicola Sturgeon, 14 mai 2013). Par conséquent, les réponses reçues à l'issue de cette consultation donnaient un mandat au gouvernement, et plus particulièrement au SNP, pour introduire le projet de loi au Parlement. Le 14 mai 2013, la motion S4M-06545 a été présentée par Nicola Sturgeon, à l'époque Ministre adjointe⁴⁰.

La première version du *Scottish Independence Referendum (Franchise) Act* s'appuyait sur le système électoral déjà existant en Écosse pour les élections nationales et locales. Cependant, le projet de loi comprenait également l'élargissement du droit de vote aux 16-17 ans pour le référendum ainsi que la création d'un registre électoral spécifique aux 16-17 ans afin de respecter les lois en vigueur concernant la protection des mineurs, notamment les droits des enfants établis par la convention des Nations Unies en 1989.⁴¹ Par conséquent, le registre ne pouvait ni être consulté ni publié, sauf cas particuliers comme la consultation de son propre enregistrement par un électeur. Par ailleurs, la loi impliquait également la création d'un formulaire d'inscription dédié aux 16-17 ans. Ce dernier a été testé de manière indépendante en amont des débats au Parlement écossais.

Avant de s'intéresser aux arguments avancés en faveur de l'adoption de cette loi par les membres du Parlement et la population écossaise, il s'agit de comprendre pourquoi le SNP a souhaité introduire ce projet de loi à ce moment-là et, par conséquent, inclure les 16-17 ans dans le référendum. Lors d'un débat portant sur la consultation populaire à propos du référendum le 25 janvier 2012, le *First Minister* Alex Salmond a justifié cette réforme temporaire de l'âge de majorité électorale par la volonté de donner l'opportunité aux 16-17 ans d'avoir un rôle à jouer dans les décisions qui concernent leur communauté et leur pays. Par conséquent, ils devraient être inclus dans la prise de décision sur l'avenir constitutionnel de leur pays. De plus, la Ministre adjointe Nicola Sturgeon a transmis les propos des membres du *Scottish Youth Parliament* et a ajouté que cette décision concernait davantage les 16-17 ans, justement à cause de leur jeune âge. Si l'on s'en tient aux déclarations des représentants du gouvernement et que l'on se réfère aux facteurs motivant une réforme de l'âge de majorité électorale établis par Mycock, les arguments avancés par le gouvernement SNP relevaient davantage du quatrième facteur identifié par le chercheur, c'est-à-dire l'« encouragement poli-

40 Traduction de Deputy First Minister.

41 Mycock et al., *op.cit.*, p.54.

tique » ou ‘political incentivization’ en anglais. Ainsi, l’objectif était de montrer que l’opinion des plus jeunes n’était pas ignorée et d’équilibrer l’électorat puisque l’enjeu du référendum était multigénérationnel. Les débats qui ont eu lieu au Parlement les 14 mai et 27 juin 2013 se sont révélés davantage en faveur de ce projet de loi, et cela même dans l’Opposition.

1.3.A. Les débats au Parlement

Trois arguments majeurs ont été avancés en faveur de ce projet de loi.

Tout d’abord, certains députés ont mentionné les droits et responsabilités qu’un jeune Écossais obtenait lorsqu’il atteignait l’âge de 16 ans. En effet, à 16 ans, les Écossais ont le droit de ne pas continuer leur études et de rentrer dans la vie active. Ainsi, ils sont dans l’obligation de payer des impôts. Certains membres du Parlement ont alors cité l’expression célèbre ‘*no taxation without representation*’ afin d’appuyer leurs propos. De plus, il est possible de s’engager dans l’armée dès 16 ans. Enfin, on obtient à 16 ans le droit de se marier sans avoir besoin de recourir au consentement parental. Par ailleurs, le First Minister écossais et la Ministre adjointe ont également souligné de nombreuses fois l’hétérogénéité des âges auxquels tel ou tel droit est accordé. Ainsi, autoriser les 16-17 ans à voter, ne serait-ce dans un premier temps que lors du référendum, équivalait pour les militants du droit de vote à 16 ans à uniformiser l’âge auquel certains droits sont accordés. De plus, cette perspective liait également l’aptitude des 16-17 ans à faire des choix concernant leur vie personnelle et professionnelle et des choix de nature politique par le biais d’un vote. Puisque 18 ans est généralement considéré comme la fin de l’enfance et le commencement de la vie d’adulte par les textes de loi européens, le droit de vote à 16 ans ne serait alors plus le symbole de l’atteinte de l’âge adulte mais un outil de construction vers celui-ci.⁴²

Ensuite, d’autres députés se sont prononcés en faveur du droit de vote à 16 ans car les 16-17 ans vivraient le plus longtemps avec les conséquences, positives ou négatives, de l’issue du référendum. Par ailleurs, la plupart des 16-17 ans se trouvaient encore dans le milieu scolaire et en étaient encore qu’au début de leur vie. Ils allaient construire leur vie à l’issue du référendum, ce qui signifiait que leur projets potentiels dépendaient du résultat. C’est d’ailleurs l’une des raisons qui a été mentionnées par certains membres du *Scottish Youth Parliament* lors de comités organisés autour de la consultation (Nicola Sturgeon, 14 mai 2013). De plus, cet argument résonnait également dans les discours des 16-17 ans lorsqu’ils soulignaient la grande importance de cette décision ; lors d’interviews conduites par la BBC

⁴² Breeze et al., “Becoming independent: political participation and youth transitions in the Scottish referendum”, *The British Journal of Sociology*, n°68, 2017, [En ligne: <https://doi.org/10.1111/1468-4446.12288>], Consulté le 27 janvier 2022.

dans le cadre du programme *Generation 2014*, beaucoup ont qualifié cette opportunité et/ou responsabilité de ‘such a big decision’.⁴³

Par ailleurs, un certain nombre de députés étaient convaincus que les 16-17 ans démontraient le même degré d’intérêt et d’enthousiasme vis-à-vis de la politique que les autres tranches d’âge. Plusieurs membres du Parlement, dont le leader des Verts, Patrick Harvie, ont partagé leur expérience personnelle pour attester de cette similarité entre les différents groupes d’âge.

Comme d’autres, je me suis rendu dans des écoles et j’ai accueilli des groupes d’élèves au Parlement, j’ai tendance à trouver à peu près le même degré d’enthousiasme, de conscience et d’intérêt pour la politique que dans les meetings ou sur le pas de la porte avec d’autres groupes d’âge.⁴⁴ (Patrick Harvie, 14 mai 2013)

Toutefois, il semble que cet argument ne puisse pas s’imposer comme un argument indépendant. En effet, il s’agissait plus d’un contre-argument avancé en réponse à un argument contre le droit de vote à 16 ans. Puisque si l’on raisonne de la sorte, il n’est pas impossible que la tranche d’âge 14-15 ans fasse également preuve d’un même degré variable d’intérêt à propos de la politique. Par ailleurs, des sondages qui ont été réalisés dans le cadre du référendum incluent les 14-15 ans et prouvent qu’il n’existe pas de différence entre le taux d’intérêt politique des 14-15 ans et celui des 16-17.⁴⁵ Par conséquent, cet argument serait donc la porte ouverte à une nouvelle réforme de l’âge de majorité électorale. L’objectif majeur de cet argument était donc simplement de discréditer l’indifférence pour la politique qu’on attribuait aux jeunes électeurs, plus précisément aux 18-24 ans, en raison de leur faible taux de participation électorale en comparaison avec ceux des autres groupes d’âge.⁴⁶

1.3.B. ‘Your Scotland, Your Referendum’

Une partie de la population sondée lors de la consultation ‘*Your Scotland, Your Referendum*’ a justifié sa position en faveur du droit de vote à 16 ans en ayant recours entre autre à des arguments similaires. Comme mentionné plus haut, l’analyse des réponses de la consultation indiquait que 56 % des sondés étaient en faveur d’un abaissement de l’âge minimal pour voter lors du référendum. Bien que la majorité se soit exprimée en faveur de ce dernier, l’opinion demeurerait toutefois clairement divisée à ce sujet. Par ailleurs, le chiffre 56 % cachait en

43 BBC NEWS, “Three Generation 2014 members talk to Gavin Esler”, [En ligne: <https://www.bbc.com/news/av/uk-scotland-scotland-politics-27103082>], Consulté le 12 janvier 2022.

44 TheyWorkForYou, “Scottish Independence Referendum (Franchise) Bill: Stage 1”, [En ligne: <https://www.theyworkforyou.com/sp/?id=2013-05-14.3.0&s=voting+franchise+section%3AScotland#g3.2>], Consulté le 17 janvier 2022. Citation originale: ‘Like others, I have visited schools and hosted school groups in the Parliament and I tend to find pretty much the same range of enthusiasm, awareness and interest in politics as I do in other public meetings or out on the doorstep with other age groups.’

45 Eichhorn, J., Paterson, L., MacInnes, J., Rosie, M., *Results from a survey on 14-17 year old persons living in Scotland on the Scottish independence referendum*, AQMeN, Economic & Social Research Council, 2013, [En ligne: https://www.research.aqmen.ac.uk/wp-content/uploads/sites/27/2017/07/Results_Report_Young_Persons_Survey_May2013_0.pdf]

46 Pickard, Sarah, *op.cit.*, p.24.

réalité deux autres chiffres : le pourcentage des réponses individuelles et le pourcentage des réponses d'organisations, telle que la National Union of Students. En effet, 60 % des réponses faites par des organisations se prononçaient en faveur de l'élargissement du droit de vote tandis que seulement 48 % des réponses individuelles le soutenaient.⁴⁷ Mycock indiquait en 2015 qu'une réforme progressiste du droit de vote était généralement soutenue par les membres de l'électorat les plus jeunes, par opposition aux membres les plus âgés, et dépendait en partie de l'affiliation politique. Par conséquent, si l'on s'appuie sur les propos de Mycock et al., une affiliation au SNP augmentait donc en théorie les chances qu'un individu soit en faveur du droit de vote à 16 ans.

Par ailleurs, les personnes sondées ont eu l'opportunité de détailler leur réponse. Ainsi, l'opinion publique a eu recours aux arguments concernant l'uniformisation des droits en citant d'autres droits, tels que signer des contrats ou conduire une voiture, et l'enjeu que représentait le référendum sur le long-terme pour les 16-17 ans. Certains sondés ont également souligné que le droit de vote à 18 ans semblait inapproprié au XXIème siècle⁴⁸ ; malheureusement, l'analyse des réponses à la consultation n'a pas apporté plus de détails. On peut donc se demander en quoi 18 ans est un âge inapproprié pour la majorité électorale de ce siècle en particulier. On peut supposer que cette remarque est en lien avec l'uniformisation des droits ou tend vers une potentielle éducation politique plus importante des jeunes gens au XXIème siècle et donc vers leur aptitude à voter plus jeune. D'autres sondés semblaient partager cet avis puisqu'ils souhaitaient voir adopté le droit de vote à 16 ans pour toutes les élections à l'échelle britannique. Ensuite, l'argument le plus intéressant était que le droit de vote à 16 ans encouragerait un engagement politique grandissant chez les jeunes électeurs et solutionnerait en partie la crise démocratique grâce à une augmentation du taux de participation électorale.⁴⁹ Cet argument fait d'ailleurs écho au premier facteur identifié par Mycock, la « socialisation politique », et aux recherches conduites quelques années plus tôt par la Commission Électorale et la Youth Citizenship Commission sous le gouvernement travailliste. Enfin, parmi les réponses envoyées par les organismes de jeunesse se trouvait un argument qui considérait le droit de vote à 16 ans comme un message aux jeunes électeurs de la part du gouvernement et des décideurs selon lequel l'opinion des jeunes gens était prise au sérieux, ce qui fait donc écho au quatrième facteur identifié par Mycock : « l'encouragement politique ». Si l'on examine cet argument d'un peu plus près, on réalise que les 11 organismes de jeunesse anonymes qui ont participé à la consultation, porte-paroles des jeunes car ils travaillaient avec ou étaient gérés par des jeunes, ont souligné un sentiment de manque de crédibilité et d'attention de la part du gouvernement et des hauts fonctionnaires en général. C'est l'un des facteurs ma-

⁴⁷ Scottish Government Social Research, *op.cit.*, p.5.

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Ibid.

jeurs du détachement politique des jeunes électeurs : la conviction que leur voix ne fait aucune différence. Afin de s'assurer que les 16-17 ans puissent s'exprimer et veuillent participer, les députés écossais ont relevé plusieurs points importants lors de la première session au Parlement. Le premier concernait les notions de justice et d'équité. Plusieurs députés ont insisté sur le fait que le droit de vote et l'accès à l'information devraient être garantis de manière équitable pour l'ensemble des 16-17 ans (Rob Gibson, SNP, 14 mai 2013).⁵⁰ Plus précisément, les enfants de soldats résidant à l'étranger durant le référendum devraient eux aussi pouvoir voter et les informations devraient être diffusées sous plusieurs formats afin que les individus présentant des difficultés puissent également y avoir accès (Patricia Ferguson, Parti travailliste, 14 mai 2013). Le deuxième point sur lequel les députés se sont mis d'accord était le rôle important qui incomberait aux écoles et à la Commission Électorale dans l'accès aux et la diffusion des informations (Bob Dorris et Rob Gibson, 14 mai 2013). En effet, la Commission Électorale a été chargée de créer de nouvelles ressources sur la manière dont on s'enregistre sur les listes électorales ainsi que des supports spécifiques qui seraient mis à disposition des écoles. Quant aux écoles, leur objectif, tel que décrit par les membres du Parlement, était d'assurer l'accès à des informations impartiales de qualité afin de permettre à la nouvelle tranche de l'électorat de prendre une décision informée. Le troisième serait sous la responsabilité des membres du Parlement, plusieurs d'entre eux ont souligné être de leur devoir d'enthousiasmer les 16-17 ans pour garantir leur participation électorale au référendum (George Adam, SNP, 14 mai 2013).

Ce projet de loi a été adopté à la majorité le 27 juin 2013 par les membres du SNP, du Parti travailliste écossais, des Verts ainsi que les Libéraux-démocrates. Il est entré en vigueur le 7 août 2013.

II. Les contre-arguments de l'Opposition : garantir la crédibilité des résultats du référendum ?

La majorité parlementaire s'est exprimée en faveur de l'adoption de la *Scottish Independence Referendum (Franchise) Bill* le 27 juin 2013 et les partis favorables à celles-ci étaient généralement également favorables au droit de vote à 16 ans pour toutes les élections, tels que le SNP ou les Verts. Cependant, le droit de vote à 16 ans et, plus spécifiquement ce projet de loi, ne font pas l'unanimité. En effet, une série d'arguments à l'encontre du droit de vote à 16 ans ont été formulés par l'opinion publique et les membres du Parlement, pour la grande majorité issus du Parti conservateur. Le Parti conservateur, comptabilisant quinze sièges au parlement écossais, a été le seul parti à voter contre l'adoption de ce projet de loi au Parlement Écossais le 27 juin 2013.

⁵⁰ TheyWorkForYou, *op.cit.*

L'argument le plus récurrent s'opposait à l'utilisation du référendum comme une expérimentation du droit de vote à 16 ans. En effet, certains membres du Parti conservateur, dont Annabel Goldie, dénonçaient le fait que le référendum servirait d'essai pour le droit de vote à 16 afin d'estimer si une telle mesure serait bénéfique et donc serait conservée pour toutes les élections locales et nationales. Cet argument découlait du fait que d'autres membres du Parlement prévoyaient que, dans le cas d'un taux de participation électorale satisfaisant de la part des 16-17 ans, le droit de vote à 16 ans serait adopté pour toutes les élections écossaises.

Certains députés étaient également d'avis que le taux de participation de cette nouvelle partie de l'électorat ne serait pas satisfaisant à en croire le cas précédent des élections pilotes pour les comités de santé ainsi que le faible taux de participation électorale de la tranche d'âge des 18-24 ans. En effet, les 16-17 ans ont été autorisés à voter dans le cadre des élections pilotes aux comités de santé, conduites en 2010, suite à l'adoption du *Health Boards (Membership and Elections) (Scotland) Act* en 2009. Le droit de vote à 16 ans avait été accordée lors de cette occasion afin de permettre au plus grand nombre d'utilisateurs de la NHS de prendre part aux élections.⁵¹ Or, Annabel Goldie, anciennement à la tête du Parti conservateur écossais, a décrit le taux de participation de cette tranche d'âge comme étant « abyssal ». Pour elle, le manque de mobilisation électorale était la preuve que les 16-17 ans n'étaient pas intéressés par la politique, contrairement à ce que d'autres membres, comme le Vert Patrick Harvie, avaient fait remarquer. Or, la conclusion faite par la députée laisse entendre que l'intérêt pour la politique ne semble pas dépendre pas de la nature de l'évènement électoral ou autre et qu'il doit être constant. Ainsi, selon ses propos, un intérêt pour la politique devrait se traduire en action par une participation électorale totale et constante. Il est cependant essentiel de préciser à ce point que ces élections pilotes ont conduit le gouvernement écossais à abandonner le projet en raison d'un taux de participation faible pour l'ensemble de l'électorat. Le taux de participation d'une partie de l'électorat lors d'un seul évènement politique ne démontre donc pas de son intérêt pour la politique en général mais de son intérêt pour cet évènement politique en particulier. Ainsi, l'intérêt pour la politique n'est pas forcément linéaire et il est difficile de prévoir ce qui s'appliquera au référendum sans sondage à l'appui. De la même manière, un taux de participation électorale conséquent n'est pas synonyme d'un engagement politiques constants et linéaires sur le long-terme.

Par ailleurs, le droit de vote à 16 ans a souvent été écarté car l'estimation du taux de participation des 16-17 ans se basait sur celui de la tranche d'âge supérieure, celle des 18-24 ans, qui oscillait entre un taux de participation de 39 % en 2001 et 44 % en 2010, avec un taux

⁵¹ TheyWorkForYou, "Health Boards (Membership and Elections) (Scotland) Bill: Stage 1", [En ligne: <https://www.theyworkforyou.com/sp/?id=2009-01-15.13999.1&s=health+boards+pilot+elections+section+%3AScotland#g14045.0>], Consulté le 2 juin 2022.

record, par sa petitesse, de 37 % en 2005, donc ces résultats n'étaient pas encourageants. Cependant, cet argument est difficilement recevable car les 18-19 ans présentent généralement un taux supérieur à celui de leurs aînés.⁵² Si l'estimation devait s'appuyer sur une tranche d'âge, ce serait celle des 18-19 ans puisque c'est la plus proche. Néanmoins, un taux de participation électorale reste difficile à prédire et, comme l'a fait remarquer Jamie Hepburn (SNP), le droit de vote ne devrait pas se baser sur l'intention de voter et le taux de participation qui en découle.⁵³

Le Parti conservateur a également partagé sa désapprobation quant à la rapidité à laquelle se déroulait l'élaboration du projet de loi (« l'étape dans ce projet de loi est précipitée et immature », Annabel Goldie⁵⁴). Le Parti conservateur a jugé que le gouvernement aurait dû solliciter la Commission Électorale (EC) : « Nous aurions apprécié une discussion plus vaste et une consultation de la Commission Électorale. »⁵⁵ (Annabel Goldie, 14 mai 2013). Cependant, bien que l'inclusion de la Commission Électorale dans la prise de décision semble justifiée par la nature de ses fonctions, suggérer de faire appel à la Commission Électorale ne peut pas être considérée comme complètement désintéressé. En effet, dix années auparavant, la Commission Électorale n'avait pas recommandé le droit de vote à 16 ans auprès du gouvernement travailliste faute de résultats peu concluants. Puisque nul autre rapport n'a indiqué un changement de position de la part de la commission, il est fort probable que la position de la Commission Électorale en 2014 eût été identique à celle de 2002, c'est-à-dire davantage contre le droit de vote à 16 ans. Par conséquent, le Parti conservateur aurait bénéficié d'un soutien dans l'opposition à ce projet de loi et aurait potentiellement pu convaincre d'autres membres avec l'aide de la Commission Électorale que les 16-17 ans ne devraient pas être autorisés à voter lors du référendum. Évidemment, la position de la Commission Électorale en 2014 reste hypothétique puisqu'un nouveau travail de recherches aurait été nécessaire en amont d'une recommandation ou non du droit de vote à 16 ans.

Par ailleurs, Chloe Smith (secrétaire parlementaire⁵⁶, Cabinet Office) a mentionné le 18 décembre 2012 le manque de résultats des deux commissions (EC, YCC) comme une raison de ne pas soutenir le droit de vote à 16 ans et a indiqué qu'un élargissement du droit de vote ne serait qu'un seul aspect de la solution au déficit démocratique.⁵⁷ Cela rejoint un autre argument concernant l'électorat actuel. Il faudrait encourager à voter plutôt qu'élargir le droit

⁵² MacLeod, Ian, Eichhorn, Jan, "Youth Politics in Scotland: Participation and Inclusion", in Micheal Keating (éd.), *The Oxford Handbook of Scottish Politics*, Oxford University Press, 2020, p.89.

⁵³ TheyWorkForYou, "Scottish Independence Referendum (Franchise) Bill: Stage 1", *op.cit.*

⁵⁴ Ibid. Citation originale: 'the step in the bill is precipitate and immature'

⁵⁵ Ibid. Citation originale: 'We would have welcomed broader discussion and consultation involving the Electoral Commission.'

⁵⁶ Traduction de 'Parliamentary Secretary'

⁵⁷ TheyWorkForYou, "Votes for 16 and 17-year-olds", [En ligne: <https://www.theyworkforyou.com/whall/?id=2012-12-18a.222.0&s=Independence+referendum+2012-01-01..2014-12-31#g226.0>], Consulté le 3 février 2022.

de vote aux 16-17 ans, ce qui signifie que le gouvernement devrait davantage se concentrer sur la tranche d'âge 18-24 ans qui présentait un taux de participation plus faible que les autres tranches d'âge.

En outre, Jackson Carlaw, membre du Parti conservateur, a émis une troisième objection. Il a jugé qu'une telle décision devrait être prise à l'échelle du Royaume-Uni, bien que l'accord d'Édimbourg stipule le droit du gouvernement écossais à modifier le système électoral déjà existant à l'occasion du référendum. En effet, maintenir un âge de majorité électorale identique à l'échelle britannique permettrait de maintenir un degré d'homogénéisation et d'éviter la création de frustration qui pourrait générer un engagement politique inconstant ou mettre un terme à tout engagement.

La quatrième objection émise était constituée de plusieurs éléments. Ces derniers concernaient tous de près ou de loin la maturité. Annabel Goldie a dit à propos d'elle-même : « L'expérience de la vie – et celle du travail – a modéré [mes opinions politiques] ». ⁵⁸ Ses propos peuvent être interprétés de cinq manières différentes : 1) un plus grand nombre d'années de vie permet la formation d'une opinion politique plus modérée. 2) les plus jeunes sont plus susceptibles d'entretenir des opinions politiques radicales. 3) une opinion politique n'est valable et entendable qu'à partir d'un certain âge car il est le symbole d'une expérience suffisante. 4) le monde du travail aide à former une ou plusieurs opinions politiques. 5) une personne qui n'a jamais eu d'emploi est plus susceptible d'entretenir des opinions politiques radicales. Selon Annabel Goldie, l'inexpérience des 16-17 ans les conduirait en somme à faire un choix plutôt naïf qu'ils regretteraient potentiellement plus tard grâce à leur plus grande expérience de la vie et du monde du travail.

Cette inexpérience décrite équivalait ici à une inaptitude. En effet, John Mason (SNP) a mentionné sa rencontre avec des jeunes gens scolarisés qui ne s'estimaient pas confiants dans leur compréhension de toutes les questions politiques et Graeme Pearson (Parti travailliste) a fait remarquer leur inaptitude à prendre une décision informée. Par ailleurs, cela faisait écho à un sondage conduit en mars 2015 par l'Université de Glasgow sur l'éducation politique en rapport avec le référendum d'indépendance ⁵⁹. Avant même le référendum, les enseignants rapportaient des difficultés à enseigner tout ce qui avait rapport à la politique en raison de l'immaturité et d'un manque de connaissances de la part des élèves. Ce même sondage indiquait que les enseignants étaient en majorité contre le droit de vote à 16 ans (37,44%) plutôt qu'en faveur de celui-ci (33,39%) tandis que 14,17 % d'entre eux étaient indécis. Les autres n'avaient vraisemblablement pas répondu à la question. Par conséquent, ce sondage al-

58 TheyWorkForYou, "Scottish Independence Referendum (Franchise) Bill: Stage 1", *op.cit.* Citation originale: 'Experience of life – not least the workplace – was to temper [my political opinions]'

59 Head, G., Hill, M., Lockyer, A., MacDonald, C., *Schools, Political Literacy and the 2014 Scottish Referendum*, Stevenson Trust for Citizenship, Université de Glasgow, mars 2015.

lait à l'encontre du soutien mentionné de l'Educational Institute of Scotland vis-à-vis du droit de vote à 16 ans. Puisqu'il a été alors jugé primordial de préparer les élèves de 15-16 ans pour qu'ils puissent prendre une décision informée lors du référendum, d'autres membres du Parlement ont insisté sur le fait que cette préparation ne devait en aucun cas importuner la préparation des examens, qui doit être la priorité des élèves. Cet argument en rejoignait un plus général, selon lequel les jeunes devraient être préservés du monde de la politique le plus longtemps possible afin de préserver leur enfance.⁶⁰ Cependant, cela est paradoxal au vu de l'enseignement politique et civique pratiqué dans les écoles.

D'autre part, Chloe Smith (secrétaire parlementaire, Cabinet Office) a avancé un cinquième argument en amont des débats du projet de loi au Parlement. Selon elle, ce projet de loi ne devait être adopté que si un consensus avait lieu au sein du Parlement et de l'opinion publique.⁶¹ Or, l'opinion publique restait très divisée à ce sujet et elle estimait que les électeurs qui l'avaient élue s'opposaient en majorité au droit de vote à 16 ans. Par conséquent, puisque c'était son rôle de les représenter, elle ne soutenait pas le droit de vote à 16 ans et considérait que le projet de loi n'était pas représentatif de l'opinion publique. En effet, elle a eu recours à un sondage conduit par YouGov en Novembre 2009 qui établissait que 54 % des 14-25 ans interrogés s'opposaient au droit de vote, contre 31 % qui le soutenaient et 15 % qui se disaient indécis. Si le droit de vote à 16 ans était alors adopté, il conduirait potentiellement à un écart d'engagement entre les jeunes. C'est-à-dire que les individus en faveur de la réforme du droit de vote seraient politiquement actifs tandis que les autres resteraient inactifs.⁶² Cet écart d'engagement entraînerait un taux de participation électorale insatisfaisant et ferait émerger un problème similaire à celui rencontré dans le groupe d'âge des 18-24 ans. De plus, 50 % des réponses individuelles faites lors de la consultation nationale s'opposaient au droit de vote à 16 ans. En effet, les sondés ont avancé de multiples raisons pour justifier leur opposition au droit de vote à 16 ans. Certains exposaient des arguments similaires à ceux du Parti conservateur et pensaient qu'une telle décision devait être prise à l'échelle britannique, d'autres étaient d'avis que les 16-17 n'étaient pas assez expérimentés ni assez matures pour voter.⁶³ Ici encore, l'expérience et la maturité étaient distinguées dans les réponses. Par ailleurs, un grand nombre d'arguments s'ajoutaient à ceux-ci, dont l'uniformisation des droits. En effet, cet argument a été utilisé dans les deux camps : ceux en faveur du projet de loi soulignaient les droits dont disposaient les 16-17 ans tandis que ceux qui s'opposaient au projet de loi faisaient remarquer les droits qui n'étaient acquis qu'à l'âge de 18 ans, tels qu'acheter de

60 Pickard, Sarah, *op.cit.*, p.63.

61 TheyWorkForYou, "Votes for 16 and 17-year-olds", *op.cit.*

62 Mycock et al., *op.cit.*

63 Scottish Government Social Research, *Your Scotland, Your Referendum: An Analysis of Consultation Responses*, *op.cit.*

l'alcool ou des cigarettes.⁶⁴ De plus, d'autres sondés s'inquiétaient du temps imparti pour enregistrer les plus de 100 000 jeunes âgés de 16-17 ans et de la création d'injustice s'il n'était pas possible d'inscrire tous les concernés sur la liste électorale à temps. Enfin, certains estimaient que ce n'était pas le bon moment pour faire un tel changement. Cet argument peut être analysé par le prisme de deux autres : soit il était lié à un sentiment d'inquiétude, soit il était lié à la crédibilité des résultats du référendum. En effet, des sondés jugeaient que si les 16-17 ans obtenaient le droit de voter pour le référendum, les résultats de ce dernier s'en trouveraient faussés, illégitimes ou peu crédibles. Cette opinion était corrélée au fait que les 16-17 ans étaient considérés comme inexpérimentés ou immatures et qu'ils ne feraient donc pas un bon usage de leur voix. Cependant, cet argument peut également être relié à un dernier : l'opportunisme politique.

En effet, les voix du Parti Conservateur et d'une partie de l'opinion publique se sont jointes pour dénoncer l'opportunisme politique du SNP.⁶⁵ Durant le débat du 27 juin 2013, Annabel Goldie a déclaré :

Je ne peux seulement présumer que l'enthousiasme [d'Alex Salmond] à l'idée d'élargir le droit de vote était dû à sa conviction que l'innocence et une attitude inconditionnelle adopteraient, prôneraient son programme indépendantiste et encourageraient un vote « oui ».⁶⁶

L'inexpérience et l'immaturité des 16-17 ans les rendraient prétendument plus réceptifs aux discours galvanisants et aux arguments mis en avant en faveur de l'indépendance. On peut alors se demander si le droit de vote accordé aux 16-17 ans n'était qu'une manière pour le SNP de parvenir à ses fins. Il conviendra donc de s'intéresser aux résultats du référendum et de voir si les plus jeunes électeurs étaient en effet plus enclins à soutenir la cause indépendantiste. En outre, cet argument fait écho au troisième facteur identifié par Mycock : 'valence politics'. Toutefois, si l'on s'appuie sur la théorie de Mycock, tous les partis politiques, pour ou contre le droit de vote à 16 ans, pourraient alors être accusés d'opportunisme politique sur le long-terme dans le cas où cet âge-ci soit retenu pour toutes les élections écossaises.

III. Opportunisme politique de la part du SNP ?

Comme indiqué plus tôt, le SNP souhaitait adopter le droit de vote à 16 ans pour le référendum afin que les 16-17 ans puissent donner leur opinion sur l'avenir de leur pays puisque celui-ci les concerne encore plus particulièrement que les autres groupes d'âge. Suite à sa proposition d'abaisser l'âge de la majorité électorale, le SNP a fait l'objet d'accusations

64 Ibid.

65 Ibid.

66 Citation originale: 'I can surmise only that [Alex Salmond's] enthusiasm for extending the franchise was because he envisaged wide-eyed innocence and unquestioning sentiment embracing and promoting his separatist agenda and fanning the yes vote [...].'

de plusieurs membres du Parti conservateur, à Holyrood et à Westminster, et d'une partie de la population. En effet, le projet de loi a été qualifié d'opportunisme politique de la part du parti à la tête du gouvernement. Dans le cas du SNP, accorder le droit de vote à 16 ans pour le référendum spécifiquement aurait découlé de l'idée répandue que les plus jeunes seraient majoritairement en faveur de l'indépendance ou plus faciles à convaincre pour défendre la cause indépendantiste. Cependant, ces accusations doivent être nuancées. En effet, certains éléments tendent à valider ces accusations à l'encontre du SNP tandis que d'autres les discréditent.

III.1. Le droit de vote à 16 ans pour le référendum : une mesure opportuniste

Un certain nombre d'éléments permettent d'envisager la proposition du SNP dans des termes opportunistes.

Premièrement, la volonté du SNP d'abaisser l'âge de majorité électorale ne faisait pas partie du manifeste publié par le parti en 2011. En effet, le droit de vote à 16 ans ne bénéficiait d'aucune section dédiée et ne figurait pas non plus dans celle consacrée à l'indépendance et un potentiel référendum d'autodétermination. Ce dernier ne figurait pas non plus dans le manifeste du parti en 2007.⁶⁷ Par conséquent, l'impossibilité de tracer de manière écrite cette volonté justifiait la remise en question des raisons pour lesquelles le parti a décidé de mettre en place le droit de vote à 16 ans pour le référendum.

Deuxièmement, selon la *valence politics* de Mycock, les jeunes ont plus facilement tendance à voter pour un parti qui a une politique orientée sur la jeunesse⁶⁸ plutôt qu'un autre parti. Ainsi, le SNP renvoyait une bonne image aux jeunes et augmentait ses chances d'accueillir de nouveaux membres en octroyant aux 16-17 ans le droit de vote pour le référendum. Par affiliation politique, ils pourraient être plus enclins à soutenir l'indépendance. De plus, le SNP aurait potentiellement cherché à se démarquer de Westminster et de sa politique anti-droit de vote à 16 ans :

La réforme de la majorité électorale a été introduite par un gouvernement SNP et définie par ce dernier dans des termes progressistes dont l'objectif était de se distinguer politiquement et de déconnecter l'Écosse de Westminster, dans l'espoir que cela encourage un grand nombre de jeunes à voter pour l'indépendance.⁶⁹

Le gouvernement de gauche du SNP cherchait à contraster avec le gouvernement de droite du Parti conservateur de Westminster (bien qu'il s'agisse en réalité d'une coalition entre le Parti

67 SNP, *Manifesto*, 2007 [En ligne: <http://worldofstuart.excellentcontent.com/repository/SNPManifesto2007.pdf>], Consulté le 11 février 2022.

68 Politique orientée sur l'accès à l'éducation, l'insertion dans le milieu professionnel, etc.

69 Mycock et al., *op.cit.*, p.58. Citation originale: 'Voting age reform was introduced by the SNP-led government who framed it in progressive terms that sought to politically differentiate and disconnect Scotland from Westminster in the hope that it would encourage significant numbers of young people to vote for independence.'

conservateur et les Libéraux-démocrates⁷⁰). En outre, accorder le droit de vote à 16 ans envoyait un message selon lequel l'opinion des 16-17 compte, ce qui aurait pour effet d'orienter les 16-17 ans vers le ou les partis qui leur ont octroyé ce droit et ont par ailleurs reconnu leur capacité à assumer une telle responsabilité. Le SNP a donc créé une rupture entre la conception « holyroodienne » des 16-17 ans comme étant des adultes en-devenir et la conception de Westminster qui croyait au statut enfantin ou adolescent des moins de 18 ans. Par conséquent, les 16-17 ans seraient plus facilement enclin à se rapprocher de partis qui reconnaissaient leur valeur et donc, par affiliation politique, à soutenir la cause indépendantiste.

Troisièmement, les jeunes étaient estimés plus favorables à la cause de l'indépendance que leurs aînés selon les sondages.⁷¹ Leur accorder le droit de vote pour le référendum aurait donc augmenté les chances de réussite de la cause indépendantiste et donc fort probablement du SNP par la suite. Cependant, au moment où le *Scottish Independence Referendum (Franchise) Act* est débattu et adopté, aucun sondage ne prenait en compte l'opinion des individus âgés de moins de 18 ans. Par conséquent, on peut supposer que, comme pour l'estimation du taux de participation, l'intention de voter des plus jeunes ait été basée sur le groupe d'âge des 18-24 ans. Or, si l'on examine deux sondages différents, un conduit par Ipsos Mori en janvier 2012 et un mené par Angus Reid en janvier 2013, respectivement 45 % des 18-24 ans soutenaient l'indépendance contre 44 %⁷² et 39 % contre 41 %⁷³. Bien que le pourcentage de 18-24 ans en faveur de l'indépendance fût très légèrement plus élevé que celui des autres groupes d'âge, la cause indépendantiste n'obtenait pas une majorité. Si les 16-17 ans entretenaient les mêmes opinions que les 18-24 ans, alors en effet, le SNP et la cause indépendantiste pourraient en bénéficier, néanmoins seuls quelques pourcents constitueraient ce bénéfice.

Quatrièmement, les jeunes ont tendance à voter plus à gauche.⁷⁴ Dans le cas du référendum, il est difficile d'établir une droite et une gauche distinctement car le référendum portait sur l'avenir constitutionnel de l'Écosse. De plus, les deux campagnes référendaires qui ont émergé ont vu des associations entre partis jamais vues auparavant, notamment l'association des partis travailliste et conservateur sous la bannière de BetterTogether. Par conséquent, le débat n'était donc plus orienté sur des politiques de droite ou de gauche mais sur l'unionisme ou l'indépendantisme. Cependant, le spectre politique et les affiliations qui en découlaient

70 Lors des élections au parlement britannique en 2010, aucun des trois partis principaux (Parti conservateur, Parti travailliste et libéraux-démocrates) ne parvint à obtenir une majorité des sièges. En conséquence, Gordon Brown démissionna de son poste de premier ministre et quitta la tête du parti travailliste, ce qui permit ainsi à David Cameron, à la tête du Parti Conservateur, de devenir premier ministre et de former une coalition avec les libéraux-démocrates dont Nick Clegg devint ministre adjoint.

71 Camp-Pietrain, Edwige, *op.cit.*, p.68.

72 IPSOS MORI, *Independence Conference Poll*, 2012, p.1, [En ligne:https://en.m.wikipedia.org/wiki/Opinion_polling_for_the_2014_Scottish_independence_referendum]

73 Angus Reid, *Half of People Would Vote to Remain in United Kingdom*, 2013, p.3, [En ligne:https://en.m.wikipedia.org/wiki/Opinion_polling_for_the_2014_Scottish_independence_referendum]

74 Pickard, Sarah, *op.cit.*

n'ont pas complètement disparu. Durant la campagne, chaque camp a été amené à décrire la vision qu'il entretenait pour l'Écosse après le référendum et a donc été contraint, d'une certaine manière, à ne pas délaissier ses principes et convictions. Dès lors, la réputation du Parti travailliste, pourtant populaire en Écosse, a souffert de son association avec le Parti conservateur, considéré comme le parti dominant de la campagne BetterTogether. Quant à lui, le Parti Conservateur avait peu d'audience en Écosse ; en effet, une majorité d'Écossais votaient à gauche. Par conséquent, la présence dissimulée du spectre politique lors des campagnes référendaires pourrait jouer en faveur de la cause indépendantiste, non pas seulement pour les jeunes, mais pour l'ensemble de la population.

Dernièrement, l'hétérogénéité des âges auxquels certains droits sont attribués dénote une certaine incohérence. Le SNP était donc libre d'exploiter ces incohérences pour justifier le droit de vote à 16 ans. La Commission Électorale (EC) avait recommandé la mise en place de réformes sur les âges en rapport avec les droits et responsabilités avant que toute réforme du droit de vote soit engagée. Le fait que le SNP ait décidé de faire l'inverse, et ce juste avant le référendum alors qu'on pensait les jeunes plus favorables à l'indépendance, éveille les soupçons. Puisque le droit de vote à 16 ans ne faisait pas partie des précédents programmes, on peut considérer qu'il n'était pas nécessairement urgent de l'adopter. De plus, l'Opposition était d'avis que son adoption était précipitée et pressée par le calendrier référendaire. Cependant, ces incohérences concernant les différentes majorités permettent également de nuancer les accusations d'opportunisme politique à l'encontre du SNP.

III.2. Le droit de vote à 16 ans pour le référendum : une nécessité démocratique de longue date

Un certain nombre d'éléments invalident les accusations à l'encontre du SNP dans une certaine mesure.

Premièrement, même si la question n'apparaît pas dans le programme de 2007, le droit de vote à 16 ans était une mesure soutenue par le SNP depuis de longues années, comme les membres du parti l'ont maintes fois répété lors des débats, sûrement pour se protéger d'une telle accusation.⁷⁵ En effet, le parti incluait dans son programme électoral de 1987 pour les élections générales sa volonté d'abaisser l'âge de majorité électorale.⁷⁶ Il est évident que, dès 1987, le parti pouvait être accusé d'opportunisme politique au vu de la tendance politique des plus jeunes électeurs. Cependant, l'ancienneté de cette volonté atténue légèrement la suspicion d'opportunisme politique en rapport avec le référendum et la cause indépendantiste. De plus, depuis 2003, le SNP était l'un des membres fondateurs de la campagne *Votes at 16* aux

⁷⁵ TheyWorkForYou, "Scottish Independence Referendum (Franchise) Bill: Stage 1", *op.cit.*

⁷⁶ Duclos, Nathalie, *L'Écosse en quête d'indépendance ? : Le référendum de 2014*, Presses Université Paris-Sorbonne, 2014, p.82.

côtés de l'*Electoral Reform Society*, le parti travailliste écossais, les libéraux-démocrates, les Verts, ainsi que le parti gallois Plaid Cymru. Dans le document de consultation '*Your Scotland, Your Referendum*', la volonté d'élargir le droit de vote à 16 pour toutes les élections nationales figuraient avec la raison suivante : « diminuer l'âge de majorité électorale à 16 ans encouragerait la participation des jeunes aux processus démocratiques en Écosse et leur donnerait une voix avec laquelle s'exprimer sur les sujets qui les concernent. »⁷⁷ Bien que cette politique puisse être tracée de manière écrite, le moment choisi pour la mettre en place, c'est-à-dire pour le référendum, n'en demeurait pas moins suspect, ce qui conduit au deuxième point : le droit de vote était un pouvoir réservé à Westminster depuis la dévolution en 1998, même en ce qui concernent strictement les élections écossaises. Ainsi, sans l'accord de Westminster, la mise en place du droit de vote à 16 ans ne pouvait pas avoir lieu. Cependant, on peut se demander si une telle demande avait été formulée durant le premier mandat du SNP, de 2007 à 2011. En effet, durant son premier mandat, le SNP avait abordé la question du droit de vote à 16 ans, sans succès néanmoins.⁷⁸ En 2008, le ministre des affaires parlementaires et membre du SNP, Bruce Crawford, avait profité d'une rencontre avec l'*Electoral Reform Society* pour affirmer la volonté de son parti. Si l'*Electoral Reform Society* et les Libéraux-démocrates s'étaient joints à lui, les membres des partis travailliste et conservateur avaient adopté une attitude plutôt réservée. Selon eux, si un abaissement de l'âge de la majorité électorale devait avoir lieu, elle devrait se faire à l'échelle britannique.⁷⁹ Or, même si Gordon Brown, alors premier ministre, soutenait le droit de vote à 16 ans, la majorité à Westminster s'y opposait. Par conséquent, une telle réforme ne pouvait pas avoir lieu en Écosse. De plus, la volonté du SNP était déjà interprétée dans des termes opportunistes. Le soutien du droit de vote à 16 ans leur permettait de se distinguer de Westminster et l'obtention de ce dernier serait en leur faveur puisqu'il leur permettrait d'obtenir plus de voix pour un deuxième mandat. Cependant, dans le cadre de l'organisation du référendum, le gouvernement écossais, dirigé par le SNP, a réussi à sécuriser le droit de vote à 16 ans dans l'accord d'Édimbourg en 2012, puisque ce dernier stipulait que le gouvernement écossais était en droit et charge de conduire les modifications nécessaires pour le référendum, incluant les critères d'éligibilité au vote. Par conséquent, le SNP n'a pas été libre de choisir le moment de mise en place du droit de vote à 16 ans puisque celui-ci dépendait de l'accord de Westminster.

⁷⁷ Ibid., p.115. Citation originale : 'reducing the voting age to 16 would encourage participation by young people in Scotland's democratic processes and would give them a voice on matters that affect them'

⁷⁸ THE SCOTSMAN, "SNP demands power to cut voting age to 16", [En ligne: https://www.scotsman.com/news/snp-demands-power-cut-voting-age-16-2473827#aoh=16446644575129&referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com&_tf=Source%2C%2A0%3A%20%251%24s&share=https%3A%2F%2Fwww.scotsman.com%2Fnews%2Fsnp-demands-power-cut-voting-age-16-2473827], Consulté le 12 février 2022.

⁷⁹ Ibid.

Il semble intéressant de se demander pourquoi Westminster a consenti à accorder indirectement le droit de vote à 16 ans pour le référendum et non pas lors du premier mandat du SNP. En premier lieu, on peut supposer que Westminster ait accepté car, en remportant la majorité des sièges au Parlement écossais, le SNP a obtenu un mandat pour organiser un référendum d'autodétermination selon la volonté et les termes de la population. En deuxième lieu, on peut penser que le référendum écossais servirait d'expérimentation du droit de vote à 16 ans pour l'ensemble du Royaume-Uni. En troisième lieu, on peut supposer que Westminster était convaincu que, même en accordant le droit de vote aux 16-17 ans, le référendum verrait tout de même une majorité s'opposer à l'indépendance. Cette troisième hypothèse permet de passer au troisième argument discréditant les accusations contre le SNP.

Les premiers sondages conduits auprès des 14-15 ans qui auraient l'âge requis pour voter au référendum démontraient en effet une forte opposition à l'indépendance. C'est d'ailleurs ce qu'Annabel Goldie, leader du Parti Conservateur à Holyrood, a mentionné après avoir accusé Alex Salmond d'opportunisme politique lors du deuxième débat parlementaire sur la motion, le 27 juin 2013. En effet, un des premiers sondages auprès de ce public est mené en septembre 2012 pour le *Mail on Sunday* : sur un panel de 2457 jeunes âgés de 14 à 15 ans, 59 % s'opposaient à l'indépendance tandis que 26 % la soutenaient et 15 % s'estimaient indécis.⁸⁰ Quant à lui, l'accord d'Édimbourg a été signé en octobre 2012, ce qui signifie que le SNP a décidé d'adopter cette mesure tout en sachant qu'elle jouait en sa défaveur à ce moment-là. S'il avait alors réellement été question d'opportunisme politique, la mesure aurait été un échec politique pour le SNP. Cependant, en 2013, la campagne *Yes Scotland* prétendait avoir réalisé un sondage qui démontrait que l'indépendance accroissait son influence auprès des plus jeunes, sans pour autant jamais publier les résultats. Par conséquent, dû à la science inexacte des sondages, il est compliqué d'estimer si cette mesure était avantageuse ou désavantageuse au départ.

Néanmoins, le droit de vote à 16 ans offrait au SNP la possibilité d'essayer de convaincre un groupe d'âge dont l'affiliation politique était très faible, voire inexistante. En 2013, un sondage indiquait que 57 % des sondés n'éprouvaient aucune proximité avec un parti politique.⁸¹ L'inexpérience politique des 16-17 ans faisait donc office de toile blanche pour l'ensemble des partis impliqués dans la campagne référendaire : l'enjeu n'était plus seulement restreint au référendum mais s'ouvrait également aux élections au Parlement. En effet, pour la majorité des individus, l'affiliation politique ne change que légèrement au cours d'une vie. Ainsi, les 16-17 ans incarnaient de nouvelles voix à récolter pour tous les partis.

⁸⁰ Duclos, Nathalie, *op.cit.*, p.116.

⁸¹ Eichhorn, J., Paterson, L., MacInnes, J., Rosie, M., *op.cit.*

Quatrièmement, les 16-17 ans ne représentaient qu'une toute petite partie de l'électorat. En effet, selon John Curtice, ils ne représentaient qu'entre 2,2 et 2,7 % de l'électorat.⁸² Évidemment, ce pourcentage était susceptible de varier en fonction du taux de participation au référendum. Les votes de ce groupe d'âge ne pouvaient donc faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre que s'ils constituaient un bloc en faveur ou contre l'indépendance et que si les résultats étaient assez serrés pour leur permettre un poids décisif. Par conséquent, il est difficile de valider des accusations d'opportunisme politique envers le SNP. Il semble plus pertinent de s'orienter vers le fait que, dans le cadre du référendum même, le droit de vote à 16 ans n'était pas sujet à l'opportunisme politique. Cependant, le référendum ouvrait la voix aux élections nationales et dans ce cas, tous les partis confondus pouvaient être accusés d'opportunisme politique.

Enfin, on peut dire que la position de chaque parti politique sur le droit de vote à 16 ans *est* opportuniste. Bien que le parti visé par ces accusations soit le SNP, le parti politique qui a formulé cette accusation, c'est-à-dire le Parti conservateur, s'opposait au droit de vote à 16 ans. De plus, le cas était similaire pour le droit de vote à 16 ans en général et le droit de vote à 16 ans pour le référendum : les partis qui le soutenaient étaient identiques et le parti qui s'y opposait ne changeait pas. En effet, les partis politiques qui prônaient le droit de vote à 16 ans avaient quasiment tous un point commun : ils étaient pour la grande majorité situés sur la gauche du spectre politique. Tandis que le parti qui s'opposait au droit de vote à 16 ans n'était autre que le Parti Conservateur. Pour chaque parti de gauche ainsi que les libéraux-démocrates, accorder le droit de vote à 16 ans leur permettait de récolter des voix électorales supplémentaires dans le cas éventuel où il serait adopté pour toutes les élections écossaises. De fait, comme indiqué plus haut, les jeunes ont tendance à voter plus à gauche. Par conséquent, le référendum ne doit donc en aucun cas être envisagé comme un événement déconnecté des autres événements politiques réguliers.

Le référendum a eu lieu en septembre 2014 et a été suivi en avril 2016 par les élections nationales. Ainsi, la campagne référendaire faisait également office de pré-campagne pour les élections au Parlement. En effet, elle permettait de récolter des voix et de potentiels adhérents. À l'époque, le nombre d'adhérents était en déclin dans chaque parti et parmi eux, les jeunes se faisaient rares. Par ailleurs, les Verts auraient pu accroître leur influence au parlement puisque les jeunes sont plus sensibles à la question environnementale.⁸³ Au contraire, le Parti Conservateur avait plutôt intérêt à s'opposer au droit de vote à 16 ans car son influence en Écosse était déjà très limitée : élargir l'électorat aux plus jeunes n'aurait potentiellement fait que diminuer son nombre de sièges et donc son influence. Par conséquent, chaque

82 Duclos, Nathalie, *op.cit.*, p.116.

83 Maitles, Henry, *op.cit.*

parti a fait preuve d'opportunisme politique et on peut se demander dans quelle mesure les accusations à l'encontre du SNP ne semblaient pas pertinentes dans un système politique dont l'opportunisme politique fait partie intégrante.

Le système électoral via l'obtention des voix conduit un parti politique à tirer profit des circonstances sous le prétexte de représentation. En effet, la population britannique vieillissante produit un déséquilibre démocratique. Bien que la démocratie repose sur le fait qu'une personne équivaut à un vote, les individus âgés de plus de 50 ans sont plus nombreux et participent davantage électoralement que les jeunes. De fait, on parle de « vote gris » ('grey vote') au Royaume-Uni pour désigner le pouvoir électoral des tranches d'âge de l'électorat les plus âgées. Ainsi, le « vote gris » oriente la politique des partis vers leurs intérêts et préoccupations en tant que générations.⁸⁴ Puisque le système politique repose sur l'obtention de voix pour accéder au pouvoir, orienter sa politique vers ces générations permet de gagner le « vote gris ». De plus, on pourrait donner comme second exemple l'inclusion de la question environnementale dans la majorité des programmes politiques, jusque-là délaissée, car la population s'y intéresse davantage. Évidemment, on peut considérer cela comme le simple principe de représentation or, la ligne semble fine entre représentation et opportunisme politique. En conclusion, l'opportunisme politique est quasiment omniprésent ; chaque politique/action est motivée.

IV. Le droit de vote à 16 ans : un succès politique et démocratique pour l'Écosse ?

Le 18 septembre 2014, l'électorat écossais s'est rendu au bureau de vote afin de s'exprimer sur la question suivante : « L'Écosse devrait-elle être indépendante ? ». Afin de faire entendre leur voix sur le sujet, des milliers de jeunes Écossais âgés de 16-17 ans ont participé au vote. *The Scottish Independence Referendum (Franchise) Act* est généralement considéré comme un succès⁸⁵ et ce, à plusieurs niveaux. En effet, la participation électorale des 16-17 ans s'est révélée bénéfique pour leur propre transition vers l'âge adulte et pour la démocratie écossaise en général.

84 Berry, Craig, "Young People and the Ageing Electorate: Breaking the Unwritten Rule of Representative Democracy", *Parliamentary Affairs*, n°67, 2014, [En ligne: <https://doi.org/10.1093/pa/gss056>], Consulté le 7 mars 2022.

85 TheyWorkForYou, "Voting Franchise (16 and 17-year-olds)", [En ligne: <https://www.theyworkforyou.com/sp/?id=2014-10-09.17.0&s=voting+franchise+16>], Consulté le 18 janvier 2022.

IV.1. L'expérience des 16-17 ans

IV.1.A. Avant le référendum

Les interviews conduites par la BBC dans le cadre du programme *Generation 2014* nous serviront de données pour étudier comment la plus jeune tranche d'âge de l'électorat a abordé le référendum et, plus spécifiquement, vécu l'abaissement de l'âge de majorité électorale.

Je pense que beaucoup de jeunes de 16 ans se montrent à la hauteur du défi que représente le droit de vote, je pense que si vous aviez dit ça un an plus tôt, je ne serais pas du tout d'accord, je dirais que les jeunes s'en fichaient [...]»⁸⁶ (Scott Faulds, 16 ans)

Dans ce premier témoignage, plusieurs éléments sont intéressants. En premier lieu, le jeune interviewé concevait le droit de vote pour le référendum comme un 'challenge', comme un défi donc, une épreuve à passer et il estimait que les 16-17 ans s'étaient montrés à la hauteur de ce défi. En second lieu, il mentionnait un changement d'attitude de la part des 16-17 ans à l'égard de la politique. En effet, pour Scott Faulds, un an plus tôt, les personnes de son âge n'éprouvaient pas d'intérêt vis-à-vis de la politique. Par conséquent, le référendum a suscité de l'intérêt pour la politique dans son groupe d'âge. De fait, ce dernier point est important car il conduit à deux remarques.

La première concerne le prétendu manque d'intérêt de la part des 16-17 ans pour la politique. L'abaissement de l'âge de la majorité électorale a engendré de nombreux projets de recherche et travaux universitaires sur le droit de vote à 16 ans comme réforme mais également sur l'attitude et l'opinion politiques des 14-17 ans qui seraient autorisés à voter dans le référendum. Ainsi, plusieurs sondages ont démontré que le taux d'intérêt pour la politique était en réalité très similaire à celui de leurs aînés.⁸⁷ En effet, à la suite d'un sondage d'individus âgés de 14 à 17 ans⁸⁸, une étude comparative a été menée en 2013 par le chercheur Jan Eichhorn entre les résultats de ce sondage et ceux du Scottish Social Attitudes de 2012 (Scott-Cen, 2013). Ainsi, la question concernant l'intérêt porté à la politique a révélé que l'option 'A great deal' a été choisie par 12 % des 14-17 ans contre 10 % de leurs aînés et l'option 'None at all' à 9 % contre 13 %. Par conséquent, ces nouveaux électeurs seraient en réalité légèrement plus intéressés par la politique que leurs aînés. Néanmoins, l'étude comparative comportait une faille puisque l'option 'Some' ne figurait que dans le SSA. Cependant, les résultats de cette recherche et les propos du jeune interviewé ne correspondent pas : comment l'expliquer ? Trois hypothèses peuvent être formulées : 1) cette personne était influencée par l'idée

⁸⁶ BBC NEWS, *Three Generation 2014 members talk to Gavin Esler, op.cit.* Citation originale: "I think that a lot of 16-year-olds have kinda risen to the challenge of having the vote, I think if you said this a year ago, I would completely disagree, I would say that 16-year-olds did not care [about politics]."

⁸⁷ Eichhorn, J., Paterson, L., MacInnes, J., Rosie, M., *op.cit.*

⁸⁸ Ibid.

commune que les jeunes gens ne sont pas intéressés par la politique. 2) les jeunes sont plus intéressés par la politique que ce que le public croit mais n'en parlent simplement pas entre eux. 3) le référendum était à l'origine de cet intérêt. Bien qu'en 2013, le référendum n'ait pas encore eu lieu, il était déjà présent dans les médias et dans les discours politiques. Par conséquent, le référendum a potentiellement permis un réveil ou une libération de la parole politique dans ce groupe d'âge.

La deuxième remarque qui peut être faite concerne le sentiment sous-jacent dans les propos de la personne selon lequel l'intérêt politique est lié au droit de vote. En effet, l'absence de droit de vote, et donc de voix, conduisent au sentiment que s'intéresser à la politique n'est pas utile. Par conséquent, cela rejoint l'idée qu'un individu ne considère son opinion comme de valeur que lorsqu'il détient le droit de vote. Le droit de vote est donc une reconnaissance de la valeur de l'individu et de son opinion. Dans le cadre du référendum, les 16-17 ans ont été « reconnus » et ont donc voulu prouver qu'ils étaient à la hauteur ('kinda risen to the challenge'). Par ailleurs, le terme 'challenge' sous-entend également que le référendum est vécu comme un test de la valeur des 16-17 ans. Il est donc considéré comme une expérimentation par les deux partis : les 16-17 ans et le Parlement écossais. C'est en quelque sorte un pari passé entre eux.

Je vais voter. J'ai le sentiment que je devrais avoir mon mot à dire puisque je vis ici et c'est ma vie qui va être changée. Je pense seulement que c'est une tâche plutôt difficile.⁸⁹ (Ellie Kean, 15)

Ce deuxième témoignage permet d'envisager une nouvelle manière d'aborder le référendum. Premièrement, on retrouve l'argument donné en faveur du droit de vote à 16 ans lors des sessions parlementaires. En effet, le référendum et son issue représentaient un grand enjeu pour les 16-17 ans puisque leur avenir et leur propre personne étaient en construction. Deuxièmement, la jeune femme interviewée se référait au droit de vote et donc au référendum comme 'a hard task' donc une tâche difficile. Le droit de vote était donc pleinement conçu comme une responsabilité. Cela démontre le sérieux dont faisaient preuve les 16-17 ans et s'oppose aux arguments selon lesquels ils n'étaient pas assez mûrs pour voter et les résultats du référendum ne seraient pas crédibles, sûrement par manque de sérieux de la part des 16-17 ans.

2014 est juste une année importante pour les jeunes dans le sens où on nous a donné l'occasion de voter et de prendre une énorme décision concernant l'avenir du pays et je pense que, de manière générale, les jeunes se montrent à la hauteur de la responsabilité qui nous a été accordée.⁹⁰ (Rory Doherty, 16, Édimbourg)

⁸⁹ BBC News, *Three Generation 2014 members talk to Gavin Esler*, *op.cit.* Citation originale: 'I'm gonna vote. I feel like I should have this say since I do live here and it's my life that's gonna be changed and I just think it's a pretty hard task.'

⁹⁰ BBC NEWS, "Scottish teenagers struggle with independence decision", [En ligne: <https://www.bbc.com/news/av/newsbeat-26618814>], Consulté le 8 janvier 2022. Citation originale: '2014 is just a big year for young people in the way that we've now been given this opportunity to vote in such a large...huge decision regarding the future of the country and I think generally young people are kinda stepping up to this responsibility we've been given.'

Dans ce troisième témoignage, plusieurs aspects doivent être relevés.

Le premier concerne le début de la citation ‘2014 is just a big year for young people’ ; cet accent porté sur l’année en elle-même indique qu’elle devient unique et potentiellement symbolique dans la vie des 16-17 ans. Par conséquent, l’année 2014 laisserait une marque à vie dans l’engagement politique des jeunes.

Le deuxième aspect porte sur le terme ‘opportunity’ : le référendum était considéré comme une chance qu’il fallait saisir : la chance de se faire entendre.

Le troisième aspect rejoint les termes ‘challenge’ et ‘task’ des témoignages précédents. En effet, le référendum apparaît ici comme une grande décision ou décision importante (‘huge decision’). Cette association du référendum à une tâche difficile et parfois lourde à porter était très récurrente dans les interviews accordées aux 16-17 ans dans le cadre du programme de la BBC, ce qui signifie qu’ils prenaient le référendum au sérieux et qu’ils ressentaient une pression à l’idée de faire le bon ou mauvais choix.

Le quatrième aspect se dessine dans la fin de la citation ‘kinda stepping up to this responsibility we’ve been given’. Le droit de vote est à la fois une opportunité et une responsabilité. La jeune personne interviewée rejoint celle du premier témoignage, Scott Faulds, sur le fait que les 16-17 ans n’étaient pas passifs et qu’ils comptaient voter. Bien que certains sondages, comme celui mené par YouGov en 2009, aient indiqué une opposition au droit de vote à 16 ans⁹¹, les 16-17 ans avaient néanmoins l’intention de voter et de faire honneur à la confiance qui leur avait été accordée. En vue du référendum, d’autres sondages sur la question ont été conduits, cette fois-ci avec un panel de sondés limité à la tranche d’âge pertinente. Entre mars et août 2014, un questionnaire a été envoyé dans 21 écoles en Écosse afin d’étudier la culture politique à l’école vis-à-vis du référendum. Ainsi, 494 sur 516 élèves âgés de 15 à 18 ans ont répondu à la question portant sur l’âge de la majorité électorale : 57 % ont opté pour 16 ans, 36 % pour 18 et 6 % pour un autre âge non précisé. En outre, une minorité était convaincue que les personnes du même âge qu’elles ne devraient pas avoir le droit de voter⁹², ce qui signifie qu’en Écosse, une majorité des 16-17 ans se sentaient potentiellement aptes et assez mûrs pour voter. De plus, le rapport incluait également des remarques sur le fait que le droit de vote ne devrait pas être accordé selon l’âge mais selon la propre estimation de son aptitude et de son envie de participer politiquement.

Je pense que c’est une avancée pour notre génération parce qu’on est vus comme des adolescents terribles qui ne s’intéressent à rien dans le genre et je pense que c’est plutôt bien de montrer aux gens ce sur quoi on est en mesure de décider.⁹³ (Erin Fyfe McWilliam)

91 TheyWorkForYou, “Votes for 16 and 17-year-olds”, *op.cit.*

92 Head et al., *op.cit.*

93 BBC NEWS, “Scottish Independence: Teenagers’ views on referendum”, [En ligne: <https://www.bbc.com/news/av/uk-politics-25626419>], Consulté le 8 janvier 2022. Citation originale: ‘I think it’s a breakthrough for our generation because we’re kinda seen as, like, terrible teenagers who’re not really interested in anything like this and I think it’s quite good to show people, like, what we can decide on.’

Dans ce quatrième témoignage, le référendum et le droit de vote à 16 ans sont considérés comme des « avancées » ('breakthrough'). En effet, le droit de vote à 16 ans est évidemment novateur mais également vu positivement. En ce sens, Holyrood se distinguait réellement de Westminster, comme mentionné plus haut. Par ailleurs, l'aspect le plus intéressant porte sur l'image que les jeunes renvoient selon la personne interviewée, c'est-à-dire des adolescents « terribles » qui ne s'intéressent pas à la politique. L'utilisation du terme « adolescent » est ici innocente mais celui-ci semble davantage connoté négativement puisqu'il fait partie intégrante du discours selon lequel les jeunes sont problématiques.⁹⁴ Ensuite, elle qualifie son groupe d'âge et elle de « terribles ». L'adjectif se réfère sûrement à un ou plusieurs comportements adoptés par les jeunes lors de leur croissance et construction, également vus d'un mauvais œil par leurs aînés. Par ailleurs, cette image entretient le cliché de l'indifférence politique des jeunes, or le référendum semblait prouver le contraire. Ce qui conduit à la fin des propos de la personne interviewée « Je pense que c'est plutôt bien de montrer aux gens ce sur quoi on est en mesure de prendre des décisions. » : le référendum présentait donc une occasion de faire ses preuves et de briser le cliché de l'adolescent égocentrique. Par conséquent, le référendum était bel et bien vécu comme une expérimentation ainsi qu'une épreuve ou mission pour les 16-17 ans.

Cependant, le référendum et le droit de vote à 16 ans ont également suscité une vague d'enthousiasme de la part des nouveaux électeurs. 'Exciting', 'fantastic', 'happy' sont tous des adjectifs qui ont été utilisés lors d'interviews et qui viennent contrebalancer l'enjeu que représentaient le référendum et le droit de vote (BBC News, 11 octobre 2013 ; 22 avril 2014 ; 12 septembre 2014).

IV.1.B. Après le référendum

Suite au référendum, plusieurs interviews ont été conduites par la presse ou par des chercheurs afin de déterminer comment les 16-17 ans avaient vécu le référendum et quel(s) apprentissage(s) ou conclusion(s) ils en avaient tiré(s), malgré la déception ressentie par ceux qui ont voté en faveur de l'indépendance.

Premièrement, les jeunes interviewés considéraient toujours positivement le droit de vote à 16 ans et souhaitaient le voir perdurer. En effet, la Commission Électorale rapportait en 2014 que 75 % des jeunes qui avaient voté soutiendraient l'adoption du droit de vote à 16 ans pour toutes les élections⁹⁵.

Deuxièmement, plusieurs personnes ont mentionné leur intérêt accru pour la politique suite au référendum et leur volonté de continuer à être actif politiquement.⁹⁶ En effet, un

⁹⁴ Pickard, Sarah, *op.cit.*, p.66.

⁹⁵ Pickard, Sarah, *op.cit.*, p.388.

⁹⁶ THE GUARDIAN, "Scottish referendum: young Scots reflect on independence vote – video", [En ligne: <https://www.theguardian.com/society/video/2014/oct/01/scottish-referendum-young-scots-independence-vote->

sondage mené par l'université de Leeds indiquait que 69,6 % des 250 personnes interrogées, et âgées de 16-17 ans lors du référendum, estimaient que le référendum avait grandement augmenté leur intérêt pour la politique alors que 33,9 % avaient exprimé un grand intérêt avant le référendum. De plus, 77,8 % comptaient participer aux élections écossaises de 2016.⁹⁷ Quant à elle, la Commission Électorale indiquait que 97 % des jeunes électeurs comptaient voter dans le futur, quelque soit la nature ou l'échelle de l'évènement politique.⁹⁸ Ces chiffres appuient la conception du vote comme une habitude à prendre.⁹⁹

Troisièmement, le référendum a engendré une réflexion sur ce à quoi devrait ressembler l'Écosse et sur leur avenir en tant qu'individus. Certains se sont même orientés vers une carrière politique, en rejoignant le SYP, en participant à des débats à l'université ou en projetant de devenir hommes politiques.¹⁰⁰

IV.2. Le référendum : une expérimentation réussie

En 2013, 1018 Écossais âgés de 14 à 17 ans ont été interrogés par téléphone sur divers aspects attendant au référendum. Lorsqu'ils ont été sondés sur leur intention d'aller voter, 44 % estimaient très probable qu'ils votent ; 25 % plutôt probable ; 17 % se situaient au milieu ; tandis que 6 % et 7 % pensaient respectivement qu'ils ne voteraient sûrement pas ou qu'ils ne voteraient pas.¹⁰¹

Un an plus tard, le 18 septembre 2014, jour du référendum, 109 593 individus âgés de 16-17 ans s'étaient inscrits sur les listes électorales. Ainsi, ils représentaient 89 % de tous les résidents écossais de 16-17 ans et 2,6 % de l'électorat total.¹⁰² Par ailleurs, le référendum a suscité un taux de participation record de 84 % et 75 % des 16-17 ans inscrits ont voté. Bien que leur taux de participation se trouve en-dessous du taux de participation total, ce dernier a été considéré comme une véritable réussite par les membres du Parlement écossais. En effet, les estimations basées sur le groupe d'âge des 18-24 ans s'étaient révélées erronées : 75 % des 16-17 ans ont participé contre 54 % des 18-24 ans. Par conséquent, le droit de vote à 16 ans a donc insufflé l'espoir de mettre un terme à la crise démocratique. Cependant, il conviendra

video], Consulté le: 11 mars 2022.

97 McLaverty, P., Baxter, G., MacLeod, I. et al., *New Radicals: Digital Political Engagement in Post-Referendum Scotland*, Final Report, Working Papers of the Communities & Culture Network+, 2015, [En ligne: <http://eprints.whiterose.ac.uk/114810/>], Consulté le: 11 janvier 2022.

98 Pickard, Sarah, *op.cit.*, p.388.

99 Dinas, Elias, *op.cit.*

100 Breeze, M., Gorrington, H., Jamieson, L., Rosie, M., "Educational outcomes of political participation? Young first-time voters 3 years after the Scottish Independence Referendum", *Journal of Youth Studies*, [En ligne: <https://www.tandfonline-com.sid2nomade-2.grenet.fr/doi/full/10.1080/13676261.2021.1980517>] Consulté le 30 janvier 2022.

101 Eichhorn, Jan, "Newly Enfranchised Voters: Political Attitudes of Under 18-Year Olds in the Context of the Referendum on Scotland's Constitutional Future", *Scottish Affairs*, n°23, 2014, [En ligne: <https://doi.org/10.3366/scot.2014.0033>], Consulté le: 19 novembre 2021.

102 Munir, Saba, "Social Media and Shaping Voting Behavior of Youth: The Scottish Referendum 2014 Case", *The Journal of Social Media in Society*, n°7, 2018, p.253-279.

d'étudier pourquoi les 16-17 ans présentaient un taux de participation inférieur et pourquoi 11 % d'entre eux ne se sont pas inscrits sur les listes électorales.

Deux semaines après les résultats du référendum, le droit de vote à 16 ans faisait de nouveau l'objet d'une session à Holyrood le 9 octobre 2014. Le Parlement dans son ensemble a fait preuve d'enthousiasme quant à l'engagement politique des 16-17 ans dans le référendum. De plus, l'élément le plus notable a été le changement de position du Parti Conservateur :

Il est vrai que mon parti s'est opposé dans un premier temps à l'abaissement de l'âge pour voter dans le référendum. La situation est désormais complètement différente puisque le droit de vote a été accordé aux 16-17 ans. Ils se sont comportés de manière louable et ils ont pris part au processus politique.¹⁰³ (John Lamont, Parti conservateur)

En effet, le Parti Conservateur, initialement opposé au droit de vote à 16 ans pour le référendum, mais également pour toute autre élection, a revu sa position afin de soutenir le vote d'une loi abaissant l'âge de majorité électorale. De fait, les membres du Parti conservateur, ainsi que les membres des autres partis, ont relevé la grande implication des 16-17 ans et le sérieux dont ils ont fait preuve lors du référendum. En outre, certains membres ont notamment partagé leur expérience : John Scott (Parti conservateur) a fait remarquer que les 16-17 ans étaient très présents lors de débats ou activités politiques organisés par les deux campagnes référendaires dans les circonscriptions de Hamilton, Larkhall et Stonehouse ; Kezia Dugdale (Parti travailliste) a jugé que les meilleures questions venaient des 16-17 ans et qu'ils avaient tendance à penser davantage au pays avant leur individualité ; Christina McKelvie (SNP) a déclaré que l'adhésion à sa branche locale avait considérablement augmenté et que beaucoup de jeunes avaient rejoint ses rangs, certains même à l'âge de 14 ans...

La remarque faite par John Scott (parti conservateur) et la première partie du commentaire de Kezia Dugdale (parti travailliste) se rejoignent quelque peu. En effet, de nombreuses interviews et études ont démontré que les 16-17 ans ont fait l'effort d'acquérir une quantité suffisante d'informations à leur yeux avant de prendre une décision. Par exemple, un sondage conduit entre avril et mai 2013 par AQMen révélait que 67,2 % des 1018 sondés souhaitaient obtenir plus d'informations, cela correspondait à 88 % des indécis mais comprenait également des personnes qui penchaient déjà vers un côté, Oui ou Non : 67,6 % qui pensaient voter en faveur de l'indépendance contre 60,6 % qui pensaient voter contre.¹⁰⁴ Par ailleurs,

103 TheyWorkForYou, "Voting franchise (16 and 17-year-olds)", *op.cit.* Citation originale: 'It is true that my party initially opposed lowering the age for voting in the referendum. The situation now is entirely different, as 16 and 17-year-olds have been given the vote. They have conducted themselves commendably and they have engaged in the political process.'

104 Eichhorn, Jan, "Newly Enfranchised Voters: Political Attitudes of Under 18-Year Olds in the Context of the Referendum on Scotland's Constitutional Future", *op.cit.*

quelques témoignages de personnes interviewées par la BBC, dans le cadre du programme *Generation 2014*, permettent de mettre des mots sur ces chiffres¹⁰⁵ :

Je ne sais pas comment je vais voter lors du référendum mais grâce aux informations que j'ai entendues, je penche plus pour le oui. J'ai besoin d'en entendre un peu plus au sujet de la santé, de l'éducation, de l'économie, juste assez pour savoir car si on peut s'en sortir seuls, c'est la direction que je prendrais.¹⁰⁶ (Ellie Kean, 15, Dundee)

Je pense qu'avant de prendre ma décision, j'ai besoin de comprendre un peu à quoi ressemblerait une Écosse indépendante ou vraiment comprendre comment l'Écosse changerait si les gens votaient non lors du référendum. Je ne pense pas qu'il y ait quoi que ce soit en particulier qui me convaincra de voter d'une manière ou d'une autre car c'est une question tellement large. Ce sera parce que j'aurai pris un grand nombre de choses en considération.¹⁰⁷ (Rory Doherty, 16, Édimbourg)

Ces deux témoignages démontrent deux éléments importants. Le premier est que l'information était primordiale dans le processus décisionnel des 16-17 ans. De plus, il semblerait que la prise de décision se soit faite selon un principe d'objectivité grâce à un apport impartial d'informations. Dans une autre interview, Ellie Kean décrétait la chose suivante : « Oui, je pense que l'on a vraiment besoin des faits afin de savoir si on peut être stable par nous-même ou pas, donc je pense que c'est quelque chose qu'on a vraiment besoin de savoir. »¹⁰⁸ Ces propos faisaient suite à une discussion autour des campagnes référendaires qui présentaient plus une guerre d'opinions plutôt que des faits. Cette approche méthodique du référendum nous permet d'aborder notre deuxième élément en lien avec la seconde partie de la remarque de Kezia Dugdale (Parti travailliste). En effet, cette dernière a partagé l'impression selon laquelle les 16-17 ans se souciaient plus de l'avenir du pays plutôt que de leur propre avenir en tant qu'individus. Effectivement, cela se retrouve dans les propos des deux jeunes interviewés : les termes 'we' et 'Scotland' démontrent que le sens de communauté dépasse leur individualité. De plus, dans la majorité des interviews conduites par la BBC, les 16-17 ans pensaient avant tout à quel avenir constitutionnel serait le mieux pour leur pays sans se concentrer sur ce qui les impacterait spécifiquement à l'échelle personnelle. Afin d'obtenir les informations qu'ils souhaitaient, ils utilisaient des sources traditionnelles d'information comme les journaux ou les émissions télévisées et des sources plus récentes comme les réseaux sociaux et internet.

105 BBC NEWS, "Scottish teenagers struggle with independence decision", *op.cit.*

106 Citation originale: 'I'm undecided about how I'm gonna vote in the referendum but due to the information I've heard, I'm leaning more towards yes. [...] I need to hear a bit more about health, education, economy just enough to know because if we can be on our own and we can manage, I think that's definitely the way I would go.'

107 Citation originale: 'I think before I make my decision, I need to understand kinda what an independent Scotland would be like or really understand how Scotland would be changed if people vote no in the referendum. [...] I don't think that there's any specific thing that's going to convince me to vote either way cause it's such a large issue. It's going to be because I've taken a huge array of things into account.'

108 BBC NEWS, "Three Generation 2014 members talk to Gavin Esler", *op.cit.* Citation originale: 'Yes, I think we really need the facts to know if we're going to be stable on our own or not so I think that's something we really need to know.'

Ainsi, leur apport en informations était généralement varié, puisqu'à cela s'ajoutaient les discussions avec les parents, les amis ou les professeurs et autres élèves dans le cadre scolaire.

Par ailleurs, Christina McKelvie (SNP) a partagé quant à elle un nombre croissant d'adhérents à sa branche locale. En effet, l'engagement politique durant la campagne référendaire s'est traduit à la suite du référendum par une affiliation politique grandissante, alors que 57 % de jeunes sondés ne se sentaient proches d'aucun parti en 2013.¹⁰⁹ Bien que le SNP ait fait l'objet d'une grande visibilité durant la campagne référendaire, il n'a pas été le seul parti à accueillir de nouveaux adhérents. En effet, les Verts et le Parti Conservateur ont vu leur influence augmenter après le référendum. Les personnes en faveur de l'indépendance se sont tournées vers le SNP. De fait, un peu moins d'une semaine après le référendum, le nombre d'adhérents au SNP était monté de 25 642 à 42 000. Par ailleurs, l'adhésion aux Verts a été multipliée par cinq et des 'Young Green groups' ont vu le jour un peu partout en Écosse, organisés et gérés par des jeunes. Un an après le référendum, les Verts comptaient plus de 9000 membres contre 1700 avant le référendum.¹¹⁰ Tandis que des représentants du Parti Conservateur ont estimé que leur image s'améliorait même dans les circonscriptions où ils n'avaient jamais exercé de grande influence.¹¹¹

Enfin, tous ces éléments ont conduit les membres du parlement à la conclusion que le droit de vote à 16 ans était « positif » : « [Les 16-17 ans] ont montré qu'ils font la différence » (Hanzala Malik, Parti travailliste)¹¹². De plus, l'opinion publique se montrait désormais à 60 % en faveur du droit de vote à 16 ans.¹¹³ Par conséquent, le Parlement écossais a voté à l'unanimité en faveur de l'adoption du droit de vote à 16 ans pour toutes les élections écossaises : *le Scottish Elections (Reduction of Voting Age) Act* a été établi le 18 juin 2015. Le passage de cette loi a été possible grâce à un décret en conseil sous les sections 30 et 63 du *Scotland Act* (1998) le 20 janvier 2015, accordant les pouvoirs nécessaires à Holyrood d'opérer un tel changement, jusque là réservés à Westminster.

IV.3. Le droit de vote à 16 ans sur le long-terme

Le droit de vote à 16 ans a fait l'objet d'une expérimentation lors de deux occasions : les élections pilotes des comités de santé en 2010 et le référendum d'indépendance en 2014. Cependant, les deux événements ont présenté des résultats paradoxaux en terme de participation électorale pour l'ensemble de la population. Par conséquent, la nature de l'évènement im-

109 Eichhorn, Jan, "Newly Enfranchised Voters: Political Attitudes of Under 18-Year Olds in the Context of the Referendum on Scotland's Constitutional Future", *op.cit.*

110 Breeze et al., "Becoming independent: political participation and youth transitions in the Scottish referendum", *op.cit.*

111 McLaverty et al., *op.cit.*

112 Citation originale: '[The 16 and 17-year-olds] show in practice that they make a positive difference.'

113 Pickard, Sarah, *op.cit.*, p.389.

pacte drastiquement la participation politique. En effet, le référendum d'indépendance était un évènement très singulier dont l'enjeu était supérieur à ceux des élections au Parlement, ainsi le taux de participation électorale a établi un record. Comme indiqué plus haut, les 16-17 ans ont été un peu moins de 110 000 à s'inscrire sur les listes électorales pour l'occasion et ont obtenu un taux de participation de 75 %. En s'appuyant sur le taux obtenu, le Parlement a adopté le droit de vote à 16 ans pour toutes les élections écossaises car l'expérimentation s'est avérée positive. Or, ils n'ont pas pris en compte la nature de l'évènement dans leur conclusion. Toutefois, le référendum a marqué la politique écossaise et a certainement encouragé la participation électorale. 4,11 millions d'Écossais étaient inscrits sur les listes électorales en 2018 pour les élections écossaises contre 3,93 pour les élections au Parlement britannique. Les deux courbes ont cependant connu une chute en 2015 avec la mise en place du *Individual Electoral Registration* (chaque individu doit s'inscrire sur liste électorale en ligne). Bien que les 16-17 ans n'aient pas le droit de participer aux élections britanniques, la différence reste tout de même notable. En 2020, le nombre d'électeurs atteignait 4 227 700, un record pour les élections écossaises. Néanmoins, le taux de participation était resté inférieur à celui obtenu pour le référendum en 2014. Ainsi, la nature de l'évènement permet de questionner la « réussite » du droit de vote à 16 ans. Afin d'évaluer si les louanges accordées au droit de vote à 16 ans ne sont pas seulement le fruit du référendum, il est nécessaire de comparer les inscriptions sur listes électorales pour les élections écossaises les années qui ont suivi.

Le nombre d'inscriptions varient chaque année : il ne forme pas de courbe croissante ou décroissante. En 2015, les listes électorales comptaient 48 962 individus âgés de 16-17 ans. En 2017, on atteignait un pic de 83 536, sûrement en lien avec le 'youthquake' observé lors des élections britanniques de cette même année à la suite du Brexit,¹¹⁴ alors que le nombre tombait à 73 100 inscrits en mars 2020.¹¹⁵ Ainsi, le nombre d'inscrits, bien qu'inférieur à celui du référendum, est demeuré plutôt positif, excepté en 2015, année où le droit de vote à 16 ans est adopté simultanément au nouveau système d'inscription électorale. Au vu de ces chiffres, on peut se demander si les 16-17 ans expérimentent le droit de vote post-référendum d'une manière similaire à ceux qui l'ont obtenu pour le référendum. Similairement aux 16-17 ans pré-référendum, le droit de vote à 16 ans a été symbole d'une confiance accrue et d'une étape supplémentaire vers le statut d'adulte pour les 16-17 ans post-référendum.¹¹⁶

J'ai la chance d'avoir une voix et d'être également pris au sérieux au lieu d'être la risée, du genre 'Oh, t'es un ado. Tu ne sais pas vraiment ce que tu fais.'¹¹⁷ (Matt, 15)

114 Pickard, Sarah, *op.cit.*

115 National Records of Scotland, *Electoral Statistics for Scotland, 2017-2020.*

116 Huebner, Christine, "How Young People in Scotland Experience the Right to Vote at 16: Evidence on 'Votes-at-16' in Scotland from Qualitative Work with Young People", *Parliamentary Affairs*, n°74, 2021, [En ligne: <https://doi.org/10.1093/pa/gsab017>], Consulté le 25 janvier 2022.

117 Citation originale: 'I have the chance to like actually have a voice and actually be taken seriously as well instead of just being kind of like the laughingstock, like 'Oh, you're a teenager. You don't really know what

De plus, leur intérêt politique nouveau est ressenti comme une conséquence de l'obtention du droit de vote, ce qui renforce la corrélation abordée précédemment entre intérêt et droit de vote. Toutefois, pour ceux qui ont obtenu le droit de vote en 2015, le référendum restait l'un des déclencheurs de leur intérêt politique ; l'une des personnes interviewées a décrit le référendum comme un 'uniquely mobilising life event'. Cependant, les élections écossaises n'ont pas suscité un intérêt et un engagement similaires, notamment à cause d'un manque d'informations ou d'une information jugée comme compliquée.

Pour conclure, le droit de vote à 16 ans peut être considéré comme une réussite car il contribue à un engagement politique plus précoce et donc à un engagement sur le long-terme, bien qu'inconstant. De plus, il crée un sentiment de responsabilisation apprécié par les 16-17 ans. Cependant, les taux de participation électorale des plus jeunes restent toutefois inférieurs à ceux de l'électorat au complet. Ainsi, il convient d'étudier les facteurs qui poussent à l'absentéisme mais également les facteurs qui poussent à utiliser son droit de vote. Le référendum offre un taux de participation record, il est donc pertinent de s'intéresser aux éléments qui ont favorisé la participation des 16-17 ans. Par conséquent, l'étude de la période de campagne référendaire est idéal.

Partie 2

-

Préparation du nouvel électorat au droit de vote: sources d'influence, représentation médiatique et stratégies référendaires

Lorsque le Parlement écossais a accordé le droit de vote aux 16-17 ans pour le référendum, il ne leur a pas seulement donné l'opportunité de voter le 18 septembre 2014 mais également de prendre part à et d'expérimenter pleinement la période de campagne référendaire. Néanmoins, cette opportunité s'accompagnait de défis aussi bien pour les nouveaux électeurs que pour les campagnes référendaires et l'entourage des jeunes. En effet, les représentants et militants des campagnes faisaient face à un nouveau public qu'il fallait convaincre. Il s'agit donc d'étudier les potentielles stratégies qui ont été mises en place à destination des plus jeunes électeurs. De plus, les 16-17 ans, en quête d'informations, se sont tournés vers leur entourage, l'école et les réseaux sociaux. Par conséquent, il est intéressant d'analyser quels rôles ces différents acteurs ont pu jouer et s'ils ont exercé une influence sur les jeunes électeurs. Si cela a été le cas, il convient de déterminer le degré d'influence et sur quels aspects du comportement électoral l'influence a été exercée. Par ailleurs, l'inclusion des 16-17 ans dans le référendum a également donné lieu à la création d'un journalisme orienté vers les jeunes électeurs. La BBC a en effet conçu un nouveau programme à l'occasion du référendum auquel plusieurs jeunes électeurs ont pris part.

I. L'école, le foyer familial et les réseaux sociaux : mines d'informations et facteurs d'influence ?

I.1. Le rôle de l'école

I.1.A. L'éducation civique et politique en Écosse

En Écosse, l'éducation fait partie des pouvoirs dévolus au Parlement écossais par le gouvernement de Westminster. Ainsi, l'éducation politique relève également de la responsabilité d'Holyrood. Au début des années 2000, la Commission Électorale estimait nécessaire d'éduquer les plus jeunes à la vie démocratique et citoyenne. Suivant ce conseil, l'éducation politique avait été intégrée au programme scolaire national anglais. Par la suite, elle avait été adoptée de différentes manières par les autres nations du Royaume-Uni. Dans le cas de l'Écosse, l'éducation politique n'existe pas en tant que cours à proprement parler, mais l'intégralité du curriculum a été pensé pour se prêter à son enseignement.

En 2002, le 'Curriculum For Excellence' naissait à la suite d'une consultation nationale lancée par le gouvernement Écossais au sujet de l'éducation. Le 'Curriculum For Excellence' était à l'origine un programme scolaire destiné à préparer les enfants à la vie d'adulte au XXIème siècle et est toujours utilisé en Écosse¹¹⁸. En effet, l'objectif était de faire des

118 Scottish Executive, *A Curriculum For Excellence: The Curriculum Review Group*, Edimbourg, 2004, p.3

élèves des « élèves accomplis » ainsi que des « individus confiants », des « contributeurs efficaces » et des « citoyens responsables ». ¹¹⁹ L'éducation politique est considérée comme partie intégrante de l'éducation citoyenne et en constitue une part importante. En effet, elle est décrite comme l'une des fondations de la démocratie moderne et l'un de ses gardiens. De plus, elle est considérée comme essentielle dans la prise de décisions informées. Par conséquent, l'éducation politique n'a pas de place à part entière mais s'ancre dans quatre grandes capacités établies par le programme : « évaluer avec raison », « développer et partager leur propre croyance et opinion à l'égard du monde », « prendre des décisions et faire des choix de manière informée », « avoir recours à l'esprit critique dans de nouvelles situations ». ¹²⁰

Afin de développer une culture politique et les compétences nécessaires aux grandes capacités définies par le curriculum, il était recommandé de diversifier les approches et les méthodes d'apprentissage ¹²¹. Parmi elles, on peut citer une approche collective au travers de travaux en groupe ou débats, une approche individuelle grâce à la rédaction d'un essai, le partenariat via l'invitation de représentants/militants, l'organisation de vraies ou fausses élections...etc. Par ailleurs, ces activités devaient être proposées autour de sujets et d'évènements contemporains. Ces activités correspondaient davantage au contenu de certaines matières.

La politique n'est pas enseignée au travers d'un cours en particulier mais plusieurs matières sont censées s'y prêter telles que l'histoire, la géographie ou les « études modernes ». Cependant, la pratique est assez différente de la théorie et la politique est en fait majoritairement abordée dans le cours d' « études modernes », seulement enseigné dans les établissements secondaires. Ce cours couvre une variété de sujets dans les domaines politique et sociologique. Cela soulève néanmoins un problème important car le cours d'études modernes est optionnel. Par conséquent, les élèves n'atteignent pas tous le même degré de connaissances en terme de politique. Plus encore, cet écart est creusé non seulement entre élèves d'une même école mais également entre élèves de différentes écoles. En effet, ce cours était enseigné dans environ 80 % des écoles avant le référendum. ¹²²

Dans un rapport sur l'efficacité du cours en 2000, Maitles concluait que les élèves qui assistaient au cours d'études modernes développaient une plus grande culture et compréhension de la politique. Par conséquent, en s'appuyant sur ce rapport, on peut supposer que les 16-17 ans n'ont pas tous été préparés de manière uniforme à l'approche du référendum et que certains ont dû trouver cette première expérience politique plus difficile qu' « enthousiasmante ». En effet, les 16-17 ans qui suivaient le cours d'études modernes ont sûrement eu une expérience plus positive du référendum et ont probablement montré un engagement politique

119 Education Scotland, *CfE Briefing: Curriculum For Excellence: Political Literacy*, 2013, p.2

120 Ibid.

121 Ibid.

122 Maitles, Henry, *op.cit.*

accru. Il est alors essentiel de s'intéresser à ce en quoi consiste le cours d'études modernes. Les études modernes s'appuient sur trois grandes lignes conductrices : elles visent le développement de la connaissance et de la compréhension à différentes échelles (locale à internationale), de la curiosité intellectuelle et de la recherche, ainsi que des attitudes positives à l'égard des autres comme la tolérance, l'ouverture d'esprit ou la morale¹²³. Afin d'atteindre ces objectifs, les enseignants adoptent des méthodes d'apprentissage variées mais surtout dynamiques et interactives au travers de débats, jeux de rôle, conversations, travaux en groupe ou utilisation de différents médias, etc. Ainsi, sur le papier, le cours garantit une bonne préparation à la vie en démocratie car il permet aux élèves de devenir les « élèves accomplis », les « individus confiants », les « contributeurs efficaces » et les « citoyens responsables » que le CfE vise. Cependant, ce cours n'est pas censée être responsable de la préparation complète des élèves. En effet, les recommandations publiées par le gouvernement quant à l'enseignement de la politique ne mentionnaient même pas les études modernes et semblaient davantage prôner un enseignement transversal¹²⁴. Puisqu'en pratique, c'est le cours d'études modernes qui est vecteur de l'éducation politique, on peut alors se demander si l'ensemble des élèves est en effet correctement préparé à la vie en démocratie.

En 2015, Head et al. publiaient les résultats de leur recherche sur l'éducation politique pré-référendum et durant la période référendaire¹²⁵. Leur recherche se basait sur deux questionnaires différents : l'un destiné aux enseignants de toutes matières confondues et l'autre aux élèves. Ils ont obtenu 84 réponses d'enseignants dont 12 % étaient enseignants en études modernes. Il leur a été demandé d'estimer si les élèves étaient bien préparés à la vie en démocratie. Les réponses étaient en majorité positives : 33 % estimaient que l'état de préparation était adéquat ; 27 % pensaient que les élèves étaient plutôt bien préparés tandis que seulement 6 % trouvaient que les élèves étaient très bien préparés. Au contraire, 33 % étaient d'avis que la préparation des élèves était inadéquate. Les auteurs de la recherche expliquaient ces différences par l'importance que les enseignants donnaient à l'éducation politique. En effet, ils constataient que plus l'importance accordée à l'éducation politique était grande, plus les enseignants étaient susceptibles d'estimer que les élèves n'étaient pas préparés de manière adéquate, tandis qu'une importance moindre tendait vers un résultat positif vis-à-vis de l'état de préparation des élèves. Par conséquent, ces résultats, bien que difficilement représentatifs par leur petit nombre, démontraient qu'il existait un écart plutôt important entre ce que le CfE préconisait et la réalité dans les écoles. De fait, l'éducation politique était considérée comme fondamentale par le gouvernement alors que la majorité des enseignants du sondage ne lui accordaient pas autant d'importance.

123 Maitles, Henry, *op.cit.*

124 Education Scotland, *op.cit.*

125 Head, G., Hill, M., Lockyer, A., MacDonald, C., *op.cit.*

De plus, les enseignants qui, quant à eux, l'estimaient importante révélèrent une défaillance dans son enseignement. Cette défaillance s'expliquait par les difficultés rencontrées lors de l'enseignement de sujets politiques. En effet, les enseignants ont énuméré un certain nombre de difficultés dont les principales étaient les suivantes : le manque de temps (63%), la peur d'être accusé de partialité (50%) ainsi que le manque de supports appropriés (46%). Par ailleurs, ces difficultés se voyaient combinées à d'autres problèmes concernant le développement d'un raisonnement, pourtant crucial pour traiter de sujets politiques. Parmi ces problèmes, quatre obstacles majeurs ont été relevés par les enseignants : l'immaturation des élèves (62%), le manque de connaissances (60%), la pression exercée par le programme (53%) et l'environnement familial (49%). Ces éléments permettent de faire plusieurs remarques.

Dans un premier temps, une grande majorité a fait référence à l'immaturation des élèves et faisait donc écho aux arguments contre le droit de vote à 16 ans.

Dans un deuxième temps, les enseignants estimaient que les élèves manquaient de connaissances, or l'éducation scolaire est en grande partie responsable du développement de celles-ci. Par conséquent, faire passer l'éducation politique au second plan à cause d'un manque de connaissances reviendrait à créer un cercle vicieux. L'école est un lieu d'apprentissage et de développement ainsi les activités autour de sujets politiques devraient être adaptées aux élèves et leur permettre de progresser et de faire émerger une réflexion qui leur est propre.

Dans un dernier temps, la pression exercée par le programme et l'environnement familial soulèvent une question primordiale : est-ce le rôle de l'école de fournir une éducation politique ? Si le gouvernement écossais estime que c'est le cas, d'autres se méfient, par peur d'endoctrinement¹²⁶ et préféreraient laisser l'éducation politique à la charge des parents. Si ce rôle incombe réellement à l'école, on peut trouver un avantage : chaque individu recevra une éducation similaire. Cependant, au vu des résultats apportés par le questionnaire mentionné précédemment, on peut aisément mettre en doute ce prétendu avantage. En effet, les 511 élèves interrogés dans le cadre de la même recherche ont indiqué que la politique était plus abordée dans certaines écoles que dans d'autres : 35 % rapportaient que des sujets politiques étaient traités ou débattus au moins une fois par semaine ; 39 % indiquaient que la politique était abordée un petit peu chaque semestre ; 26 % confiaient que la politique n'était pas traitée du tout. Parmi les sujets les plus abordés se trouvaient l'indépendance et le référendum. Pour conclure, les 16-17 ans qui ont pu voter lors du référendum n'ont pas bénéficié d'un même degré de préparation à la vie démocratique et n'avaient pas une même connaissance du do-

126 Dove, Linda A., "Should we teach politics in schools?", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, n°4, 1975, p.216-217, [En ligne: <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/1369183X.1975.9975360?journalCode=cjms20>]

maine politique pré-référendum, on peut alors se demander si le référendum a équilibré ces disparités ou si, au contraire, il les a creusées.

I.1.B. L'éducation politique et le référendum

Lors des débats parlementaires au sujet du droit de vote à 16 ans pour le référendum en 2013, les députés avaient établi qu'il incomberait à l'école de préparer les 16-17 ans à voter le 18 septembre 2014. En effet, les établissements scolaires avaient été chargés de garantir l'accès à des informations de qualité tout en restant impartiaux. Ainsi, le rôle qui leur était attribué était principalement un rôle d'informateur. En réalité, l'école a joué d'autres rôles clés en parallèle de ce dernier.

De par son caractère exceptionnel, le référendum était nécessairement abordée dans l'enceinte de l'école, que ce soit en classe ou dans la cour de récréation. En effet, l'enthousiasme et le sentiment de responsabilité engendrés par le droit de vote à 16 ans garantissaient sa présence dans la cour de récréation. Par ailleurs, 87 % des enseignants interrogés par Head et al. s'accordaient à dire qu'une discussion autour du référendum à l'école était très importante malgré l'émergence de nouvelles difficultés. De plus, une discussion autour du référendum en milieu scolaire était tout à fait légitimée par le besoin de comprendre et de s'informer ressenti par un grand nombre de jeunes, comme c'est le cas pour ces deux participants de *Generation 2014*¹²⁷ :

Il est très difficile de trouver des informations vulgarisées et dénuées des technicalités dont la politique est synonyme.¹²⁸ (Gregor Larmour, 15, Kilmarnock)

Ce n'est pas que les gens de notre âge ne sont pas intéressés. C'est difficile pour nous. Quand ce n'est pas accessible facilement, ça rend les choses compliquées.¹²⁹ (Ellie Kean, 15, Dundee)

Par conséquent, le rôle de l'école était primordial. Cependant, comme mentionné au-dessus, certains enseignants ont rapporté de nouvelles difficultés quant à l'enseignement autour du référendum : 45 % mentionnaient des problèmes qui n'avaient pas été rencontrés avec d'autres sujets, notamment la difficulté à rester objectif (32%) et la sensibilité du sujet (29%). Bien qu'une discussion autour du référendum en milieu scolaire ait été jugée importante, les enseignants rapportaient l'absence d'une approche générale autour du sujet et citaient des matières plus aptes à l'aborder que d'autres dont les études modernes, l'histoire, la géographie et l'anglais¹³⁰. Les études modernes arrivaient d'ailleurs en tête de liste. Afin de traiter du sujet, les enseignants jugeaient préférable d'organiser des débats et des conversations plutôt que de pré-

127 BBC NEWS, "Scottish independence: How are young voters finding information?", [En ligne: <https://www.bbc.com/news/uk-scotland-scotland-politics-26265300>], Consulté le: 20 janvier 2022.

128 Citation originale: 'It's very hard to find dumbed-down information from the technicalities that politics brings with it.'

129 Citation originale: 'It's not that people this age aren't interested [in] it. It's hard for us. When it's not easily accessible, it makes it difficult.'

130 Head, G., Hill, M., Lockyer, A., MacDonald, C., *op.cit.*

parer des cours magistraux plus classiques. Cela coïncidait en majorité avec les préférences des élèves interrogés lors de la même étude. En effet, sur les 511 élèves âgés de 15 à 18 ans ayant répondu au questionnaire, 60 % désignaient les débats et les discussions comme leur méthode favorite pour aborder le référendum. De plus, parmi ces 511 élèves, 85 % se disaient enthousiasmés par les discussions en classe et environ 65,5 % d'entre eux s'estimaient capables de prendre part à la conversation. En outre, les jeunes qui ont pu parler du référendum en classe démontraient un taux d'intérêt pour la politique supérieur à ceux qui n'en ont pas parlé¹³¹.

Pourtant, ils n'ont pas tous eu l'opportunité de parler du référendum à l'école, ou pas autant, néanmoins, qu'ils l'auraient souhaité. De fait, 46 % confiaient qu'il y avait eu peu de discussions autour du référendum, 38 % jugeaient qu'il y en avait eu beaucoup tandis que 14 % rapportaient l'absence totale de discussions. Par ailleurs, 10 % trouvaient que les discussions autour du référendum avaient été trop nombreuses. Certains établissements ont pris leur rôle très au sérieux, comme le lycée Boroughmuir, dont la directrice du département des études modernes, Eva Georgeson, a organisé un programme autour du référendum sur deux ans incluant un référendum « blanc », des rencontres en-dehors de l'école et le droit de porter des badges de campagne dans l'enceinte de l'école¹³². D'autres ont convié des représentants de campagne dans les classes afin de permettre un échange avec les élèves, ou ont organisé des référendums « blancs » un an avant le jour J comme les écoles dans l'Aberdeenshire. Certains établissements comme Meldrum Academy ont, enfin, permis à leurs élèves de devenir des militants pour une des deux campagnes au sein de l'école : le corps enseignant leur a fourni de vrais matériaux de campagne référendaire et les élèves ont organisé des assemblées, sont passés dans les classes et ont fait valoir les arguments du « oui » ou du « non »¹³³. Par conséquent, l'école a parfois dépassé son rôle d'informateur et a grandement contribué à la mobilisation politique des jeunes via les activités organisées.

Cependant, dans certains cas, l'école n'a pas endossé sa responsabilité. Il est important de noter qu'un certain nombre de comités éducatifs, dont celui de Glasgow, ont interdit l'organisation de débats autour du référendum conformément à une « interprétation stricte »

131 Eichhorn, Jan, "Mobilisation through early activation and school engagement – the story from Scotland", *Journal of Youth Studies*, n°21, 2018, p.1095-1110.

132 THE GUARDIAN, "Scottish referendum: is it yes or no to politics in class?", [En ligne: https://www.theguardian.com/education/2014/sep/09/scottish-independence-referendum-yes-no-politics-in-class?CMP=gu_com], Consulté le: 20 avril 2022.

133 THE GUARDIAN, "Whatever the Scottish referendum result, it's a Yes for pupil engagement", [En ligne: https://amp.theguardian-com.cdn.ampproject.org/v/s/amp.theguardian.com/teacher-network/teacher-blog/2014/sep/17/scottish-referendum-yes-pupil-engagement-politics?amp_gsa=1&_js_v=a9&usqp=mq331AQKKAFQArABIIACAw%3D%3D#amp_tf=Source%2%A0%3A%20%251%24s&aoh=16504535646951&referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com&share=https%3A%2F%2Fwww.theguardian.com%2Fteacher-network%2Fteacher-blog%2F2014%2Fsep%2F17%2Fscottish-referendum-yes-pupil-engagement-politics], Consulté le: 20 avril 2022.

des règles de «purdah»¹³⁴ qui dictent le comportement des organisations publiques à l'approche d'une élection¹³⁵. Afin de manifester leur mécontentement et leur volonté d'échanger librement autour du référendum à l'école, certains jeunes ont lancé une pétition en ligne à Fife.

Ce manquement a causé des disparités entre élèves à ne pas négliger. En effet, les 16-17 ans qui ont abordé le référendum en classe se sentaient plus confiants à l'idée de voter et étaient moins susceptibles de décrire la politique comme trop compliquée à comprendre¹³⁶. Ainsi, 1/5 des sondés ne s'estimaient pas informés du tout, contre 4/5 qui se partageaient de manière égale entre des individus assez informés ou complètement informés pour voter. Or, le sentiment d'être suffisamment informé pour voter était essentiel car il permettait de prendre une décision¹³⁷ et augmentait par conséquent les chances qu'un individu fasse le déplacement jusqu'au bureau de vote le jour J, tandis qu'une déficience d'information encourageait le contraire.

Par ailleurs, les élèves les plus à même d'aller voter le 18 septembre étaient ceux qui suivaient le cours d'études modernes. En effet, ces élèves avaient une perception et un rapport avec la politique différents de ceux de leur camarades. Premièrement, ils démontraient un intérêt plus accru pour la politique et une utilisation de sources d'informations plus diversifiée. Deuxièmement, leur degré de cynisme à l'égard des hommes et femmes politiques était inférieur à leur camarades tandis que leur degré de confiance était plus élevé¹³⁸. Troisièmement, leur compréhension des sujets ainsi que des termes politiques était plus grande¹³⁹ et donc minimisait la complexité de la politique décrite par d'autres élèves. Cette impression que les élèves d'études modernes disposaient d'un avantage ou d'un plus grand confort dans leur expérience du référendum était d'ailleurs ressentie par d'autres individus du même âge comme on peut le remarquer dans les propos suivants :

Je pense que la plupart des gens qui suivent le cours d'études modernes et ceux qui regardent les infos savent plus de choses à propos du référendum. S'y intéresser devient de plus en plus populaire au sein de mes camarades.¹⁴⁰ (David White, 16, Showhead)

134 Au Royaume-Uni, «purdah» correspond aux règles mises en place durant les périodes pré-électorales. Elles invoquent la neutralité politique afin d'éviter toute influence sur les résultats d'une élection. Par exemple, il est attendu d'un gouvernement de ne faire aucune annonce importante car elle pourrait être jugée comme opportuniste. (Source: <https://www.pressandjournal.co.uk/fp/politics/scottish-politics/3004015/holyrood-purdah/>)

135 THE GUARDIAN, «Scottish referendum: is it yes or no to politics in class?», [En ligne: https://www.theguardian.com/education/2014/sep/09/scottish-independence-referendum-yes-no-politics-in-class?CMP=gu_com], Consulté le: 20 avril 2022.

136 Eichhorn, Jan, «Mobilisation through early activation and school engagement – the story from Scotland», *Journal of Youth Studies*, n°21, 2018, p.1095-1110.

137 Morisi, David, «Voting under uncertainty: the effect of information in the Scottish independence referendum», *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, n°26, 2016, [En ligne: <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/17457289.2016.1178648>]

138 Maitles, Henry, *op.cit.*

139 Eichhorn, Jan, «Mobilisation through early activation and school engagement – the story from Scotland», *op.cit.*

Cependant, le cours d'études modernes n'était même pas accessible dans tous les établissements scolaires, ce qui renforçait les inégalités entre élèves vis-à-vis du référendum. Bien que certains élèves n'aient pas eu l'opportunité d'aborder le référendum en classe, il est peu probable que le référendum n'ait pas fait l'objet d'une conversation dans l'enceinte de l'établissement. En effet, le jeune interviewé notait que le référendum était un sujet de conversation de plus en plus populaire parmi ses camarades. Par conséquent, si le référendum ne faisait pas l'objet d'une discussion au sein de la classe, il pouvait très bien animer les pauses intercoures.

Je trouve efficace d'échanger avec mes amis à propos du [référendum] et de leur demander comment ils comptent voter. Ça te permet de découvrir un point de vue différent et encourage tes amis à y réfléchir aussi. (Gregor Larmour, 15)

Mes amis ne savent pas ce qu'il se passe – ils me posent des tas de questions auxquelles je ne sais pas quoi répondre. (Ellie Kean, 15)

Ces témoignages¹⁴¹ permettent d'identifier un des rôles clés que l'école a joué, consciemment ou non. En effet, les établissements scolaires regroupent des individus d'un âge plus ou moins similaire et constituent par conséquent des réseaux. Ces réseaux se sont révélés d'une grande importance à l'approche du référendum car ils offraient aux 16-17 ans l'opportunité d'aborder le référendum de leur point de vue en tant que jeunes et d'échanger sur le sujet avec des individus de la même tranche d'âge, proches ou non. Ainsi, ils constituaient leur propre réseau d'informations. Ce réseau-là était d'une importance capitale car les 16-17 pouvaient s'exprimer sans avoir peur du jugement d'autrui et formaient, testaient, faisaient évoluer leur propre opinion et celle d'autrui.

De plus, en mars 2014, Eichhorn et al. ont publié les résultats de leur recherche sur les personnes et/ou facteurs qui influençaient les jeunes électeurs et ont trouvé que 45 % des sondés, dont le nombre n'est pas mentionné, ont parlé du référendum dans leur groupe d'amis¹⁴². Dans un autre sondage conduit en 2013 par AQMeN, 50 % des 1018 jeunes interviewés rapportaient avoir parlé du référendum entre amis¹⁴³. Ces pourcentages ont augmenté dans les mois qui ont suivi. En effet, lors d'une étude réalisée en 2014, le chercheur Jan Eichhorn trouvait que 65 % des sondés avaient échangé avec leurs amis à propos du référen-

140 BBC NEWS, "Scottish independence: How are young voters finding information?", *op.cit.* Citation originale: 'I think that a lot of people that do subjects like modern studies at school and those that watch the news know more about the referendum. And it's growing more and more popular as something to be interested in within my peer group.'

141 Ibid. Citations originales: 'I find it effective to bounce off my friends about it and ask them how they're voting. It helps you to see a different point of view and encourages your friends to think about it too.' et 'My friends don't know what's actually going on – they've been asking me loads of questions and I just didn't know how to answer them.'

142 Eichhorn, J., Heyer, A., Huebner, C., "Who influences the formation of political attitudes and decisions in young people? Evidence from the referendum on Scottish independence", *d|part – Think Tank for political participation*, 2014, p.4.

143 Eichhorn, J., Paterson, L., MacInnes, J., Rosie, M., *Results from a survey on 14-17 year old persons living in Scotland on the Scottish independence referendum*, *op.cit.*

dum¹⁴⁴. Par ailleurs, ces discussions amicales avaient leur importance car elles contribuaient très légèrement à acquérir une quantité d'informations suffisantes et/ou satisfaisantes pour prendre une décision : 34 % des personnes ayant parlé du référendum avec leurs amis estimaient avoir assez d'informations pour faire un choix contre 32 % des personnes n'ayant pas discuté avec leurs amis. Cependant, la différence était plus notable concernant les discussions en classe : 37 % des personnes ayant abordé le référendum en classe rapportaient avoir assez d'informations contre 28 %. Ce léger écart entre le pourcentage concernant le cercle d'amis et l'école peut s'expliquer par le fait que les sondés devaient accorder plus d'importance ou croire plus facilement aux informations apportées par l'école.

Par ailleurs, l'influence amicale était supérieure à celle de l'école et égalait à 1 % près celle des parents concernant la probabilité de voter : 76 % des individus ayant échangé avec leurs amis comptaient voter, contre 60 % des personnes n'ayant pas abordé le référendum dans leur groupe d'amis. En conclusion, l'école jouait un rôle très important de libérateur de la parole plus que d'informateur.

Concernant le rôle d'informateur plus spécifiquement, si des écoles n'ont pas abordé le référendum, il s'agit là d'une décision et non d'un manque de ressources impartiales. En effet, plusieurs supports et documents ont été fournis aux enseignants ou mis à disposition en ligne dans le cadre du référendum. Parmi ces documents, certains avaient été créés par la Commission Électorale pour renseigner les 16-17 ans sur la manière de s'inscrire sur les listes électorales mais également sur la manière de voter. Les chercheurs d'AQMeN avaient quant à eux mis à disposition une ressource qui permettait de comprendre les statistiques et sondages autour des 16-17 ans¹⁴⁵, tandis que *The Guardian* avait publié un article dédié à l'enseignement autour du référendum début septembre 2014, il référençait plusieurs sources d'informations et proposait une activité d'introduction qui mêlait connaissance des réseaux sociaux et culture générale : en groupe, les élèves devaient lire '*Scottish Independence – The essential guide*' (rédigé par des enseignants pour le journal) et devaient résumer chaque section en un tweet de 140 caractères¹⁴⁶. Les enseignants étaient libres d'inclure cette activité à leurs cours. En conclusion, les enseignants avaient accès à un ensemble de ressources variées et gratuites.

144 Eichhorn, Jan, "Mobilisation through early activation and school engagement – the story from Scotland", *Journal of Youth Studies*, n°21, 2018, p.1095-1110.

145 AQMeN, "Scottish Independence Referendum (2014) teaching materials", [En ligne: <https://www.research.aqmen.ac.uk/2017/07/14/scottish-independence-referendum-2014-teaching-materials/>], Consulté le: 16 mars 2022.

146 THE GUARDIAN, "How to teach...the referendum on Scottish independence", [En ligne: <https://www.theguardian.com/education/2012/aug/13/scotland-independence-referendum>], Consulté le: 16 mars 2022.

I.2. Le rôle des parents

Généralement, on reconnaît que les parents sont responsables de la socialisation politique de leurs enfants. Dans le cas du référendum, la plupart des 16-17 ans vivaient encore dans le foyer familial. Par conséquent, on peut se demander quel rôle les parents ont eu dans la préparation de leurs enfants au référendum et s'ils ont exercé une influence sur leurs décisions. Lors d'une étude sur le potentiel lien entre nationalisme et vote en faveur de l'indépendance chez les jeunes électeurs¹⁴⁷, un des interviewés a dit la chose suivante :

[...] mes raisons de voter oui ont changé car, comme je l'ai dit, j'ai grandi dans une famille très nationaliste. Donc quand [le référendum] a été annoncé pour la première fois, j'étais genre, et bien je voterai oui, je pense que l'Écosse devrait être indépendante.¹⁴⁸
(Mike)

Ce témoignage permet de mettre en lumière le lien, voire l'influence, entre les attitudes politiques d'un adolescent et celles de sa famille, en particulier de ses parents. Dans ce cas-ci, on comprend que l'intégralité de la famille du jeune homme, dont le jeune homme, a sûrement voté en faveur de l'indépendance. Ce cas de figure fait écho à l'un des arguments des opposants du droit de vote à 16 ans, pour le référendum mais également en général. En effet, ses détracteurs étaient convaincus que si le droit de vote était accordé à l'âge de 16 ans alors le jeune électeur voterait comme ses parents et sa voix serait donc inutile dans une certaine mesure. Bien qu'il soit incorrect de penser qu'une voix n'ait pas d'importance car elle est semblable à une autre, il est toutefois intéressant de se demander s'il existe effectivement une similarité entre les attitudes politiques d'un parent et celles de son enfant.

De nombreuses études ont été menées sur le sujet et ont démontré que l'on pouvait établir dans certains cas une similarité politique entre parents et enfants. Cependant, la transmission d'une attitude ou opinion politique est soumise à des conditions et la similarité politique qui en découle dépend elle-même de différents facteurs selon le sujet sur lequel elle est testée. En effet, Kent L. Tedin, professeur en sciences politiques, a établi dans les années 1970 que la réussite d'une transmission d'attitude ou d'opinion politique dépendait de deux conditions majeures : l'importance du sujet et l'exactitude de la perception¹⁴⁹. Plus précisément, l'importance donnée au sujet consiste en la formulation de celui-ci comme étant important par le biais d'un parent qui en parle beaucoup et qui exprime clairement son point de vue sur le sujet. Quant à l'exactitude de la perception, celle-ci dépend majoritairement de l'adoles-

147 Breeze, M., Gorringer, H., Jamieson, L., Rosie, M., "‘Everybody’s Scottish at the end of the day’: Nationalism and Social Justice Amongst Young Yes Voters", *Scottish Affairs*, n°24, 2015, [En ligne: <https://doi.org/10.3366/scot.2015.0094>], Consulté le: 27 janvier 2022.

148 Citation originale: "...my reasons for voting Yes changed, 'cause like I say, I was brought up in a very Nationalist family. So when it was first announced it was like, well I'm voting Yes, I think Scotland should be independent."

149 Tedin, K.L., "The influence of parents on the political attitudes of adolescents", *American Political Science Review*, n°68, 1974, [En ligne: <https://doi.org/10.2307/1959943>], Consulté le: 20 avril 2022.

cent : il doit être en mesure d'identifier la position de son parent sur tel ou tel sujet pour adopter une position similaire. Par conséquent, plus l'engagement politique d'un parent est important et exposé, plus l'adolescent est à même de reproduire cette attitude/opinion. Par ailleurs, Tedin expliquait également que si un adolescent éprouvait de l'admiration pour l'un de ses parents, il était également plus susceptible de l'imiter.

Plus tard, dans les années 1990, les chercheurs Marie Dalhouse et James S. Frideres ont démontré que cette transmission et cette similarité étaient en fait bien plus complexes car plusieurs facteurs intervenaient dans le processus¹⁵⁰. Premièrement, la similarité politique entre le parent et l'enfant diminue au fil du temps. Deuxièmement, plus de différences politiques ont été constatées entre les parents et un fils qu'entre les parents et une fille. Troisièmement, l'influence des parents peut être directe à travers l'engagement politique, le statut social et une attitude expressive, ou indirecte, par le biais du genre, du rôle du parent (autoritaire, expressif, ouvert d'esprit...) et du mode de vie. Plus un parent adopte une attitude expressive, plus un consensus politique est probable avec l'enfant. Quatrièmement, selon les sujets en question, de multiples facteurs peuvent être à l'origine d'une similarité politique, qui sont difficilement prévisibles. Cinquièmement, cette similarité dépend également de la composition même de la famille : une famille constituée de deux parents affiche des valeurs politiques de manière plus importante qu'une famille composée d'un seul parent, probablement issue d'une classe plus modeste où la conscience politique est moindre. Par ailleurs, plus l'âge est avancé et plus le salaire d'un parent est élevé, plus son engagement politique est important. Cependant, ce sont dans les familles constituées de deux parents qu'a été remarqué la plus grande probabilité de différence(s) politique(s). Pour conclure, l'accomplissement de la transmission d'une attitude politique est imprévisible et ne s'applique pas de manière constante sur tous les sujets.

Dans le cadre du référendum, bien que le choix principal ait été binaire car il portait sur l'avenir constitutionnel de l'Écosse, le choix reposait tout de même sur une variété de sujets et de questions. Ainsi, la transmission d'une opinion politique et la similarité qui en découle auraient dû être constantes sur un certain nombre de sujets et auraient dû mener à un choix entre le « oui » et le « non » similaire pour affirmer l'existence d'une réelle influence parentale sur les jeunes électeurs. Cependant, le nombre important de questions autour du référendum (monnaie, économie, NHS, etc.) rendait plus difficile la validation des deux conditions à la transmission. De fait, s'il est fort probable que les parents se soient exprimés clairement pour ou contre l'indépendance, il est toutefois moins probable qu'ils aient prononcé clairement leur avis sur chaque question relative au référendum. Par conséquent, si un jeune élec-

150 Dalhouse, M., Frideres, J.S., "Intergenerational congruency: The role of the family in political attitudes of youth", *Journal of Family Issues*, n°17, 1996, [En ligne: <https://doi.org/10.1177/019251396017002005>], Consulté le: 20 avril 2022.

teur s'arrêtait à la question centrale 'Est-ce que l'Écosse devrait être un pays indépendant ?', il était possible que ses parents exercent une influence importante sur lui. Tandis que si le jeune électeur décidait de s'intéresser aux autres questions autour du référendum, la probabilité qu'il partage la même opinion que ses parents diminuait. De plus, cette probabilité diminuait davantage à cause de l'intervention de facteurs extérieurs nombreux et exacerbés par le caractère exceptionnel du référendum : les campagnes référendaires, les médias, les amis, l'école, etc. Tous ces facteurs causaient la fragilisation de l'influence parentale sans toutefois complètement l'évincer.

En 2013, 53 % des 14-17 ans disaient avoir parlé du référendum avec leurs parents. Ce pourcentage a atteint les 69 % l'année suivante, dominant les discussions en classe de peu (68%) et celles avec les amis (65%)¹⁵¹. Cependant, bien que ces discussions aient été essentielles aux 16-17 ans pour se faire leur propre opinion, elles n'ont pas eu autant d'impact que celles en classe. En effet, les jeunes électeurs n'ont pas eu l'impression d'être suffisamment informés pour voter après avoir parlé avec leurs parents et n'ont pas non plus développé le sentiment de confiance engendré par les discussions en classe¹⁵². Seulement 33 % des 16-17 ans sondés ayant échangé avec leurs parents autour du référendum se disaient assez informés contre 32 % de ceux qui n'avaient pas eu de discussion avec leurs parents¹⁵³. Cette absence d'effets notoires s'explique sûrement par la différence de perception qu'entretenaient les 16-17 ans vis-à-vis de leurs parents versus leurs enseignants. De fait, le statut d'enseignant est associé à la connaissance, à l'impartialité et au respect. Ainsi, il est probable que la perception qu'a un jeune de son enseignant le pousse inconsciemment à accorder plus d'importance et de confiance à ses propos puisque l'école est censée enseigner la vérité. De plus, les activités organisées sont adaptées à l'élève afin qu'il puisse comprendre et en retenir quelque chose. Par conséquent, cela justifie sûrement pourquoi les 16-17 ans avaient tendance à trouver la politique moins compliquée une fois abordée en classe tandis qu'une discussion avec leurs parents ne permettait pas forcément une meilleure compréhension¹⁵⁴. Toutefois, une meilleure compréhension pouvait être atteinte dans les foyers où l'un des parents disposait d'un diplôme universitaire. C'est d'ailleurs dans ces foyers en particulier que le plus grand nombre de discussions autour du référendum avait lieu. Cependant, elles n'avaient aucune incidence sur l'intérêt que les jeunes électeurs portaient à la politique.

151 Eichhorn, Jan, "Mobilisation through early activation and school engagement – the story from Scotland", *op.cit.*

152 Ibid.

153 Eichhorn, J., Heyer, A., Huebner, C., "Who influences the formation of political attitudes and decisions in young people? Evidence from the referendum on Scottish independence", *op.cit.*

154 Eichhorn, Jan, "Mobilisation through early activation and school engagement – the story from Scotland", *op.cit.*

Par ailleurs, les discussions à la maison faisaient sûrement suite, dans une grande partie des cas, à une discussion qui avait eu lieu en classe¹⁵⁵. Ainsi, il est fort probable que les jeunes aient été à l'initiative de ces discussions afin de partager les connaissances acquises et de s'exprimer plus longuement, et potentiellement librement, sur le sujet. Outre le développement de l'esprit critique et le développement d'un raisonnement propre à soi, on peut se demander sur quoi ces discussions avec les parents ont eu un impact tangible. La réponse est la suivante : sur l'intention d'aller voter. En effet, l'influence parentale a été la plus importante lorsqu'il s'agissait de se rendre au bureau de vote. 77 % des 16-17 ayant parlé du référendum avec leurs parents comptaient voter contre 56 % de ceux qui ne l'avaient pas fait. Cet écart entre les pourcentages était le plus creusé si on les compare avec ceux sur la quantité d'informations ou ceux sur l'intention de voter « oui ». De fait, 76 % des 16-17 ans ayant parlé à leurs amis comptaient voter contre 60 %; 73 % de ceux qui avaient abordé le référendum en classe avaient l'intention de voter contre 61 %¹⁵⁶. Il est nécessaire de préciser que les sondés étaient libres de choisir plusieurs options car c'est ce qui permet de déterminer l'influence parentale comme étant la plus grande dans ce cas. Néanmoins, cette influence n'est pas surprenante. En effet, une étude sur la participation des jeunes à la vie démocratique européenne révélait en 2016 les principales raisons pour lesquelles un jeune nouvellement électeur se rend au bureau de vote : sur un panel de 4480 sondés majeurs, 17 % sont allés voter car leur famille a proposé de les accompagner et 15 % ont voté car leur famille leur a dit qu'ils devraient le faire¹⁵⁷. Ainsi, la famille a une influence indéniable sur la participation électorale mais son influence est limitée sur d'autres sujets.

Par ailleurs, il serait incorrect de prétendre que les 16-17 ans n'ont pas été influencés par leurs parents sur le choix à faire au bureau de vote. Lors d'une de ses recherches, le professeur Jan Eichhorn a interrogé non seulement le jeune électeur mais également un de ses parents¹⁵⁸. Ainsi, il a trouvé que 56 % des 16-17 ans sondés partageaient la même opinion que le parent interrogé, c'est-à-dire en faveur de ou contre l'indépendance, contre 40 % qui avaient un avis divergent. Les 4 % restants devaient comprendre les indécis et donc une impossibilité d'établir une similarité ou non. Cependant, ces résultats paraissent peu concluants. En effet, la plupart des familles sont constituées de deux parents donc n'interroger qu'un seul parent dans le cas où il y en aurait deux est plutôt problématique car les parents ne partagent pas nécessairement le même avis. Par conséquent, puisque le choix proposé lors du référendum était bi-

155 Ibid.

156 Eichhorn, J., Heyer, A., Huebner, C., "Who influences the formation of political attitudes and decisions in young people? Evidence from the referendum on Scottish independence", *op.cit.*

157 Cammaerts, B., Bruter, M., Banaji, S., Harrison, S., Anstead, N., *Youth Participation in Democratic Life*, Palgrave Macmillan, 2016, p.42.

158 Eichhorn, Jan, "Mobilisation through early activation and school engagement – the story from Scotland", *op.cit.*

naire, on peut considérer qu'un individu âgé de 16-17 ans n'entretenait une opinion différente de celle de ses parents que si ses parents partageaient la même opinion. Dans le cas où l'opinion des parents divergeait, il est alors plausible qu'un des deux parents aient exercé une influence plus grande sur leur enfant en s'exprimant plus clairement sur la question ou en ayant eu une plus grande proximité. Néanmoins, ça ne signifie pas que le jeune électeur n'a pas construit de réflexion par lui-même et ça ne lui enlève en rien la décision qu'il a prise. L'influence potentielle dont il est question nourrissait la réflexion mais ne la dictait pas forcément.

Enfin, certains individus âgés de 16-17 ans ont éprouvé de la méfiance à l'égard de l'influence parentale, comme on peut le lire ci-dessous¹⁵⁹ :

J'essaie de ne pas en parler avec ma famille pour éviter d'avoir une opinion subjective. Beaucoup de mes amis ne l'ont pas remarqué parce qu'ils obtiennent des informations par leurs parents.¹⁶⁰ (Gregor Larmour, 15)

J'ai été un peu influencé par mes amis et ma famille mais j'hésiterais à les prendre au mot la plupart du temps. Beaucoup de mes amis vont voter comme ci ou comme ça parce que leurs parents leur ont dit pour quoi voter.¹⁶¹ (Martin Close, 15)

Par leur méfiance, ces jeunes exprimaient la volonté d'affirmer leur voix et faisaient donc l'effort de chercher par eux-même des informations qui leur paraissaient impartiales. C'est dans l'impartialité que résidait la plus grande différence entre l'école et les parents. En définitive, l'école a certainement eu une plus grande influence que les parents vis-à-vis du référendum.

I.3. Les réseaux sociaux

En 2014, une étude a démontré que 64 % des 16-17 ans utilisaient les réseaux sociaux pour s'informer à propos du référendum. Avec 64 %, les réseaux sociaux se positionnaient en première place, juste devant la TV et la radio avec 63 %.¹⁶² Puisque *Yes Scotland* a gardé le monopole sur les réseaux sociaux durant la période de campagne, on peut se demander si les premiers utilisateurs de ces plateformes, c'est-à-dire les jeunes, n'ont pas été influencés dans leur quête d'informations via ces dernières.

Depuis un peu plus d'une dizaine d'années, les réseaux sociaux sont devenus une partie intégrante du discours politique et plus particulièrement des campagnes électorales, et ce pour plusieurs raisons. Les réseaux sociaux sont considérés comme le « troisième espace »

¹⁵⁹ BBC NEWS, "Scottish independence: How are young voters finding information?", *op.cit.*

¹⁶⁰ Citation originale: "I try and avoid talking about it with my family to avoid a biased opinion. A lot of my friends haven't read into it because they get all the information from their mum and dad."

¹⁶¹ Citation originale: "To a small extent, I've been influenced by my friends and family, but I would hesitate to take their word for most things. [...] A lot of my friends are voting one way or another because their parents have told them how to vote."

¹⁶² Centre on Constitutional Change, "Young people's independence referendum intentions narrow", [En ligne: <https://www.centreonconstitutionalchange.ac.uk/opinions/young-peoples-independence-referendum-intentions-narrow>], Consulté le: 28 mars 2022.

d'un individu après la maison et le travail¹⁶³. Ce troisième espace de vie permet à l'individu de s'exprimer, d'échanger et de s'informer sur le sujet de son choix. Par ailleurs, les réseaux sociaux ont révolutionné la communication et se sont érigés en concurrent de taille pour les médias dits traditionnels¹⁶⁴. En effet, les réseaux sociaux facilitent les interactions sociales et permettent de diffuser les informations plus rapidement, instantanément même. De plus, l'audience à laquelle on accède par le biais des réseaux sociaux est certes inconstante et difficilement prévisible, mais elle est variée. Les hommes et femmes politiques ont donc compris que les réseaux sociaux présentaient une nouvelle manière d'interagir avec leurs concitoyens et de diffuser leur message : les réseaux sociaux sont avant tout basés sur l'échange et permettent donc d'avoir des retours. Évidemment, leur utilisation sert également à développer leur influence puisqu'elle sert un objectif.

Par ailleurs, l'utilisation des réseaux sociaux s'accompagne d'un faux semblant d'authenticité¹⁶⁵ : les messages sont plus courts, plus directs et généralement réactifs. Par leur limite de caractère, ils sont également plus marquants et permettent de s'inscrire dans la mémoire d'un utilisateur par le biais d'une phrase bien trouvée. Ces phrases deviennent des slogans¹⁶⁶. Cette pratique a également été adoptée dans les discours ou débats politiques afin de générer par la suite plus d'influence en ligne via le partage du slogan en question. En effet, les discussions sur les réseaux sociaux sont une continuité et se tiennent en réaction à des événements de la vie hors ligne. Vies en ligne et hors ligne sont en dialogue constant. Ainsi, les réseaux sociaux, notamment Facebook, Twitter et des blogs, auraient la capacité de faciliter et d'encourager la participation politique¹⁶⁷. Cette participation politique peut avoir lieu en ligne ou hors ligne sous de multiples formes. En ligne, il peut s'agir de prendre part à une discussion politique. Cette discussion est facilitée par le fonctionnement des réseaux sociaux : ils ne reproduisent pas la hiérarchie sociale qui existe hors ligne, par conséquent, l'âge et le statut social ne comptent pas. Les réseaux sociaux donnent également naissance à un sentiment de communauté qui encourage le partage et l'échange.¹⁶⁸ De plus, ces plateformes sont utilisées par une population plus jeune et les plus jeunes sont généralement moins actifs en ce qui

163 Wright, S., Graham, T., Jackson, D., "Third Space, Social Media, and Everyday Political Talk", in Alex Bruns, Gunn Enli, Eli Skogerbø, Anders Olof Larsson et Christian Christensen, (éds.), *The Routledge Companion to Social Media and Politics*, New York, Routledge, 2016, p.74-88.

164 Broersma, M., Graham, T., "Tipping the Balance of Powers: Social Media and the Transformation of Political Journalism", in Alex Bruns, Gunn Enli, Eli Skogerbø, Anders Olof Larsson et Christian Christensen, (éds.), *The Routledge Companion to Social Media and Politics*, New York, Routledge, 2016, p.89-103.

165 Gunn, Enli, "'Trust Me, I Am Authentic!': Authenticity Illusions in Social Media Politics", in Alex Bruns, Gunn Enli, Eli Skogerbø, Anders Olof Larsson et Christian Christensen, (éds.), *The Routledge Companion to Social Media and Politics*, New York, Routledge, 2016, p.121-136.

166 Klinger, U., Svensson, J., "Network Media Logic: Some Conceptual Considerations", in Alex Bruns, Gunn Enli, Eli Skogerbø, Anders Olof Larsson et Christian Christensen, (éds.), *The Routledge Companion to Social Media and Politics*, New York, Routledge, 2016, p.23.

167 Munir, Saba, *op.cit.*

168 Ibid.

concerne la politique dite formelle. Par le biais des réseaux sociaux, les hommes politiques et/ou les militants peuvent tenter de mobiliser ou sensibiliser cette population.

Dans le cadre du référendum, une partie importante de la campagne référendaire s'est déroulée sur les réseaux sociaux. En 2015, Shepard et Quinlan décrivent même le référendum comme étant le 'first social media referendum'¹⁶⁹.

Les réseaux sociaux vont continuer à jouer un rôle décisif dans la formation du plus grand mouvement populaire que l'Écosse aura connu [...] Grâce à nos propres sondages, nous savons que plus les gens sont informés sur le sujet de l'indépendance, plus il est probable qu'ils votent en faveur de celles-ci.¹⁷⁰ (Stewart Kirkpatrick, chef du département numérique de *Yes Scotland*)

En effet, *Yes Scotland* et *Better Together* se sont livrés un combat hors ligne et en ligne. Sur Twitter, cette bataille était marquée par plusieurs hashtags : #voteyes et #yesscotland pour *Yes Scotland* ; #voteno #nothanks #bettetogther pour *Better Together*. Par ailleurs, le hashtag #indyref faisait office de neutralité. Initialement, la campagne *Yes Scotland* et ses soutiens comptabilisaient un nombre de tweets plus importants¹⁷¹, ce qui indique que la campagne a soit développé son activité sur les réseaux sociaux plus rapidement que sa rivale, soit bénéficié de soutiens plus actifs. Les objectifs des deux campagnes étaient similaires : véhiculer les informations autour de la cause indépendantiste ou unioniste, convaincre les indécis et mobiliser la population. De son côté, *Yes Scotland* se servait également des réseaux sociaux pour contrebalancer la partialité des médias traditionnels en faveur de *Better Together*. Entre 2013 et 2014, 5,4 millions de tweets avec la mention du hashtag #indyref ont été publiés¹⁷². Le hashtag a même été en tendance pendant les derniers jours, c'est-à-dire qu'il faisait partie des hashtags les plus utilisés. *Yes Scotland* était à l'origine de 8354 publications au sujet du référendum tandis que *Better Together* en a publié 5740. Plus les tweets publiés étaient nombreux pour une campagne, plus les chances de partages et de retweets augmentaient permettant ainsi d'atteindre une audience beaucoup plus large. Ainsi, au vu des chiffres, il semble que *Yes Scotland* ait remporté la bataille en ligne. En effet, *Yes Scotland* a affiché un score de 'likes' supérieur à celui de *Better Together* sur Twitter et Facebook. Sur Facebook, le compte s'est même vanté d'avoir obtenu plus de 'likes' que la page du premier ministre britannique David

169 Shepard, M., Quinlan, S., "Social media and the Scottish independence referendum 2014: events and the generation of enthusiasm for yes", in Alex Bruns, Gunn Enli, Eli Skogerbø, Anders Olof Larsson et Christian Christensen, (éds.), *The Routledge Companion to Social Media and Politics*, New York, Routledge, 2016, p.488-502.

170 BBC NEWS, "Scottish independence: Yes campaign 'more active' on Twitter", [En ligne: https://www-bbc-com.cdn.ampproject.org/v/s/www.bbc.com/news/uk-scotland-scotland-politics-25642809.amp?amp_gsa=1&_js_v=a9&usqp=mq331AQKKAFQArABIIACAw%3D%3D#amp_tf=Source%2%A0%3A%20%251%24s&aoh=16506192153840&referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com&share=https%3A%2F%2Fwww.bbc.com%2Fnews%2Fuk-scotland-scotland-politics-25642809], Consulté le: 20 avril 2022. Citation originale: "Social media will continue to play a pivotal role in ensuring that we build the largest grass roots movement Scotland has ever seen. [...] We know from our own polling that the more people are informed about independence, the more likely they are to vote yes"

171 Munir, Saba, *op.cit.*

172 Shepard, M., Quinlan, S., *op.cit.*

Cameron. Cependant, même si la campagne « oui » a eu l’ascendant digital, les résultats du référendum n’ont pas pour autant reflété cela. Comme le disait l’un des représentants de *Better Together*, le nombre de « j’aime » n’équivaldrait pas au nombre de votes :

Cependant, la décision lors du référendum sera prise en fonction des grandes questions économiques sur la monnaie, les pensions et si on s’en sortirait mieux seuls, et non en fonction du nombre de “j’aime” que chaque camp peut obtenir sur Facebook.¹⁷³ (Représentant non-nommé de la campagne *Better Together*)

Au contraire, les Écossais ont voté en majorité pour le « non » et ont donc démontré leur soutien à la campagne *Better Together*. Par conséquent, les réseaux sociaux ne peuvent pas être utilisés pour prédire précisément les résultats d’une élection¹⁷⁴.

Par ailleurs, la différence d’activité sur les réseaux sociaux peut s’expliquer par le fait qu’il est plus facile de réagir et d’« aimer » un message positif que l’inverse. Ainsi, bien que *Yes Scotland* ait fait face à un défi de taille pour convaincre une population majoritairement en faveur de la décentralisation que l’indépendance serait une bonne chose pour l’Écosse, *Better Together* se heurtait à la négativité de son message.

Néanmoins, même si les chiffres issus des réseaux sociaux ne sont pas représentatifs des résultats du référendum, ils ont quand même reflété la progression de *Yes Scotland*. En effet, un mouvement de soutien en faveur de l’indépendance a été repéré sur les réseaux de la campagne peu de temps avant septembre 2014. Cette nouvelle vague de soutien correspondait à deux moments forts de la période de campagne : Alex Salmond a été jugé vainqueur de son deuxième débat face à Alistair Darling et *Better Together* a diffusé sa nouvelle publicité connue sous le nom de ‘The Patronising BT lady’ fortement moquée par les internautes¹⁷⁵. Ainsi, ce mouvement remarqué sur les réseaux sociaux permet d’affirmer que les internautes utilisent les réseaux sociaux en réaction à ce qui se passe hors ligne. De fait, des chercheurs ont enregistré des pics d’activité sur Twitter lors des deux grands débats télévisés opposant Alex Salmond à Alistair Darling¹⁷⁶. Par ailleurs, le débat organisé par la BBC pour les 16-17 ans a lui aussi été à l’origine d’une activité marquée sur la plateforme. En quelque sorte, les utilisateurs apportaient leur contribution au débat. Concernant The Big, Big Debate organisé par la BBC, les internautes se sont également servis de la plateforme pour dénoncer les agissements de la chaîne et faire circuler l’expérience vécue par les 16-17 ans : les organisateurs

173 BBC NEWS, “Scottish independence: Yes campaign ‘more active’ on Twitter”, *op.cit.* Citation originale: “However the referendum will be decided on the big economic questions about currency, pensions and whether we would be better off by going it alone, not how many likes either side can get on Facebook”

174 Shephard, M., Quinlan, S., *op.cit.*

175 Vidéo de la campagne *Better Together* publiée durant l’été 2014 et destinée aux femmes encore indécises concernant le référendum. La vidéo met en scène une femme dans une cuisine réfléchissant à voix haute sur les enjeux du référendum. La vidéo en question a été qualifiée par les internautes de sexiste et de condescendante et est devenue virale sous le nom de ‘Patronising BT Lady’.

176 Pedersen, S., Baxter, G., Burnett, S., Goker, A., Corney, D., Martin, C., *Backchannel chat: peaks and troughs in a Twitter response to three televised debates during the Scottish Independence Referendum campaign 2014*, [En ligne: <http://openair.rgu.ac.uk>], Consulté le: 7 janvier 2022.

avaient en effet souhaité montrer un certain équilibre entre les élèves soutenant l'indépendance, ceux opposés à l'indépendance et les indécis, et avaient donc demandé à certains élèves de changer d'opinion pour le bien de l'émission¹⁷⁷. De plus, les utilisateurs avaient accusé la BBC d'avoir coupé au montage des propos de George Galloway qui auraient porté préjudice à *Better Together* si diffusés. En conclusion, les réseaux sociaux sont à double tranchant dans une campagne électorale, ou référendaire dans ce cas, car s'ils permettent de diffuser rapidement le message d'une campagne et d'augmenter son audience, ils offrent également la possibilité de nuire à la campagne et ce auprès d'une audience tout aussi large. De plus, les répercussions ne se limiteraient pas qu'en ligne mais également hors ligne et pourraient donc influencer les résultats.

En 2018, Saba Munir a publié une étude sur l'influence qu'avaient eu les réseaux sociaux dans la campagne référendaire¹⁷⁸. Son étude s'appuyait sur un sondage réalisé auprès de 985 personnes âgées de 15 à 40 ans et révélait que, selon les sondés, les réseaux sociaux avaient joué un rôle important dans le référendum. La totalité des personnes interrogées utilisaient leur réseau social préféré au quotidien.¹⁷⁹ 88,5 % s'accordaient à dire que les réseaux sociaux étaient des plateformes efficaces par rapport à la discussion politique. Concernant le référendum en particulier, 84,2 % s'accordaient à dire que les réseaux sociaux constituaient un outil efficace pour les campagnes référendaires. Par conséquent, cette efficacité aurait un impact sur le comportement électoral et permettrait d'influencer les résultats. De fait, 84,1 % des sondés pensaient que l'utilisation des réseaux sociaux modifiait le comportement électoral tandis que 75,9 % estimaient que cette utilisation durant la campagne référendaire avait influencé les résultats du référendum directement. Ainsi, bien que *Better Together* ait obtenu la majorité des votes, *Yes Scotland* a tout de même atteint 45 % des suffrages – un résultat supérieur à ceux des premiers sondages qui oscillaient entre 25 % et 37 %¹⁸⁰. Par conséquent, il est probable que l'utilisation des réseaux sociaux ait été un atout indéniable dans la campagne pour le « oui » étant donné qu'elle a fait preuve d'une plus forte activité et qu'elle ne pouvait pas compter sur les médias traditionnels pour communiquer une bonne image. Si l'activité digitale de *Yes Scotland* s'est autant développée, ce serait grâce à la jeunesse de ses soutiens, sans pour autant que ne soit précisée la fourchette d'âge associée au terme jeunesse. Qu'en est-il des 16-17 ans alors ? Se sont-ils mobilisés en ligne en faveur d'une des campagnes ?

177 Voir p.64.

178 Munir, Saba, *op.cit.*

179 Pour la majorité d'entre elles, il s'agissait de Facebook. 84,9% pensaient que Facebook offrait l'opportunité de communiquer des idéologies politiques et 79,3% étaient d'avis que le réseau social permettait d'acquérir plus de connaissances liées au domaine politique.

180 WIKIPEDIA, "Opinion polling for the 2014 Scottish independence referendum", [En ligne:https://en.m.wikipedia.org/wiki/Opinion_polling_for_the_2014_Scottish_independence_referendum], Consulté le: 7 février 2022.

En 2015, McLaverty et al. ont publié une recherche menée auprès de 616 jeunes âgés de 16 à 18 ans qui avaient voté pour la première fois lors du référendum¹⁸¹. Cette recherche se composait de deux parties : un sondage réalisé auprès des 616 jeunes et des interviews organisées avec 21 d'entre eux. Lors du référendum, une grande partie des jeunes utilisaient les réseaux sociaux pour leur contenu diversifié afin de s'informer. En majorité, ils utilisaient Facebook à 56,9 % et Twitter à 54,6 %. Afin de s'informer, ils suivaient des partis politiques, des hommes politiques, des commentateurs politiques, des blogueurs, des journaux, des journalistes ainsi que des organisations de campagne. De fait, 67,8 % des sondés trouvaient que leur utilisation des réseaux sociaux en lien avec la politique avait augmenté lors du référendum.

Cependant, on peut se demander si ces jeunes sont sortis de l'état passif que constituait la recherche d'informations et se sont engagés dans la campagne. Pour évaluer leur engagement, les chercheurs ont recueilli un total de 300 000 tweets sur une période de six mois et ont calculé le pourcentage de tweets qui étaient de nature politique. Ainsi, sur les 300 000 tweets, ils ont trouvé que seulement 5,4 % portaient sur un sujet politique. Tandis que 22 % des sondés n'avaient généré aucune activité politique, quatre personnes étaient responsables de 27,2 % des tweets politiques repérés. Par conséquent, on peut en conclure que les jeunes ne se sont pas tous mobilisés sur les réseaux sociaux ou alors ne l'ont pas tous fait au même degré.

De plus, comme constaté précédemment, les tweets de nature politique étaient en réaction à des événements hors ligne. Parmi les activités politiques recensées, retweeter arrivait en tête avec 64,4 %, suivi de tweeter avec 60,3 % et échanger avec d'autres activistes à 32,8 %.¹⁸² Si retweeter une opinion a obtenu un pourcentage plus grand que tweeter sa propre opinion, c'est car retweeter paraît plus sécuritaire selon une personne interviewée. En effet, si les réseaux sociaux offrent le confort de l'anonymat sous un pseudonyme, ils n'empêchent pas une attaque verbale de la part d'autres internautes. Ainsi, retweeter les propos d'autrui permettrait potentiellement de limiter les réactions agressives d'autres utilisateurs. En outre, retweeter est un élément facilitateur de l'engagement politique.

Par ailleurs, certains des sondés ont utilisé les réseaux sociaux pour établir un contact avec des MSPs ou des organisations politiques. En effet, l'étude révélait que la moitié des envois effectués sur la plateforme Twitter était destinée aux deux comptes suivants : @SNPStudents et @ConsFutureScot. Par conséquent, les réseaux sociaux rendent accessible à tous la possibilité d'échanger avec des hommes politiques ou des activistes. Sur ce point, les réseaux sociaux se distinguent complètement des médias traditionnels et de la vie hors ligne : ils permettent d'établir un dialogue avec des personnes qui seraient difficilement accessibles autre-

181 McLaverty, P., Baxter, G., MacLeod, I. et al., *op.cit.*

182 *Ibid.*

ment. De plus, ce dialogue peut se créer sans jugement au premier abord puisque l'âge et le statut social ne sont pas visibles. Pour conclure, les jeunes semblent davantage s'être servis des réseaux sociaux afin de s'informer plutôt que de prendre part à la campagne référendaire. Cependant, cela ne diminue pas la mobilisation des jeunes hors ligne.

Il est également possible que les réseaux sociaux aient encouragé à se rendre au bureau de vote car un bon nombre d'utilisateurs ont partagé le fait qu'ils avaient voté et leur ressenti par rapport au fait de voter, et ont incité les autres à faire de même.

Il est difficile de savoir si les 75 % des 16-17 ans qui ont voté ont eux aussi partagé leur expérience sur les réseaux sociaux et si ceux qui y ont pris part étaient majoritairement en faveur de l'indépendance ou non, puisqu'il était déjà compliqué d'estimer hors ligne si les 16-17 ans avaient voté en majorité pour la cause unioniste ou indépendantiste.

II. Création de nouvelles sources d'informations à destination des 16-17 ans ? : le cas de la BBC

Le 14 mai 2013, lors des premiers débats au Parlement qui portaient sur le projet de loi, les députés avaient insisté sur la garantie d'informations de qualité et impartiales à destination de tous les Écossais âgés de 16-17 ans. La Commission Électorale et les écoles avaient ainsi été désignées pour fournir les informations relatives à la manière de s'enregistrer sur les listes électorales et de voter, mais également aux éléments intrinsèques des campagnes référendaires (Rob Gibson et Bob Doris, SNP)¹⁸³. La visée des ressources créées était donc principalement éducative. Ainsi, la Commission Électorale a organisé une campagne publicitaire nationale destinée aux 15-17 ans et diffusée sur différentes plateformes durant la période de campagne référendaire. Le message était le suivant : « Tu peux voter à l'âge de 16 ans pour le référendum seulement si tu t'es inscrit au préalable. »¹⁸⁴. Par ailleurs, professeurs et organismes de jeunesse ont produit des ressources à télécharger gratuitement, dont des bannières et des fiches descriptives à l'intention des 16-17 ans.

L'objectif défini par le Parlement était de garantir des informations de qualité. Bien que les informations soient généralement transmises par les médias, les députés ne leur ont accordé aucun rôle pour assurer l'impartialité des informations. En effet, les médias peuvent difficilement être considérés comme des vecteurs neutres d'informations : le choix d'un sujet plutôt qu'un autre, la prise de position révélée dans le style d'écriture, etc, sont révélateurs d'un parti pris. Toutefois, bien qu'aucun rôle ne leur ait été attribué, les médias ont tout de même cherché à attirer l'attention de la nouvelle audience que constituaient les 16-17 ans et

183 Parlement écossais, 14 mai 2013, [En ligne: <https://www.theyworkforyou.com/sp/?id=2013-05-14.3.0&s=Voting+franchise+independence#g3.2>]

184 Pickard, Sarah, *op.cit.*, p.386. Citation originale: 'You can vote at age 16 in the Scottish referendum but only if you have registered to vote first.'

qui formaient une nouvelle partie de l'électorat à influencer. Ainsi, certains journaux, tels que *The Guardian* ou la BBC, ont accordé aux jeunes électeurs une section dédiée sur leur site. En effet, *The Guardian* a regroupé les articles au sujet des jeunes dans une section en croisant deux autres thèmes : 'Scottish independence referendum' et 'Young People'. Cependant, cette section et les articles sous celle-ci ne concernaient pas seulement les 16-17 ans mais plutôt un regroupement avec la tranche d'âge supérieure, celle des 18-24 ans. Quant à elle, la BBC a créé un programme spécialement pour les 16-17 ans.

II.1. Analyse du cas de la BBC et de son programme 'Generation 2014'

La BBC a lancé son nouveau programme 'Generation 2014' en septembre 2013 pour une durée de un an jusqu'au lendemain du référendum. Le programme reposait sur la participation de 50 Écossais, âgés de 16 ou 17 ans le jour du référendum, en provenance de toute la nation. La création de ce programme est intéressante dans le cadre de ce travail car elle permet de soulever des questions de représentation et de représentativité des 16-17 ans. De plus, la médiatisation des électeurs fait partie intégrante des campagnes politiques et contribue donc à l'expérience électorale. Parmi les participants au programme se trouvaient vingt-six jeunes hommes et vingt-quatre jeunes femmes. Les moyens de communication étaient multiples : interviews à la télévision, vidéos courtes disponibles sur le site de la BBC, émissions de radio ou encore tweets sur leur compte dédié @bbcgeneration2014 pour relayer les informations à plus grande échelle. Par ailleurs, la BBC était à l'origine de l'organisation d'un événement intitulé 'The Big, Big Debate' dont le but était d'établir un dialogue entre les 16-17 ans et les représentants des campagnes référendaires *Yes Scotland* et *Better Together*. Sur le papier, le programme de la BBC paraissait tout à fait pertinent. En effet, l'objectif du programme était d'accompagner ces 50 jeunes dans leur prise de décision pour le référendum en leur offrant la possibilité de participer à des événements spéciaux et de rencontrer des hommes et femmes politiques afin de leur poser leurs questions. Il était alors possible de suivre leur évolution au travers majoritairement d'interviews sur divers sujets autour du référendum et de la campagne référendaire.

On peut se demander quels étaient les objectifs de la BBC à travers ce programme dans la mesure où celle-ci a souvent fait l'objet d'accusations sur Twitter de prendre parti en faveur de la cause unioniste dans ses reportages. En juillet 2014, l'un des producteurs du programme, Dave Howard, écrivait dans un article que l'opinion des 16-17 ans en tant qu'électeurs devait être « justement reflétée » par la couverture médiatique et qu'il était « vital » de

comprendre leurs situations et expériences¹⁸⁵. Par conséquent, l'objectif de ce programme aurait donc été de produire un reportage complet du référendum et de ce qui l'entourait. Or, le programme offrait également l'opportunité d'étudier le comportement des 16-17 ans et de mettre en lumière leurs attentes ou doutes. En effet, à cause des lois en place garantissant la protection des mineurs, les 16-17 ans étaient difficilement accessibles pour les journalistes¹⁸⁶ et, en tant que nouvelle partie de l'électorat, il était intéressant de saisir leur première expérience électorale et de comprendre leur processus décisionnel. Médiatiser les propos et opinions des 16-17 ans pouvait également permettre aux représentants des campagnes référendaires d'adapter leurs stratégies afin de mieux cibler le jeune électorat. De fait, les 16-17 ans constituaient une nouvelle audience et représentaient également une part de mystère pour l'audience existante et donc pour le reste de l'électorat. Il est difficile d'établir si le programme a eu du succès puisque les chiffres d'audience ne sont pas accessibles pour toutes les émissions. Cependant, si l'on se fie au nombre d'abonnés que le compte Twitter du programme avait, c'est-à-dire 1797, et le pic d'activité qu'a engendré The Big, Big Debate en ligne, on peut en conclure que l'audience fluctuait énormément selon le type d'évènement organisé.

Bien qu'imparfait, le programme *Generation 2014* avait tout de même quelques qualités. Premièrement, la BBC a été le seul média à s'intéresser d'aussi près à l'opinion et l'expérience des jeunes nouveaux électeurs. Par conséquent, le programme a potentiellement renforcé le sentiment de responsabilisation que l'obtention du droit de vote avait engendré chez les 16-17 ans : non seulement leur voix comptait mais leur voix était également écoutée. Ils étaient représentés médiatiquement. Par ailleurs, le programme permettait d'établir une sorte de lien entre les cinquante participants et le reste des Écossais âgés de 16-17 ans. En effet, les opinions exprimées par les participants au travers des différentes interviews offraient la possibilité à l'audience de se positionner, de se retrouver dans les dires d'un participant ou de s'interroger. Ainsi, le programme donnait la possibilité de développer l'esprit critique des nouveaux électeurs en établissant un dialogue indirect.

Deuxièmement, le programme se voulait inclusif afin d'assurer une meilleure représentativité. Ainsi, les participants ont été sélectionnés selon des critères de genre, des critères géographiques, mais également ethniques et pathologiques. Le programme assurait donc une parité presque parfaite, vingt-six jeunes hommes et vingt-quatre jeunes femmes ; une représentation du territoire dans son ensemble, d'Édimbourg aux Îles Shetland ; une diversité des origines de la population écossaise : polonaise, indienne... ; et une représentation des indivi-

185 BBC BLOGS, "*Generation 2014: the BBC's window on Scotland's young voters*", [En ligne: <https://www.bbc.co.uk/blogs/collegeofjournalism/entries/c8e33239-73de-3dc4-b6ff-8205c6ffcf7e>]., Consulté le: 1 avril 2022.

186 Ibid.

des atteints d'une maladie ou pathologie tel que l'autisme¹⁸⁷. Une bonne représentation était nécessaire afin de ne pas isoler et de ne réduire aucune voix au silence.

Troisièmement, les producteurs du programme ont fait l'effort de s'adapter aux participants et non l'inverse. Le jour du lancement, une foire aux questions a été organisée avec les participants afin d'établir quels étaient les meilleurs moyens de cibler les jeunes gens dans le domaine du journalisme¹⁸⁸. L'audience visée était donc clairement les 16-17 ans et l'objectif était de comprendre comment les intéresser. Par conséquent, l'inclusion des 16-17 ans dans le référendum a incité une partie de la presse à adapter ses méthodes et stratégies de communication.

Quatrièmement, l'expérience du programme vécue par les cinquante participants a généralement été qualifiée en des termes positifs. Dave Howard, un des producteurs, écrivait la chose suivante¹⁸⁹ :

À mesure que notre travail avançait avec le groupe Generation 2014, ils ont grandi et sont passés d'adolescents "normaux" que nous avions prévu de sélectionner au départ à de jeunes adultes s'exprimant avec passion et perspicacité sur les questions politiques que nous leur avons soumises. D'autres, plus simplement, ont grandement pris confiance en eux.¹⁹⁰

Les observations qui sont faites par le producteur sur l'évolution des cinquante participants fait grandement écho à celles étudiées en première partie. En effet, l'expérience du référendum a été synonyme de transition vers l'âge adulte et d'un intérêt pour la politique accru chez certains. Ainsi, le programme a permis la documentation de cette évolution. Malgré cette conclusion plutôt positive, *Generation 2014* comprenait également de nombreux aspects négatifs.

Premièrement, bien que l'équipe en charge du programme ait tenté de représenter les Écossais de 16-17 ans dans leur ensemble, cet effort de représentation a échoué. Le producteur Dave Howard l'a lui-même reconnu : les participants ne pouvaient être considérés comme représentatifs de l'intégralité de leur groupe d'âge car ils se sont portés volontaires pour prendre part au programme, soit pour se rapprocher du monde des médias soit celui de la politique¹⁹¹. Ainsi, par leur volontariat, les participants se distinguaient des autres individus de leur âge. De plus, comme pour toute émission télévisée, les participants ont été sélectionnés.

187I bid.

188 BBC SCOTLAND, "Launch day", [En ligne: <https://www.bbc.co.uk/programmes/p01hs7j3/p01hs9qh>], Consulté le: 27 mars 2022.

189 BBC BLOGS, "Generation 2014: the BBC's window on Scotland's young voters", *op.cit.*

190 Citation originale: Over the time we've been working with the Generation 2014 group, they have grown from the 'normal' teenagers we originally aimed to cast to young adults with passion and real insight for the political issues we've been asking them to discuss. Others, more straightforwardly, have simply grown in confidence in leaps and bounds.

191 BBC BLOGS, "Generation 2014: the BBC's window on Scotland's young voters", [En ligne:<https://www.bbc.co.uk/blogs/collegeofjournalism/entries/c8e33239-73de-3dc4-b6ff-8205c6ffcf7e>], Consulté le: 1 avril 2022.

En effet, on peut supposer que les participants ont été choisis en fonction de quotas établis sur des critères de représentation mais également en fonction de leur profil. Il ne faut pas oublier que, bien que la volonté de la BBC ait été de documenter l'expérience inédite des 16-17 ans, *Generation 2014* demeurait un programme, et en tant que tel, devait générer de l'audience. Ainsi, le profil des participants se devait d'être intéressant ou devait présenter quelque chose de distinctif. De fait, lorsque l'on regarde les descriptions individuelles des participants sur le site de la BBC, la plupart des personnalités présentent la pratique d'activités particulières, la victoire de concours ou une implication au sein de leur école : par exemple, David White, l'un des participants, était sous-chef chez les Scouts, possédait une affaire de gravure sur verre, participait au 'Silver Duke of Edinburgh Award' et siégeait au conseil des élèves de son école depuis quatre ans. Quant à Ellena Leslie, elle était membre du *Scottish Youth Parliament*. D'autre part, Gregor Larmour et Ida McVarish se définissaient comme des adolescents « normaux » dont les idées différaient de l'opinion majoritaire.¹⁹² Par conséquent, la plupart des participants du programme semblaient plutôt se trouver en-dehors de la norme, d'où le manque de représentativité. On peut alors se demander si leur groupe d'âge se retrouvait en eux et appréciait le programme. Il n'existe, cependant, aucune critique du programme qui permettrait d'étudier sa réception auprès des principaux concernés.

Deuxièmement, l'usage du terme 'teenager' dans la majorité des titres d'articles et durant les interviews était fortement problématique. En effet, le terme 'teenager' est connoté négativement¹⁹³. Il renvoie à une image négative de l'adolescent construite par la société de consommation puis consolidée par la pop culture dans les films : l'adolescent est irresponsable et égocentrique. En outre, on ne peut pas lui faire confiance. Dans la première partie de ce travail, cette image était d'ailleurs présente dans un témoignage : la personne interviewée avait fait référence au caractère « terrible » et « indifférent » associé en général aux adolescents.¹⁹⁴ Ainsi, l'usage de ce terme était un rappel constant du stéréotype et contrastait avec la visibilité médiatique qu'on leur accordait : le terme les décrédibilisait en tant que personnes mais décrédibilisait également leur opinion. Ainsi, 'teenager' équivalait à un manque de prise au sérieux des 16-17 ans bien qu'il soit couramment utilisé dans les médias. Au contraire, le terme 'young people' aurait été tout à fait approprié.

Troisièmement, le contenu des interviews était répétitif et s'articulait autour du cliché de l'adolescent indifférent. En effet, les interviews étaient infantilisantes avec des questions redondantes sur l'intérêt pour la politique des amis des participants, sur les discussions entre amis ou sur l'enthousiasme provoqué par le référendum. Certes, les participants

192 BBC NEWS, "Generation 2014: Participant profiles", [En ligne: <https://www.bbc.co.uk/programmes/p01gf7rb/profiles>], Consulté le: 5 janvier 2022.

193 Pickard, Sarah, *op.cit.*, p.64.

194 Voir p.42.

n'étaient pas des hommes ou femmes politiques mais les questions qu'on leur posait n'auraient pas été posées à des adultes. En effet, les questions ne leur permettaient que très rarement de développer leur opinion, ce qui semble dommage vu l'objectif premier du programme. Une des questions les plus posées portait sur les amis, on leur demandait si le référendum était un sujet de discussions au sein de leur groupe d'amis. Plus généralement, les journalistes les interrogeaient sur l'intérêt que leur groupe d'âge portait à la politique et si la majorité d'entre eux comptaient voter. On leur demandait aussi s'ils étaient enthousiastes ou intimidés à l'idée de voter, quelles sources d'informations ils utilisaient, etc. Bien que les réponses apportées à ces questions soient pertinentes dans l'étude de l'expérience électorale des 16-17 ans et de leur préparation au référendum, très peu de place était accordée à l'expression de l'opinion sur les questions relatives au référendum.

Quatrièmement, le programme était soumis au montage, comme toute émission. En fait, le montage consiste simplement en une sélection d'éléments estimés intéressants pour une large audience. Il est difficile de savoir à quel point les interviews avec les participants ont été coupées et modifiées, mais il est possible de le deviner grâce à l'étude du débat organisé par la BBC : 'The Big, Big Debate'. 'The Big, Big Debate' a accueilli entre 7000 et 7500 élèves en provenance de plusieurs écoles à travers l'Écosse, le 11 septembre 2014 à l'Hydro de Glasgow. Le débat était présidé par James Cook et conviait quatre hommes et femmes politiques : Nicola Sturgeon et Patrick Harvie pour représenter *Yes Scotland* et Ruth Davidson et George Galloway pour *Better Together*. L'évènement, après montage, durait un peu moins d'une heure et permettait d'aborder quatre questions principales sélectionnées au préalable. Si les élèves présents interviewés par la BBC ont exprimé être satisfaits d'avoir participé à un débat sous l'angle qui était le leur¹⁹⁵, le montage de l'émission n'a que légèrement reflété cette perspective. En effet, deux questions sur quatre étaient similaires voire identiques aux questions posées lors des débats entre Alex Salmond et Alistair Darling : une sur le pétrole et l'autre sur la privatisation de la NHS. En outre, les réponses semblaient également identiques. Par ailleurs, il ne s'agissait pas réellement d'un débat entre l'audience et les politiciens, comme annoncé au départ, mais d'un débat entre les politiciens avec une très faible participation de l'audience¹⁹⁶. Somme toute, le débat n'était pas réellement destiné aux 16-17 ans mais à une audience plus large.

Enfin, il est important de mentionner que la représentation qui a été faite des 16-17 ans en tant qu'élèves écartait complètement les individus du même âge potentiellement déscolarisés et engagés dans la vie active.

195 BBC SCOTLAND, "Scottish independence: Young voters give their view on Scotland's Big Big Debate", [En ligne: <https://www.bbc.com/news/av/uk-scotland-29176655>], Consulté le: 11 février 2022.

196 The Big, Big Debate, [En ligne: https://www.youtube.com/watch?v=5KymE_VXhoo&t=33s], Consulté le: 10 janvier 2022.

En conclusion, cet évènement a fait l'objet de sévères critiques sur Twitter à propos du montage et de la demande de la BBC aux élèves de changer de « camp », « oui » ou « non », car il y avait un nombre trop important d'élèves en faveur de l'indépendance. C'est-à-dire que l'équipe de la BBC a demandé à certains élèves présents en faveur de l'indépendance d'arborer un badge différent de leur opinion et de s'asseoir parmi les opposants de l'indépendance ou les indécis. Cette demande a sûrement été faite pour garantir un équilibre entre les opinions et assurer la neutralité de l'émission.

Pour conclure, le droit de vote à 16 ans, et plus particulièrement le référendum, ont donné naissance à une couverture médiatique des jeunes à destination des jeunes. Cependant, ces nouvelles ressources n'avaient pas pour objectif de produire des informations qui pourraient davantage les 16-17 ans, mais plutôt de médiatiser la première expérience électorale de ce groupe d'âge et d'accompagner leur processus décisionnel. Par conséquent, on peut se demander dans quelle mesure ces ressources étaient destinées aux et utiles pour les 16-17 ans.

III. Cibler les 16-17 ans : des stratégies de campagne efficaces ?

III.1. Le cas de Yes Scotland

Les représentants de *Yes Scotland* avaient consacré deux arguments en particulier aux jeunes. Tout d'abord, selon *Yes Scotland*, l'indépendance apporterait les pouvoirs nécessaires à la création d'emplois. L'un des problèmes majeurs identifiés par le gouvernement écossais et abordé par Nicola Sturgeon lors du Big Big Debate se trouvait en effet dans la migration dite économique de ses jeunes diplômés à la recherche d'un emploi. De fait, lors d'une conférence pour le SNP en avril 2014, Alex Salmond avait déclaré : « le chômage que les jeunes subissent est le seul et le plus gros défi auquel nous faisons face pour atteindre cet objectif. ».¹⁹⁷ En réponse à ce problème, le Premier ministre prévoyait que l'indépendance octroie à l'Écosse des « pouvoirs pour la création d'emploi » afin de donner espoir aux jeunes gens.¹⁹⁸

Ensuite, la campagne indépendantiste déclarait également que l'indépendance était le seul moyen de garantir et préserver un accès gratuit à l'université. En effet, les étudiants écossais n'avaient plus besoin de payer de frais de scolarité pour étudier à l'université depuis leur abolition en 2001 par le Parlement écossais. Selon ce que prônait la campagne, les coupes budgétaires opérées par Westminster menaçaient ce privilège. Évidemment, l'intégralité de la

¹⁹⁷ L'objectif dont Alex Salmond parle relève de l'opportunité qui s'offrirait à chaque Écossais d'exercer son talent dans une Écosse indépendante. Citation originale: 'youth unemployment is the single biggest challenge we face in meeting that goal.'

¹⁹⁸ Citation originale: 'It's the best opportunity we shall ever have to enshrine the things that we cherish most: [...] job-creating powers for a powerhouse Parliament to offer hope for our young people.' (Alex Salmond's final push for votes, 17 septembre 2014, Sky News)

campagne concernait les jeunes électeurs puisque le référendum portait sur l'avenir constitutionnel de leur pays, cependant, ces arguments avancés par *Yes Scotland* étaient plus susceptibles de se répercuter sur l'avenir proche des électeurs, ainsi les 16-17 ans se montraient sûrement davantage réceptifs à de tels arguments. Pourtant, il ne semble pas que ça ait été le cas.

En 2015, McLaverty et al. rapportaient, après un sondage et des interviews avec plusieurs individus âgés de 16-17 ans, que ces derniers ne s'étaient pas sentis réellement ciblés par les campagnes référendaires¹⁹⁹. En effet, bien que certains militants se soient rendus dans des établissements scolaires pour répondre aux questions des élèves, peu de supports ou ressources ont été créés à destination des 16-17 ans.

Cependant, il est important de noter que les 16-17 ans n'étaient pas laissés pour compte par la campagne *Yes Scotland*. Bien au contraire, en mars 2013, *Yes Scotland* choisissait Ellie Koeplinger, âgée de 16 ans, pour rejoindre le comité consultatif²⁰⁰. Cette jeune personne avait été sélectionnée parmi un certain nombre de volontaires après un appel publicitaire émis par la campagne. Au sein de *Yes Scotland*, cette lycéenne de Glasgow avait pour rôle d'élaborer avec les autres membres une stratégie de campagne dont la cible était les jeunes électeurs. Sur son compte *LinkedIn*, Ellie Koeplinger partage son expérience et explique qu'elle a écrit et publié des articles au nom de la campagne pour plusieurs journaux dont *The Daily Mail* et *Herald Scotland*. De plus, elle a participé à un débat télévisé de la BBC dédié aux jeunes électeurs. Par conséquent, *Yes Scotland* avait bel et bien pour objectif d'intégrer les jeunes électeurs au sein de sa campagne.

Par ailleurs, *Yes Scotland* était à l'initiative de l'organisation Generation Yes dont les principaux participants et principales cibles étaient les jeunes électeurs. Sur leur chaîne YouTube intitulée Our Generation, huit vidéos sont toujours accessibles : les premières présentent le mouvement et incitent à le rejoindre ou à l'aider financièrement tandis que les dernières sont courtes et mettent en scène une personne qui explique pourquoi elle compte voter « oui ». Cette chaîne avait pour objectif premier d'élargir l'audience du mouvement et d'inviter plus de personnes à participer à un financement participatif de la campagne. Ce financement participatif devait servir à soutenir les activités militantes prévues pour l'été 2014 par Generation Yes. Par conséquent, les jeunes électeurs ne semblent clairement pas avoir été oubliés ou laissés à l'écart par *Yes Scotland* et ses soutiens. Cependant, si les jeunes électeurs en question ne se sont pas sentis ciblés, il est possible que les stratégies mises en place par le comité consultatif ou les différentes organisations n'aient en fait pas été efficaces ou n'aient pas touché tous les jeunes électeurs.

199 McLaverty, P., Baxter, G., MacLeod, I. Et al., *New Radicals: Digital Political Engagement in Post-Referendum Scotland*, op.cit.

200 Camp-Pietrain, Edwige, op.cit, p.78.

Enfin, on peut s'interroger sur l'effet que la rhétorique de *Yes Scotland* a pu avoir sur les jeunes électeurs. Celle-ci était empreinte d'espoir et accompagnait un message positif. Bien que les 16-17 ans aient soutenu n'avoir aucune affiliation politique et donc n'aient certainement pas eu, pré-référendum, de vision pour l'Écosse, il est possible que la vision méliorative promue par *Yes Scotland* ait été plus attrayante que celle de *Better Together* au premier abord. De plus, l'espoir est également perçu comme une motivation : la motivation non pas d'agir mais de surpasser les obstacles qui se dressent entre une personne et ses objectifs²⁰¹ Par conséquent, le fait que la rhétorique de *Yes Scotland* ait été basée sur l'espoir a sûrement joué un rôle important dans la grande mobilisation de la population. D'ailleurs, certains considèrent que *Yes Scotland* n'était pas juste une campagne référendaire mais un mouvement social à part entière²⁰². Ainsi, il est fort probable que le message positif de la campagne ait mobilisé nombre de jeunes électeurs.

III.2. Le cas de Better Together

En ce qui concerne le jeune électorat au sein de la campagne, la différence est notable en comparaison avec *Yes Scotland*. Si cette dernière avait recruté une lycéenne pour son comité consultatif afin d'établir une stratégie à destination des jeunes, cela n'a pas été le cas de *Better Together*. En effet, même si certains individus âgés de 16-17 ans ont milité en faveur de la préservation de l'union, il semblerait qu'ils aient été moins nombreux que les militants du même âge en faveur de l'indépendance selon des études qui ont été menées post-référendum où la proportion de militants en faveur du « oui » était plus importante. Cependant, aucun sondage n'a recensé le nombre de militants dans cette tranche d'âge, et les études réalisées sont très limitées. Il est donc impossible d'estimer correctement quelle campagne a bénéficié plus largement de l'action des 16-17 ans.

Par ailleurs, il semblerait que la stratégie de *Better Together* ait été de viser les jeunes dans leur ensemble et non de distinguer les mineurs et les majeurs. En effet, un groupe composé d'étudiants opérait sous *Better Together* et était chargé de convaincre les autres jeunes. Plus généralement, la campagne ciblait les jeunes électeurs via le débat sur les opportunités professionnelles en garantissant que le Royaume-Uni était davantage en mesure d'offrir un emploi à chacun qu'une Écosse indépendante. Par ailleurs, comme sa rivale, la campagne a fait un usage important des réseaux sociaux. Ces derniers permettent d'accéder et de transmettre les informations plus facilement aux jeunes puisqu'ils utilisent massivement ces

201 Huber, Jakob, "Defying democratic despair: A Kantian account of hope in politics", *European Journal of Political Theory*, 2019 [En ligne: <https://doi.org/10.1177/1474885119847308>], Consulté le: 31 mars 2022.

202 Thiec, Annie, "Yes Scotland": More than a Party Political Campaign, a National Movement Fostering a New Active Citizenship", *Revue Française de Civilisation Britannique*, XX-2, [En ligne: <https://doi.org/10.4000/rfcb.401>], Consulté le: 11 janvier 2022.

outils. Ainsi, *Better Together* a créé plusieurs formats de post sur ses comptes Twitter et Facebook, notamment ‘the facts you need’ ou ‘what the experts say’.

En conclusion, l’oubli des 16-17 ans au sein de la campagne pourrait justifier un pourcentage plus élevé en faveur de l’indépendance dans cette tranche d’âge. Bien que la plupart des sondages au lendemain du référendum n’aient pas coïncidé, tous ont tout de même révélé un soutien important de l’indépendance. En effet, les pourcentages en faveur de cette dernière oscillaient entre 45 % et 71 % suivant les sondages.

Il convient donc de prendre en compte ces différents pourcentages et d’étudier les divers profils d’électeurs et les raisons derrière un vote « oui » ou un vote « non ». Peut-on réellement parler de ‘Generation independence’ ?

Partie 3

-

‘Generation independence’ ?

Tout au long de la campagne référendaire, les nouveaux jeunes électeurs ont pu échanger leurs opinions en classe, avec leurs amis, leur famille ou encore sur les réseaux sociaux. Cependant, le 18 septembre 2014, ils se sont rendus seuls dans l'isoloir afin de s'exprimer en faveur de ou contre l'indépendance. 75 % des personnes âgées de 16-17 ans inscrites sur les listes électorales ont voté. S'il est possible que les 16-17 ans aient été influencés dans une certaine mesure par leur entourage, la décision qu'ils ont prise leur revenait toutefois entièrement. Puisque la recherche d'informations faisait partie intégrante du processus décisionnel de la plupart d'entre eux, il convient donc d'étudier les questions qui ont le plus retenu l'attention des jeunes électeurs. En effet, par leur plus jeune âge, on peut supposer que leurs préoccupations aient différencié de celles du reste de l'électorat. Suivant les préoccupations de chaque individu et les réponses qu'il a obtenues à celles-ci, un choix devait logiquement s'imposer. Par conséquent, il est important de déterminer quelles questions/réponses ont incité les jeunes à voter d'une manière ou d'une autre. Par ailleurs, on peut se demander s'il existait un profil type d'électeur pour chaque camp (« oui » et « non »). Enfin, plusieurs étiquettes ont émergé lors de la campagne, telles que 'Generation 2014' et 'Generation Yes'. Ces étiquettes laissaient penser qu'une génération distincte des autres était en train de se former. Il convient alors d'établir si une telle génération existait et si oui, en quoi elle se distinguait des autres.

I. Intérêts et préoccupations des 16-17 ans vis-à-vis du référendum

Au commencement de la campagne référendaire, bien avant les seize semaines officielles, le nombre de questions sur lesquelles les deux camps s'affrontaient était largement plus grand que celui notable durant les dernières semaines de la campagne. En effet, au fur et à mesure, certaines questions sont devenues éminentes dans les débats et ont évincé les questions d'importance moindre. Lorsque l'on regarde le sommaire du guide de l'indépendance publié fin 2013 par le gouvernement écossais, on remarque facilement les sujets qui ont retenu l'attention et ceux qui ont été oubliés ou mis de côté. Parmi les domaines qui ont monopolisé le débat autour de l'indépendance se trouvaient l'économie et la santé. Ensuite, plusieurs problématiques ont émergé de ces domaines.

Dans le cadre du débat sur l'économie, la question était assez simple : l'Écosse serait-elle plus prospère hors du Royaume-Uni ? Cependant, la réponse à cette question se heurtait aux obstacles que représentaient l'exploitation du pétrole et de la monnaie utilisée post-référendum. En effet, la prospérité potentielle d'une Écosse indépendante aurait majoritairement dépendu de l'exploitation du pétrole enfoui en mer du Nord. Les experts consultés par les

deux camps ne s'accordaient pas sur la pérennité de cette ressource puisque leurs estimations différaient. Par ailleurs, *Better Together* avait su grandement déstabiliser ses opposants sur la question de la monnaie. De fait, si le peuple écossais avait voté en faveur de l'indépendance, une Écosse indépendante aurait sûrement gardé la livre comme monnaie selon les souhaits du SNP et des partisans de *Yes Scotland*. Cependant, tôt dans la campagne, certaines figures britanniques éminentes comme Alistair Carmichael, secrétaire d'État aux affaires écossaises, avaient rejeté cette option. Si dans les faits personne ne pouvait empêcher l'Écosse d'utiliser la livre sterling, l'Écosse dépendrait de la banque d'Angleterre et aurait un pouvoir limité dans cette nouvelle union monétaire. Ainsi, l'économie était au cœur du débat.

Par ailleurs, la santé a également pris une place importante dans le débat, en particulier la NHS. En effet, selon *Yes Scotland*, le NHS, pourtant sous la responsabilité du gouvernement écossais, était en danger. La privatisation et les coupes budgétaires opérées par le gouvernement de Westminster depuis les années 1980 semblaient menacer l'accès gratuit pour tous à un soin de qualité. Évidemment, *Better Together* était au contraire d'avis que le meilleur moyen de financer le NHS était de rester dans l'union.

D'autres questions s'ajoutaient à celles-ci concernant le chômage, les armes nucléaires²⁰³, l'appartenance à l'Union Européenne, le statut international ... Ces questions étaient au centre des débats et des intérêts d'une grande partie de la population. Cependant, on peut se demander si les nouveaux électeurs âgés de 16-17 ans accordaient autant d'importance à ces questions que le reste de l'électorat ou non et si d'autres questions moins éminentes dans le débat retenaient leur attention et auraient une influence sur leur décision. Malheureusement, il n'existe pas de sondage ou d'étude qui permettent d'étudier les préoccupations des 16-17 ans sur un large panel. Par conséquent, les interviews issues du programme *Generation 2014*, divers articles de presse et le Big Big Debate serviront de seules données dans le cadre de cette étude, et il est important de préciser que la représentativité de ces données est limitée.

Dans un article paru en 2021, la BBC a rappelé les aspects les plus notoires du référendum de 2014 et a notamment évoqué les préoccupations des plus jeunes électeurs.²⁰⁴ Selon la BBC, les questions les plus importantes pour les jeunes ont été les frais d'université, la dé-

203 Le programme nucléaire britannique, nommé Trident, prend forme dans la base marine de Clyde, à l'ouest de l'Écosse. La base héberge des sous-marins à tête nucléaire. Dans son programme électoral de 2011, le SNP réaffirmait son opposition au programme nucléaire. Le parti indiquait sa volonté de presser le gouvernement britannique à abandonner le programme et à annuler son remplacement – remplacement qui serait fortement onéreux (cf. *Re-elect: A Scottish government working for Scotland*, 2011, p.29)

204 BBC NEWS, "Scottish independence referendum: What happened in 2014?", [En ligne: https://www-bbc-com.cdn.ampproject.org/v/s/www.bbc.com/news/newsbeat-57053508.amp?amp_gsa=1&_js_v=a9&usqp=mq331AQKKAFQArABIIACAw%3D%3D#amp_tf=Source%2%A0%3A%20%251%24s&aoh=16517425581897&csi=1&referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com&share=https%3A%2F%2Fwww.bbc.com%2Fnews%2Fnewsbeat-57053508], Consulté le: 5 mai 2022.

fense et l'économie. Cependant, si l'on prend en compte les interviews des participants au programme Generation 2014 ou les questions posées lors du Big Big Debate, on peut difficilement considérer que les conclusions de la BBC sont tout à fait correctes. En effet, l'économie et les frais universitaires ont indéniablement été au centre des préoccupations des 16-17 ans, toutefois d'autres questions aussi importantes ont préoccupé les jeunes électeurs.

Concernant les frais universitaires, ceux-ci ont été abordés rapidement lors du Big Big Debate. De fait, il paraît logique que ces derniers aient pu faire partie des inquiétudes des 16-17 ans puisque les jeunes électeurs approchaient de la fin du lycée et qu'une bonne partie d'entre eux devaient projeter d'entrer à l'université. La deuxième question posée par un élève aux représentants de *Yes Scotland* et *Better Together* avait donc porté sur les frais d'université : « si l'Écosse demeure au sein du Royaume-Uni, devra-t-on payer un jour des frais de scolarité pour l'enseignement supérieur ? ».²⁰⁵ Par ailleurs, Ellena Leslie, membre du *Scottish Youth Parliament* et participante au programme Generation 2014, affirmait dans un extrait audio que les frais universitaires étaient une des plus grandes préoccupations des jeunes électeurs puisqu'il existait beaucoup d'incertitude quant à la préservation de cet avantage dans une Écosse indépendante.²⁰⁶

Par ailleurs, comme pour le reste de la population, l'économie a eu une importance capitale et un rôle décisif pour la majorité des jeunes électeurs. En effet, pour certains, la conviction qu'une Écosse indépendante bénéficierait d'une économie stable et prospère suffisait à motiver un vote en faveur de l'indépendance, c'est-à-dire que si un électeur associait l'indépendance à la réussite économique, il était plus susceptible de voter en faveur de celle-ci. L'accès à une éducation et à un service santé de qualité dépendent de la situation économique d'un pays. Par conséquent, la place de l'économie au cœur du débat était tout à fait justifiée : afin de prendre une décision, l'ensemble de la population dont les 16-17 ans cherchaient à savoir si une Écosse indépendante maintiendrait une économie semblable à celle au sein du Royaume-Uni, prospérerait davantage ou connaîtrait de grandes difficultés.

J'ai besoin d'en entendre un peu plus à propos de la santé, de l'éducation, de l'économie, juste assez pour savoir, parce que si on peut être seuls et s'en sortir, je pense que c'est définitivement la voie que je choisirai.²⁰⁷ (Ellie Kean, 15, Dundee)

205 The Big, Big Debate, *op.cit.* Citation originale: 'If Scotland stays as part of the UK, will we eventually have to be put tuition fees for higher education?'

206 BBC SCOTLAND, Generation 2014, "Ellena Leslie", [En ligne: <https://www.bbc.co.uk/programmes/profiles/37gbYbHxxfrS4BrM5jW8Ppx/ellena-leslie>], Consulté le: 5 mai 2022.

207 BBC NEWS, "Scottish teenagers struggle with independence decision", *op.cit.* Citation originale: 'I need to hear a bit about health, education, economy just enough to know because if we can be on our own and we can manage, I think that's definitely the way I would go.'

Cette déclaration permet de constater le rôle décisif qu'a eu l'économie dans la réflexion de cette jeune électrice. Quelle que soit leur intention de voter, de nombreux participants au programme ont mentionné l'économie en interview. En effet, selon la conclusion à laquelle un individu est parvenu quant à la situation économique d'une Écosse indépendante, il a voté différemment d'un autre.

De plus, la santé a tout autant retenu l'attention des 16-17 ans, qui souhaitent conserver un accès à des soins de qualité en préservant le NHS. De fait, ils voulaient s'informer sur tout ce qui pourrait potentiellement avoir une influence sur leur qualité de vie.

Oui, j'aimerais connaître des choses à propos de ce qui affectera mon avenir et moi si l'Écosse devient indépendante, des choses sur les services de santé, l'éducation, des trucs comme ça, des trucs qui auraient un impact après le référendum..²⁰⁸ (Rory Doherty, 16, Édimbourg)

Ainsi, il semblerait que les propos tenus devant le Parlement écossais par Kezia Dugdale (députée du Parti travailliste) le 9 octobre 2014 ne soient qu'en partie vraie. La députée s'était exprimée en faveur de l'adoption du droit de vote à 16 ans pour toutes les élections écossaises et avait justifié sa position de la manière suivante : il lui avait semblé que les 16-17 ans avaient pris leur décision en pensant davantage aux répercussions que l'indépendance aurait à l'échelle nationale plutôt que celles qu'elles auraient à l'échelle individuelle.²⁰⁹ La situation économique et familiale des 16-17 ans était particulière : certes ils n'avaient potentiellement pas d'emploi ou de situation économique à préserver mais ils évoluaient pour la majorité dans la situation économique de leur famille et par conséquent ne pouvaient pas complètement occulter les répercussions que l'indépendance aurait sur leur entourage. À cause de leur situation particulière, les 16-17 ans ont probablement davantage pensé aux personnes autour d'eux, comme c'était le cas de cette jeune électrice :

Oui, je pense que c'est vraiment difficile, surtout parce que les personnes de 16 ans n'ont pas le droit de vote d'habitude, ce que je veux dire c'est que la première fois qu'on l'obtient c'est pour prendre une très grande décision qui va affecter notre avenir et l'avenir de notre famille..²¹⁰ (Ellie Kean, 15, Dundee)

Ainsi, ils voteraient nécessairement pour une amélioration (ou une préservation) de la situation actuelle: la situation du pays et, immanquablement, leur situation individuelle. Évidemment, les potentielles améliorations ou détériorations se basaient sur leurs propres estimations suite aux informations recueillies.

208 BBC RADIO SCOTLAND, "Good Morning Scotland", [En ligne: <https://www.bbc.co.uk/programmes/p01gyfyx>], Consulté le: 5 mai 2022. Citation originale: 'Yeah I'd like to know things about what's gonna affect me for my future if Scotland would become independent, things like healthcare or education, stuff like that, stuff that would have an impact after the referendum.'

209 TheyWorkForYou, "Voting franchise (16 and 17-year-olds)", *op.cit.*

210 BBC NEWS, "Three Generation 2014 members talk to Gavin Esler", *op.cit.* Citation originale: 'Yeah, I think it's really hard, especially since 16-year-olds don't usually have the vote, I mean, first-time we get it, it's on such a big decision that will affect our future and the future of our family [...]'

Par ailleurs, les 16-17 ans ont eu un autre sujet de préoccupation, moins omniprésent dans les débats: les relations avec le reste du Royaume-Uni. Dans plusieurs interviews issues du programme Generation 2014, les jeunes participants ont mentionné désirer davantage d'informations sur les relations qu'entreprendraient une Écosse indépendante avec le reste du Royaume-Uni :

Pour moi, les plus grandes questions sont en rapport avec l'économie et la relation qu'on va avoir avec le reste du Royaume-Uni. Je veux juste savoir si tout ce qu'on a entendu aux infos est vrai à propos de l'Angleterre qui ne garderait aucun contact et la perte de la livre et d'autres choses – comment va être notre relation avec le reste du Royaume-Uni.²¹¹
(Ellie Kean, 15, Dundee)

Cet intérêt pour le Royaume-Uni dénote un certain attachement pour celui-ci et pourrait même indiquer un sentiment d'appartenance à celui-ci et donc la revendication d'une identité britannique ou double (écossaise et britannique).

D'autres jeunes se sont interrogés sur les répercussions que le référendum aurait sur leurs ambitions et projets professionnels, comme Eloise Watson Reinhardt, participante au programme Generation 2014, qui souhaitait intégrer l'armée²¹². Si l'Écosse devenait indépendante, elle devrait constituer et financer sa propre armée. Par conséquent, un certain nombre d'incertitudes planaient autour de cette dernière notamment par rapport au nombre de postes qui serait potentiellement perdu. Comme d'autres, Eloise W. Reinhardt devait donc évaluer si l'indépendance représentait un risque pour son avenir professionnel.

L'une des principales questions relatives au référendum a toutefois été complètement absente dans la bouche des 16-17 ans, aussi bien durant le Big Big Debate que durant les interviews dans le cadre du programme de la BBC. En effet, si la plupart des 16-17 ans se sont inquiétés des relations avec le reste du Royaume-Uni post-référendum, ils n'ont pas porté d'intérêt à – ou n'ont pas mentionné – l'appartenance de l'Écosse à l'Union Européenne. Si l'Écosse devenait indépendante, rien, en effet, n'assurait qu'elle puisse réintégrer l'UE rapidement et bénéficier des « privilèges » du Royaume-Uni négociés au fur et à mesure des années. Cette incertitude quant à l'avenir de l'Écosse en Europe avait pourtant été assez présente dans les débats et discussions impliquant le reste de l'électorat. De plus, ce silence paraît contradictoire avec les résultats d'un sondage mené par l'Université d'Édimbourg en 2014²¹³. En effet, le chercheur Jan Eichhorn indiquait alors que les 14-17 ans étaient davantage pro-européens

211 BBC NEWS, "Scottish teenagers struggle with independence decision", *op.cit.* Citation originale: "The biggest issues for me are the economy and what we're gonna be like with the rest of the UK. I just want to know [...] if everything we've heard in the news is true about England not staying in contact and losing the pound and things – what's our relation is gonna be like with the rest of the UK."

212 BBC NEWS, "Scottish independence: Young voters have their say", [En ligne: <https://www.bbc.com/news/av/uk-scotland-24476764>], Consulté le: 26 janvier 2022.

213 Centre on Constitutional Change, "Young people's independence referendum intentions narrow", [En ligne: <https://www.centreonconstitutionalchange.ac.uk/opinions/young-peoples-independence-referendum-intentions-narrow>], Consulté le: 5 mai 2022.

que leurs aînés : seulement 5 % des sondés souhaitaient quitter l'Union Européenne. En outre, si 40 % désiraient que les choses restent telles quelles au sein de l'Union Européenne, 22 % étaient toutefois en faveur d'une diminution de ses pouvoirs tandis que 23 % voulaient voir ses pouvoirs augmenter. Par conséquent, on peut conclure, en s'appuyant sur ces chiffres, que l'adhésion à l'Union Européenne a néanmoins dû avoir une certaine importance dans la réflexion des 16-17 ans, même si moindre que celle accordée à l'économie ou à l'éducation.

Enfin, plus généralement, les 16-17 ans se sont interrogés sur ce à quoi l'Écosse ressemblerait post-référendum, qu'il s'agisse d'une Écosse unioniste ou indépendante, et ont tenté d'imaginer comment cela se répercuterait sur leur vie.

J'ai besoin de plus ou moins comprendre à quoi ressemblerait une Écosse indépendante ou comprendre **comment** l'Écosse serait changée si les gens votent non lors du référendum. [...] Je pense que la chose principale que j'aimerais voir éclaircie serait les relations que l'Écosse entretiendrait avec les pays qui l'entourent et la situation dans laquelle elle se trouverait et, par exemple avec l'Angleterre et le Royaume-Uni, **comment** la situation serait et **comment** on changerait si l'Écosse devient indépendante.²¹⁴ (Rory Doherty, 16, Édimbourg) (**Mon emphase.**)

Lorsqu'on lit ce témoignage, on se rend rapidement compte qu'elle est fortement répétitive et c'est justement ce qui est intéressant. En effet, cette répétition révèle l'état d'esprit dans lequel le jeune électeur se trouvait: l'incertitude. L'aspect redondant dénote également une insuffisance d'informations qui résulte en une réflexion stagnante et potentiellement énergivore.

Pour conclure, de la même façon que le reste de l'électorat, les 16-17 se sont intéressés à l'avenir de leur nation ainsi qu'au leur. Puisqu'ils se sont inquiétés de leur propre avenir, ils ont porté plus d'intérêt à des questions qui auraient une répercussion directe sur leur vie post-référendum. Ainsi, les questions relatives à l'éducation et à la création d'emploi se sont hissées aux côtés de l'économie et de la santé en terme d'importance.

II. Pour une Écosse indépendante : les divers profils des électeurs et leurs motivations

Il aurait été d'intéressant de savoir si les jeunes électeurs, plus « aventureux »²¹⁵, soutenaient réellement davantage l'indépendance que leurs aînés. Toutefois il est difficile d'estimer avec précision si le groupe d'âge des 16-17 ans s'est davantage prononcé en faveur de l'indépendance lors du référendum. En effet, les sondages effectués dès le lendemain du référendum indiquaient des résultats différents des uns des autres. Cette différence s'explique

214 BBC NEWS, "Scottish teenagers struggle with independence decision", *op.cit.* Citation originale: "I need to understand kinda what an independent Scotland would be like or really understand how Scotland will be changed if people vote no in the referendum. [...] I think the main thing I would like cleared up is how Scotland will be compared to the countries around it and the situation it's in and for example England and the UK, what the situation will be and how we would change if Scotland becomes an independent country."

215 Camp-Pietrain, Edwige, *op.cit.*, p.68.

principalement par la taille du panel sondé. Lorsque les panels étaient plus réduits, on observait une tendance plus forte en faveur de l'indépendance tandis qu'un panel plus grand diminuait le pourcentage de « Oui ». Un panel plus grand favorisait la diversité des opinions. En 2013, le chercheur Jan Eichhorn trouvait que seulement 20,9 % des 16-17 sondés comptaient voter en faveur de l'indépendance le jour J²¹⁶. Au lendemain du référendum, ce chiffre avait considérablement augmenté avec un minimum de 45,7 % selon les sondages.

Au départ, les 16-17 ans étaient inclus dans un plus grand groupe d'âge : les 16-24 ans. Lord Ashcroft et YouGov trouvaient alors que respectivement 51 % et 49 % des individus de cette tranche d'âge avaient voté « Oui »²¹⁷. En cherchant à savoir comment les 16-17 ans avaient voté en particulier, Ashcroft avait obtenu un pourcentage de 71 % en faveur de l'indépendance. Néanmoins, le sondage Ashcroft détenait le panel le plus réduit de jeunes électeurs, le résultat était donc peu représentatif. Par ailleurs, d'autres sondages ont été conduits cette fois-ci sur des panels plus larges. Deux en particulier ont été menés auprès de 5000 personnes en 2015. L'un trouvait que 62,5 % des 16-19 ans avaient voté pour l'indépendance²¹⁸ tandis que l'autre n'en comptait que 45,7 %²¹⁹. Par conséquent, si l'on prend en compte tous les sondages, il est impossible de savoir quel a été le choix de la majorité de ce groupe d'âge. Cependant, on peut tout de même remarquer que les groupes d'âge les plus jeunes étaient davantage en faveur de l'indépendance que leurs aînés²²⁰. En effet, 45,7 % était le pourcentage le plus bas qui ait été trouvé chez les 16-17 ans en faveur de l'indépendance, pourtant il s'agit d'un pourcentage déjà conséquent lorsqu'on le compare avec les 23 % trouvés en 2013 ou les 32,9 % chez les personnes âgées de plus de 70 ans. Par ailleurs, l'âge n'a pas été le seul facteur clivant dans le vote lors du référendum.

II.1. Le genre: facteur important ?

Concernant le genre, il n'existe pas d'informations précises quant à la tranche d'âge des 16-17 ans spécifiquement. Cependant, il a été estimé sur l'ensemble de l'électorat ayant voté que 51 % des hommes s'étaient prononcés en faveur de l'indépendance contre 43 % des femmes. Ce facteur clivant se serait dissipé chez les électeurs les plus jeunes, c'est-à-dire

qu'il a été constaté que la proportion d'hommes et de femmes votant pour l'indépendance
216 Eichhorn, Jan, "Results from a survey on 14-17 year old persons living in Scotland on the Scottish independence referendum", *op.cit.*

217 Curtice, John, "It all depends on your perspective: economic perceptions and the demography of voting in the Scottish Independence Referendum", *Fraser of Allander Economic Commentary*, n°28, 2014, p.147-152.

218 Pickard, Sarah, *Politics*, *op.cit.*, p.388.

219 BBC NEWS, "Study examines referendum demographics", [En ligne: https://www.bbc.com/news/uk-scotland-glasgow-west-34283948#amp_tf=Source%3A%2F%2Fwww.google.com&share=https%3A%2F%2Fwww.bbc.com%2Fnews%2Fuk-scotland-glasgow-west-34283948], Consulté le: 23 janvier 2022.

220 Pattie, C., Johnston, R., "Sticking to the Union? Nationalism, inequality and political disaffection and the geography of Scotland's 2014 independence referendum", *Regional & Federal Studies*, n°27, 2017, p.83-96.

était plutôt équilibrée au sein de ces groupes d'âge²²¹. Si l'on se concentre maintenant sur les différentes interviews de la BBC dans le cadre du programme Generation 2014, on constate que la plupart des filles interrogées étaient soit opposées à l'indépendance soit indécises pré-référendum. Cependant, le choix final des participants n'a pas été révélé donc il est impossible de vérifier si la proportion des votes par genre était en effet équilibrée ou si elle s'alignait sur les données de l'ensemble de l'électorat.

II.2. La géographie du vote «oui»

Le référendum a également fait apparaître un clivage géographique. Puisque aucune donnée portant sur la ville ou la région dans lesquelles les sondés de 16-17 ans vivaient n'a été traitée, il est difficile d'estimer si des foyers de votes « oui » différents de ceux identifiés pour l'ensemble de l'électorat existaient dans le groupe d'âge des 16-17 ans. Puisque le vote était confidentiel et que les 16-17 ans bénéficiaient d'un traitement spécial dû à leur statut de mineur, aucun rapport réalisé par la Commission Électorale ou les différents conseils locaux ne permet d'établir la géographie du vote pour ce groupe d'âge. Toutefois, si l'on s'appuie sur les données disponibles sur l'ensemble de l'électorat, les 16-17 ans qui ont voté en faveur de l'indépendance devaient sûrement résider dans les zones où le « oui » l'a emporté ou dans les zones où le résultat était serré car ces zones partageaient pour la plupart une situation économique similaire et, comme mentionné plus haut, l'économie et la perception de cette dernière ont joué un rôle décisif dans le référendum. Ainsi, en théorie, la grande majorité des électeurs soutenant l'indépendance se trouvait à l'ouest de l'Écosse²²². Dundee a ainsi enregistré le pourcentage le plus élevé de votes en faveur de l'indépendance avec 57 %²²³, West Dunbartonshire suivait avec 54 %, puis venait Glasgow avec 53 % et enfin North Lanarkshire avec 51,1 %²²⁴. Au premier abord, ces noms peuvent paraître totalement éloignés et ne partager aucune similarité, pourtant, un facteur primordial liait ces lieux lors du référendum : la pauvreté. En effet, ces villes et régions souffraient d'une grande pauvreté et possédaient une population très ouvrière, ce qui nous mène au point suivant.

221 Schneider, Anna, "Age and Variations in the Attitude towards Scottish Independence – An Exploration of Cohort and Lifecycle Explanations", *Scottish Affairs*, n°23, 2014, [En ligne: <https://doi.org/10.3366/scot.2014.0005>], Consulté le: 10 novembre 2021.

222 Mooney, Gerry, "The 2014 Scottish Independence Referendum – Uneven and unequal political geographies", 2015, [En ligne: <https://www.open.edu/openlearn/people-politics-law/the-2014-scottish-independence-referendum-uneven-and-unequal-political-geographies>], Consulté le: 7 mai 2022.

223 Breeze, M., Gorringer, H., Jamieson, L., Rosie, M., "Educational outcomes of political participation? Young first-time voters 3 years after the Scottish Independence Referendum", *op.cit.*

224 McGarvey, N., Mulvey, G., "Identities and Politics in the 2014 Scottish Independence Referendum: The Polish and Pakistani Experience", in Roberta Medda-Windischer et Patricia Popelier (eds), *Pro-independence Movements and Immigration: Discourse, Policy and Practice*, Brill, 2016, [«Studies in Territorial and Cultural Diversity Governance», n°7], p.134-162.

II.3. La situation économique des électeurs du «oui»

La situation économique des électeurs a été un facteur décisif lors du vote. De fait, on distinguait deux types d'électeurs plus enclins à soutenir l'indépendance : ceux qui avaient connu une amélioration de leur situation économique lors des années précédant le référendum et ceux qui souffraient de la pauvreté²²⁵. En effet, ces personnes étaient plus susceptibles de penser que l'indépendance serait bénéfique à l'économie du pays et donc à leur situation. Dans le cas d'un foyer familial en proie à la pauvreté, l'indépendance représentait l'opportunité de changement puisque la pauvreté était associée à la situation actuelle et donc à l'Union. Quant à eux, les jeunes électeurs évoluaient dans la situation économique de leurs parents. Par conséquent, il est probable que les jeunes aient aspiré, comme leurs parents, au changement et par extension, à l'indépendance. Au contraire, un jeune électeur dont la situation économique n'était pas empreinte de difficultés aurait plus de mal à désirer un changement. Évidemment, il s'agit là d'une généralité qui n'empêche en rien un vote en faveur de l'indépendance d'un électeur dont la situation économique était bonne. En effet, la situation économique était un facteur parmi beaucoup d'autres. Dans une interview du programme *Generation 2014*, un jeune électeur dont la situation économique semblait bonne a répondu la chose suivante au journaliste, après que celui-ci ait noté l'amélioration de la situation économique d'Aberdeen :

Eh bien, dans mon école, je vois toujours beaucoup de pauvreté et je dirais que ç'a grandement influencé mon opinion parce que j'ai été témoin de notre souffrance.²²⁶ (Martin Close, Aberdeen)

Le jeune homme expliquait alors pourquoi il soutenait l'indépendance et disait que, même si sa situation personnelle s'était améliorée, ce n'était pas le cas de tous ceux qui l'entouraient. Ainsi, son vote en faveur de l'indépendance était partiellement motivé par l'empathie et la volonté que la situation des autres s'améliore. Cette attitude fait vaguement écho aux propos de Kezia Dugdale (Parti travailliste) qui était convaincue que les jeunes électeurs pensaient davantage à leur pays qu'à eux. L'aspiration à une société plus égalitaire était l'une des principales raisons qui motivaient les 16-17 ans à soutenir *Yes Scotland*.

II.4. Une affiliation au SNP : un vote pour l'indépendance garanti ?

Une affiliation politique au SNP ou au Parti travailliste pouvait également être à l'origine d'un vote en faveur de l'indépendance. Dans le cas des 16-17 ans, cependant, le

²²⁵ Curtice, John, "It all depends on your perspective: economic perceptions and the demography of voting in the Scottish Independence Referendum", *op.cit.*

²²⁶ BBC SOUNDS, "Young Scots' vision for Scotland", [En ligne: <https://www.bbc.co.uk/sounds/play/p01hmljc>], Consulté le: 5 mai 2022. Citation originale: Well at my school I still see a lot of poverty and I would say that it has affected my view a huge amount because I've seen how we've suffered [...].

chercheur Jan Eichhorn trouvait en 2013 que 57 % des sondés dans ce groupe d'âge ne se sentaient proches d'aucun parti politique. Parmi ceux qui se sentaient proches d'un parti, 24 % s'identifiaient au Parti travailliste et 12 % au SNP. Le reste des partis quant à lui obtenait à peine 7 % dont 3 % pour le Parti conservateur²²⁷. Par conséquent, on peut déduire une tendance chez les jeunes à croire et à soutenir les valeurs traditionnellement représentées par des partis de gauche. Si les individus qui votaient pour le SNP lors des élections nationales n'étaient pas nécessairement en faveur de l'indépendance, une affiliation au SNP augmentait tout de même les chances de voter pour cette dernière. En effet, on estimait 25 fois plus probable qu'un partisan du SNP vote en faveur de l'indépendance²²⁸. De fait, 92 % des électeurs du SNP sondés lors d'une étude portant sur l'ensemble de l'électorat comptaient voter oui²²⁹. Par conséquent, il est probable que les 16-17 ans qui s'identifiaient au SNP aient voté en majorité pour l'indépendance, tandis que les soutiens du Parti travailliste étaient plus divisés sur le sujet.

[...] Mais ensuite je me suis plus engagé politiquement... Je ne pensais pas que le « oui » serait un miracle et changerait tout, mais qu'il ouvrirait plusieurs portes pour permettre le changement. Si nous voulions militer sur ces questions, le « oui » rendrait cela beaucoup plus facile, donc venant d'une [famille] très socialiste [...] j'ai des valeurs de gauche et je pense que le « oui » était une manière d'obtenir ces valeurs justement, parce que je ne pense pas qu'on va y arriver avec le Royaume-Uni de droite qu'on a actuellement, avec la montée en puissance de UKIP et des trucs comme ça. ²³⁰ (Mike)

Ce témoignage semble renforcer l'idée selon laquelle des valeurs considérées de gauche augmentaient les chances d'un vote en faveur de l'indépendance. Néanmoins, si elles le rendaient plus probable, leur expérience ne signifiait pas nécessairement un vote pour le « oui ». En effet, afin que les valeurs priment sur le reste, il fallait valider deux conditions : ne pas avoir peur du changement et des risques qui l'accompagnent²³¹ et ne pas voir l'indépendance comme une option trop risquée pour l'individu justement²³². Encore une fois, le cas des 16-17 ans est intéressant puisque ceux-ci vivaient dans une situation qui n'était pas complètement la

leur : l'indépendance pouvait représenter un risque pour leur avenir scolaire et professionnel

227 Eichhorn, Jan, "Newly Enfranchised Voters: Political Attitudes of Under 18-Year Olds in the Context of the Referendum on Scotland's Constitutional Future", *op.cit.*

228 Pattie, C., Johnston, R., "Sticking to the Union? Nationalism, inequality and political disaffection and the geography of Scotland's 2014 independence referendum", *Regional & Federal Studies*, n°27, 2017, p.83-96.

229 Ibid.

230 Breeze, M., Gorringer, H., "“Everybody's Scottish at the end of the day”: Nationalism and Social Justice Amongst Young Yes Voters", *Scottish Affairs*, n°24, 2015, [En ligne: <https://doi.org/10.3366/scot.2015.0094>], Consulté le: 27 janvier 2022. Citation originale: [...] But then I got more politically involved... I saw not that yes was gonna be a miracle and change everything, but that it would open many more doors to allow change. If we wished to campaign on those issues, it would make it much more easier to, so coming from a very socialist [family] [...] I've got left wing values, I think Yes was a way to get these values actually, 'cause I don't think we're going to do it in the right wing United Kingdom that we have at the minute, with the rise of UKIP and stuff like that.

231 Pattie, C., Johnston, R., *op.cit.*

232 Schneider, Anna, "Age and Variations in the Attitude towards Scottish Independence – An Exploration of Cohort and Lifecycle Explanations", *Scottish Affairs*, n°23, 2014, [En ligne: <https://doi.org/10.3366/scot.2014.0005>], Consulté le: 10 novembre 2021.

mais la situation économique potentiellement menacée était celle de leurs parents. En effet, si l'issue du référendum risquait d'avoir une répercussion majeure, ils ne se trouvaient pas à un âge pour la plupart où ils bénéficiaient ou souffraient d'une situation économique indépendamment de leurs parents. Ainsi, en ce qui les concernait, le plus important était sans doute la perception de l'avenir qu'ils avaient de l'Écosse post-référendum. Si l'indépendance paraissait meilleure et moins risquée que la situation au sein du Royaume-Uni alors ils voteraient en faveur de celle-ci. Une attitude positive à l'égard de l'indépendance était donc nécessaire pour voter « oui » ; l'indépendance devait représenter une amélioration. Si l'indépendance n'était associée à aucune amélioration de la situation, qu'il s'agisse d'une situation inchangée ou détériorée, un électeur s'orienterait vers le « non »²³³.

II.5. L'indépendance : une cause purement nationaliste ?

Outre l'affiliation politique, un facteur potentiel a grandement été étudié dans le cadre du référendum : le nationalisme, en lien avec l'identité. Étant donné que le SNP est l'acronyme de *Scottish National Party* et qu'il prône l'indépendance, une question a rapidement émergé : le vote lors du référendum serait-il motivé par une volonté d'affirmation identitaire ? Cette affirmation identitaire pouvait aussi bien être écossaise que britannique. Plusieurs études ont alors montré qu'il existait une corrélation entre l'identité et le vote mais pas un lien direct. L'identité des sondés était évaluée selon la méthode Moreno : ceux-ci avaient le choix entre : seulement Écossais ; plus Écossais que Britannique ; Autant Écossais que Britannique ; plus Britannique qu'Écossais ; et seulement Britannique²³⁴.

Avant d'étudier les pourcentages trouvés lors des recherches sur les 16-17 ans, il est toutefois nécessaire de savoir à quoi correspond une identité écossaise. Le nationalisme prôné par le SNP était et est toujours construit autour du civisme et non autour d'une ethnicité écossaise : il privilégie le lieu de résidence aux origines²³⁵. Si le nationalisme du SNP se veut inclusif, la manière dont la population s'identifie demeure tout de même déterminée par le lieu de naissance et les origines des parents. Cependant, ce sont là des freins qui peuvent être surpassés pour une minorité d'entre eux : en 2003, une étude trouvait que 4/10 des sondés qui étaient nés en-dehors de l'Écosse se sentaient écossais²³⁶. Le facteur le plus déterminant est le nombre d'années passées en Écosse : plus un individu a vécu en Écosse, plus il est susceptible de s'identifier à la nation écossaise. Par conséquent, on peut devenir Écossais.

233 Eichhorn, Jan, "Newly Enfranchised Voters: Political Attitudes of Under 18-Year Olds in the Context of the Referendum on Scotland's Constitutional Future", *op.cit.*

234 Ibid.

235 Bond, R., Rosie, M., "Being and Becoming Scottish", *Scottish Affairs*, n°55, 2006, [En ligne: <https://doi.org/10.3366/scot.2006.0017>], Consulté le: 20 janvier 2022.

236 Ibid.

Désormais, il convient de s'intéresser à l'identité des 16-17 ans et d'estimer si le nationalisme a joué un rôle décisif lors de la prise de décision de septembre 2014. En août 2014, le chercheur Jan Eichhorn publiait une étude comparative entre les attitudes et opinions des 16-17 ans et leurs aînés à l'issue d'un sondage conduit l'année précédente.²³⁷ 12 % des sondés âgés de 16-17 ans disaient se sentir uniquement écossais, 39 % s'estimaient plus écossais que britannique, et 45 % revendiquaient une identité double équilibrée. Ainsi, 84 % des 16-17 ans ressentaient une appartenance à la nation écossaise et à la nation britannique. Par ailleurs, 51 % des sondés éprouaient un sentiment d'appartenance à la nation écossaise plus fort que leurs pairs. Ce pourcentage se rapproche des chiffres trouvés au lendemain du référendum : entre 45 % et 71 % des 16-17 ans avaient voté en faveur de l'indépendance, ainsi il est probable que les sondés qui se sentaient davantage écossais aient soutenu la cause indépendantiste. En effet, plus le sentiment d'appartenance d'un individu à la nation écossaise était grand, plus ce dernier était enclin à voter en faveur de l'indépendance. Pourtant, certaines études ont démontré que le nationalisme n'avait en aucun cas motivé la décision des 16-17 ans d'opter pour le « oui »²³⁸. Est-ce vraiment le cas pour tous les individus au sein de ce groupe d'âge? Il semblerait qu'une majorité des 16-17 ans ayant opté pour le oui ait pris leur décision conformément à leurs idéologies et opinions plutôt qu'en fonction de leur identité. Cependant, il serait incorrect de penser que l'identité n'a pas été un facteur déterminant pour certains. De fait, si *Yes Scotland* a réussi à mobiliser autant de personnes pour la nation, c'était certes afin de construire un avenir meilleur pour leur nation. Les deux témoignages suivantes permettent de constater que le nationalisme a eu un rôle décisif pour certains et pas du tout pour d'autres.

Je pense que beaucoup de personnes dans le camp du «non» croyaient que nous étions des nationalistes délirants en tous genres, mais, en réalité, nous essayions juste de changer démocratiquement le gouvernement de notre pays.²³⁹ (Russell)

Cette réflexion est intéressante car elle aborde les représentations que chaque camp se faisait potentiellement de l'autre et fait écho à l'image qu'utilisait David Cameron lors de ses discours durant la période référendaire. En effet, il appelait les Écossais à voter avec leur tête et non avec leur cœur ; une image qui a été largement reprise par les médias et adoptée par la population, dont les 16-17 ans. Eryn Fyfe McWilliam, participante au programme Generation

237 Eichhorn, Jan, "Newly Enfranchised Voters: Political Attitudes of Under 18-Year Olds in the Context of the Referendum on Scotland's Constitutional Future", *Scottish Affairs*, n°23, 2014, [En ligne: <https://doi.org/10.3366/scot.2014.0033>], Consulté le: 19 novembre 2021.

238 Breeze, M., Gorringer, H., "Everybody's Scottish at the end of the day": Nationalism and Social Justice Amongst Young Yes Voters", *Scottish Affairs*, n°24, 2015, [En ligne: <https://doi.org/10.3366/scot.2015.0094>], Consulté le: 27 janvier 2022.

239 Breeze, M., Gorringer, H., "Everybody's Scottish at the end of the day": Nationalism and Social Justice Amongst Young Yes Voters", *Scottish Affairs*, n°24, 2015, [En ligne: <https://doi.org/10.3366/scot.2015.0094>], Consulté le: 27 janvier 2022. Citation originale: 'I think that a lot of people on the No side think that, you know, we were all kind of raving nationalists, but actually we were just trying to democratically change the way that our country is run you know ?'

2014, disait dans une interview « Heu... et bien je pense que nous sommes connus [les Écos-sais] pour avoir de grands cœurs mais nous avons besoin d'écouter nos têtes ici et d'estimer si on peut bénéficier de [l'indépendance] [...] »²⁴⁰. Par conséquent, un vote « oui » correspondait dans l'imaginaire collectif à une décision prise avec le cœur, probablement motivée par les discours galvanisants et pleins d'espoir de *Yes Scotland*. Cependant, cette idée selon laquelle le vote en faveur de l'indépendance n'était pas rationnel est ici complètement rejetée par le jeune interviewé. Pourtant, d'autre part, le sentiment nationaliste et donc une décision prise avec le cœur ont été synonyme d'un vote « oui » pour certains, comme c'était le cas pour Amina Davidson, également participante au programme Generation 2014 :

Je me sentirai plus connectée au pays dans son intégralité et je m'impliquerai davantage dans notre culture parce que, honnêtement, nous n'avons pas vraiment d'identité britannique et on ne fait rien avec la Grande-Bretagne hormis les jeux olympiques et les grands événements comme ça.²⁴¹ (Amina Davidson, Édimbourg)

Ce témoignage offre un point de vue tout autre que le précédent et apporte une perspective plutôt singulière. Cette jeune interviewée devait appartenir aux 12 % qui se sentaient exclusivement écossais dans son groupe d'âge. On peut donc se demander s'il était question d'un sentiment nationaliste accru grâce à l'indépendance ou si la culture écossaise souffrait de son intégration à celle du Royaume-Uni. En somme, l'indépendance était l'occasion de se recentrer sur l'Écosse.

II.6. Soutenir l'indépendance : voter contre Westminster ?

Cette volonté de mettre les Écos-sais au premier plan était également partagée par ceux en quête d'une démocratie plus juste et plus représentative. De fait, *Yes Scotland* avait notamment centré sa campagne sur la souveraineté de l'Écosse et le manque de représentativité du gouvernement de Westminster. Cet argument en faveur de l'indépendance a résonné chez un certain nombre de jeunes comme Martin Close, participant au programme Generation 2014 :

[L'indépendance] équivaudrait à nous gouverner nous-même, nous contrôlerions notre avenir, nous serions en mesure de choisir la direction dans laquelle nous désirons aller plutôt que cela soit décidé à notre place par un gouvernement que nous n'avons pas élu.²⁴²

²⁴⁰ BBC NEWS, "Scottish independence: Teenagers' views on referendum", 6 janvier 2014 [En ligne: <https://www.bbc.com/news/av/uk-politics-25626419>], Consulté le: 10 janvier 2022. Citation originale: 'Hm well I think we are known for having big hearts but we need to kinda like listen to our heads here and decide whether it actually benefits us [...]'

²⁴¹ BBC RADIO SCOTLAND, "Good Morning Scotland", *op.cit.* Citation originale: 'I'll feel more connected to the country as a whole and get more involved in our culture because [?] to be honest we don't really have much of a British identity and there's nothing we do with Britain besides the Olympic Games and big events like that.'

²⁴² BBC NEWS, "Scottish independence: Teenagers' views on referendum", *op.cit.* Citation originale: 'That would be up to govern ourselves, that we'd be in control of our fate, we'd be able to choose which direction we go instead of having decided for us by a government that we didn't elect.'

Ces propos sont particulièrement intéressants car ils sont empreints de la rhétorique de *Yes Scotland*. De plus, ils méritent d'être étudiés car ils permettent d'aborder le déséquilibre d'informations qui existait au sein de ce groupe d'âge. En effet, on peut aisément présumer qu'un jeune, qui ne possédait pas le droit de vote avant le référendum et qui n'avait donc pas connu l'insatisfaction et la frustration que pouvait occasionner le résultat d'une élection, ne soit pas en mesure de tenir de tels propos. Martin Close faisait sûrement donc partie des jeunes les plus informés sur le référendum et les situations écossaise et britannique. Il n'est toutefois pas exclu qu'il se soit contenté de rapporter les propos de quelqu'un d'autre et donc qu'il ait été influencé dans une certaine mesure. Par ailleurs, une étude menée auprès d'électeurs indécis pré-référendum a fourni des informations sur les deux options (« oui » et « non ») aux participants de la recherche et a démontré que ces personnes, après avoir consulté les ressources à disposition, penchaient davantage vers un vote en faveur de l'indépendance.²⁴³ Par conséquent, on peut émettre l'hypothèse que les électeurs les plus informés étaient plus susceptibles de soutenir l'indépendance, toutefois sans faire de généralités. Une autre étude démontrait que 48 % des 16-17 ans interrogés qui comptaient voter « oui » se sentaient suffisamment informés contre 41 % de ceux qui soutenaient l'Union.²⁴⁴ La différence était faible mais restait importante.

D'autre part, il est également important de noter qu'un vote pour l'indépendance équivalait donc à une insatisfaction liée au gouvernement de Westminster et aux pouvoirs limités du Parlement écossais. En outre, cette insatisfaction pouvait aussi découler de la conviction que l'Écosse ne bénéficiait pas de sa place au sein du Royaume-Uni car elle ne recevait pas une part du budget proportionnelle à son investissement et à ses taxes.²⁴⁵ Cependant, les opinions concernant le 'fair share' de l'Écosse étaient très divisées, il est donc difficile de déterminer quelle perception était la bonne.

II.7. L'indépendance et les influences scandinaves

Par ailleurs, un vote pour le « oui » pouvait résulter d'une admiration et d'une aspiration à émuler les démocraties scandinaves comme la Norvège, la Suède ou le Danemark. Ces démocraties étaient notamment utilisées comme exemple ou modèle dans les discours de *Yes Scotland*. Elles symbolisaient une économie prospère. De fait, la prospérité de l'économie

243 Morisi, Davide, "Voting under uncertainty: the effect of information in the Scottish independence referendum", *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, n°26, 2016, [En ligne: <https://doi.org/10.1080/17457289.2016.1178648>], Consulté le: 12 janvier 2022.

244 Centre on Constitutional Change, *op.cit.*

245 Pattie, C., Johnston, R., *op.cit.*

était décisive : 37 % des 16-24 ans pensaient qu'une Écosse indépendante verrait son économie prospérer davantage.²⁴⁶

Pour conclure, le témoignage utilisé ci-dessous permettra de résumer les points importants qui ont motivé un vote en faveur de l'indépendance chez les jeunes :

Je pense que [l'Écosse] pourrait être beaucoup plus égalitaire, nous sommes déjà très prospères, nous possédons beaucoup de ressources mais si elles étaient partagées de la bonne manière – sans parler de drapeau rouge communiste et tout – je pense juste qu'il faut regarder ce que le Danemark a accompli, ce que la Suède a accompli, ce que la Norvège a accompli. Ce sont de petites nations indépendantes pleines de vie aux économies monstrueuses, aux systèmes sociaux où la pauvreté chez les enfants est très basse et regarder l'Écosse, nous avons dans certains cas plus de ressources mais le taux de pauvreté est double.²⁴⁷ (Martin Close)

Un vote pour l'indépendance équivalait à la volonté d'une démocratie plus représentative, de justice sociale, d'une économie prospère et d'une société égalitaire. En somme, les électeurs qui ont opté pour le « oui » aspiraient au changement, tous âges confondus. Une identité écossaise n'était pas forcément un facteur important pour chaque individu.

III. Pour la survie du Royaume-Uni : les divers profils des électeurs et leurs motivations

Certains médias comme la BBC ont déclaré que le résultat du référendum avait découlé d'une alliance entre les plus vieux et les plus jeunes électeurs, les salariés moyens, les protestants et les femmes dans les bureaux de vote.²⁴⁸ Cependant, comme expliqué dans la partie précédente, le vote des 16-17 ans demeure plutôt mystérieux puisque les sondages n'ont pas communiqué de résultats semblables pour ce groupe d'âge. Par conséquent, la BBC a choisi de s'appuyer sur une seule étude, sans en mentionner la source, et de conclure que les 16-19 ans avaient été en majorité en faveur de l'Union. Le sondage auquel elle se référait a vraisemblablement été réalisé auprès de 5000 personnes en 2015, ce qui constituait un panel assez large et augmentait les chances de représentativité. Toutefois, le nombre d'individus âgés de 16-17 ans qui ont participé à l'étude n'a pas été précisé, il est donc difficile d'estimer si les résultats trouvés pour ce groupe d'âge était représentatif. L'étude révélait que 54.3 % des 16-19 ans avaient voté contre l'indépendance.

²⁴⁶ Curtice, John, "It all depends on your perspective: economic perceptions and the demography of voting in the Scottish Independence Referendum", *op.cit.*

²⁴⁷ BBC NEWS, "Scottish independence: Teenagers' views on referendum", *op.cit.* Citation originale: [...] I think it could be a lot more fairer, we're already very prosperous, we've got lot of resources but if they were shared in a right way – and not shared in Communist red flag and everything – I'm just saying look at what Denmark have done, look at what Sweden have done, what Norway have done. They're small vibrant independent nations with huge economies, with very fair welfare systems where poverty in children is very low and look at Scotland, we've got in some cases even more resources but yeah poverty is more than double.' [...]

²⁴⁸ BBC NEWS, "Study examines referendum demographics", *op.cit.*

Une autre étude publiée en mars 2015 suggérait un résultat en faveur de l'Union bien moindre dans ce groupe d'âge²⁴⁹. L'étude a été menée grâce à deux sondages, un réalisé avant le référendum et un autre post-référendum, auprès d'un même panel dont le nombre de participants a diminué de 1130 entre les deux sondages (de 4849 à 3719). Toutefois, le nombre de participants par groupe d'âge n'est pas explicité. Les responsables de cette recherche ont trouvé que 37,5 % des 16-19 ans avaient voté contre l'indépendance. Selon l'étude, les 16-19 ans présentaient d'ailleurs le pourcentage de votes le plus bas en faveur de l'Union. Par conséquent, bien que ces deux études aient été réalisées avec un panel large, toutes deux communiquaient des résultats totalement opposés. Par ailleurs, YouGov et Ashcroft ont également trouvé des résultats différents sur des panels plus réduits pour les 16-24 ans: respectivement 49 % et 51 % en faveur de l'Union²⁵⁰. Il est donc impossible d'estimer quel sondage se rapprochait le plus de la réalité. Quoi qu'il en soit, il semble toutefois important de préciser que, sur 1018 jeunes âgés de 14 à 17 ans interrogés en 2013, 58 % comptaient voter non.²⁵¹ Aucun des sondages abordés précédemment ne présentait un pourcentage aussi élevé, en effet, seul celui communiqué via la BBC s'en rapprochait. Ainsi, on peut émettre l'hypothèse qu'une partie des individus interrogés en 2013 ont soit changé de camp avant le référendum soit n'ont pas voté. Néanmoins, le pourcentage contre l'indépendance dans ce groupe d'âge était suffisamment élevé pour s'intéresser aux facteurs qui ont motivé un vote en faveur de l'Union : quel profil d'électeurs a choisi le « non » et pour quelles raisons ?

III.1. Un vote majoritairement féminin en faveur de l'Union ?

À l'échelle de l'électorat, les hommes ont été en majorité à voter en faveur de l'indépendance tandis que les femmes ont principalement voté pour l'Union. En ce qui concerne plus particulièrement le groupe d'âge des 16-17 ans, comme dit précédemment, aucune information n'existe. Cependant, une étude publiée en 2014 suggérait que ce clivage entre hommes et femmes se dissipait dans les groupes d'âge les plus jeunes.²⁵² On peut essayer de vérifier cette affirmation en s'appuyant sur le programme Generation 2014. Le programme rassemblait 50 participants dont 26 jeunes hommes et 24 jeunes femmes. Sur les 24 jeunes femmes, on ne connaît pas l'opinion de cinq d'entre elles car elles n'ont soit pas pris part à des interviews soit pas participé à des interviews concernant le référendum. Sur les 19 autres, quatre comptaient voter « oui » ; huit comptaient voter « non » ; six se disaient indécises dont une qui penchait plus vers le « oui » et deux davantage vers le « non ». Évidemment, les opinions

249 Henderson, A., Mitchell, J., *The Scottish Question, Six Months On*, Université d'Édimbourg, 2015.

250Curtice, John, "It all depends on your perspective: economic perceptions and the demography of voting in the Scottish Independence Referendum", *Fraser of Allander Economic Commentary*, n°28, 2014, p.147-152.

251 Eichhorn, Jan, "Newly Enfranchised Voters: Political Attitudes of Under 18-Year Olds in the Context of the Referendum on Scotland's Constitutional Future", *op.cit.*

252 Schneider, Anna, *op.cit.*

mentionnées ci-dessus sont les opinions qui ont été partagées au cours de l'année 2014, il est donc probable que les nombres indiqués aient changé lors du référendum. Concernant les jeunes hommes, sur les 26 participants, quatorze n'ont pas eu l'occasion ou le souhait d'exprimer leur intention de vote. Sur les 12 restants, sept d'entre eux comptaient voter en faveur de l'indépendance, seulement un se déclarait opposé à l'indépendance et cinq se disaient indécis sans révéler une quelconque inclination. Bien que ces chiffres soient difficilement représentatifs à cause du petit nombre de participants, on peut toutefois remarquer que les jeunes femmes étaient davantage opposés à l'indépendance ou indécises qu'en faveur d'une sortie du Royaume-Uni. Ce constat fait donc écho à celui qui a été fait sur l'ensemble de l'électorat.

III.2. La géographie du vote « non »

Concernant la géographie d'un vote en faveur de l'Union, certains lieux ont concentré des majorités bien plus importantes opposées à l'indépendance que les majorités obtenus par les lieux pro-indépendance. En effet, Édimbourg, capitale écossaise, a obtenu le deuxième pourcentage le plus élevé en faveur de l'Union avec 61,1 % , Stirling suivait de près avec 59,8 % et Aberdeen se plaçait en quatrième position avec 58,6 %.²⁵³ Si ces lieux sont arrivés à obtenir des pourcentages plus élevés que Glasgow, c'est notamment parce que leur nombre d'habitants est inférieur à celui de Glasgow. Plus le nombre d'habitants est grand, plus il est probable d'obtenir un résultat serré car la population est plus diversifiée.²⁵⁴ De manière semblable au constat qui a été fait pour Glasgow et les autres lieux en faveur du « oui », il a été remarqué que les lieux qui ont concentré une majorité en faveur du « non » avaient pour la plupart un point commun. En effet, ces lieux présentaient un cadre de vie davantage prospère avec des quartiers plutôt aisés et donc une population non-ouvrière.²⁵⁵

Par ailleurs, d'autres régions pour le moins étonnantes ont rassemblé une majorité en faveur du « non ». En effet, bien que le résultat ait été plus serré, les Highlands ont révélé leur opposition à l'indépendance lors du référendum. Ce résultat, bien que serré, peut paraître surprenant puisque, historiquement, la population des Highlands a grandement souffert de l'Union avec l'Angleterre : on peut notamment mentionner la répression culturelle et les Highland Clearances dès le XVIIIème siècle. Cependant, la région dépend de subventions européennes et l'indépendance aurait pu mettre en péril ces aides. D'autre part, l'électorat des îles écossaises s'est également prononcé contre l'indépendance. L'île d'Orkney a obtenu le résultat le plus élevé en faveur de l'Union avec 67,2 %²⁵⁶. Si les Highlands et les îles ne fai-

253 McGarvey, N., Mulvey, G., *op.cit.*

254 Ibid.

255 Ibid.

256 BBC NEWS, "In maps: How close was the Scottish referendum vote?", [En ligne: https://www.bbc.com/news/uk-scotland-scotland-politics-29255449#amp_tf=Source%2%A0%3A

saient pas partie des régions écossaises les plus riches en 2014, elles ne faisaient pas non plus partie des plus pauvres. En effet, l' Office for National Statistics révélait en 2014 que ces régions se situaient dans la moyenne basse vis-à-vis du salaire perçu par foyer.²⁵⁷ Ainsi, il est probable que les 16-17 ans ayant voté contre l'indépendance aient majoritairement résidé dans des lieux où la pauvreté était plus rare qu'à Glasgow ou Dundee par exemple.

III.3. La situation économique des électeurs du « non »

La situation économique des électeurs a été un facteur décisif lors du référendum. Si une situation économique difficile a davantage encouragé un vote en faveur de l'indépendance, le contraire a été vrai pour une situation économique satisfaisante. En effet, lorsque la situation économique des électeurs paraissait bonne, aucune raison de voter en faveur de l'indépendance ne s'imposait puisque l'indépendance pourrait mettre en péril cette situation. Cela vaut également pour les 16-17 ans. De fait, la dégradation de l'économie était l'une des principales raisons évoquées par ce groupe d'âge pour justifier leur opposition à l'indépendance, comme le disait Carrah McConnell, participante au programme Generation 2014 : 'Je ne pense pas que l'Écosse soit financièrement prête pour l'indépendance'.²⁵⁸ Si la jeune électrice s'est contenté de dire qu'elle ne pensait pas que l'Écosse était prête, certains de ses camarades se sont montrés plus catégoriques comme Erin Fyfe McWilliam qui était convaincue que l'indépendance serait un « terrible échec économique ».²⁵⁹ Ces deux participantes avaient donc l'intention de voter « non » principalement pour cette raison.

Par ailleurs, le chercheur Jan Eichhorn trouvait en 2013 que, sur 1018 sondés âgés de 14 à 17 ans, 92 % des individus très inquiets et 89 % de ceux plutôt inquiets à propos d'une Écosse indépendante comptaient voter non²⁶⁰. De plus, 51 % de ceux qui ne se sentaient ni confiants ni inquiets à ce sujet avaient l'intention de voter contre l'indépendance. Ainsi, s'il fallait avoir une vision positive de l'indépendance pour voter en sa faveur, une opinion neutre suffisait toutefois à justifier un vote en sa défaveur. De manière évidente, une opinion négative conduisait également à un vote pour le « non ». En outre, si la situation économique importait lors du référendum, elle pouvait également influencer une orientation politique au même titre que les idéologies.

<https://www.ons.gov.uk/economy/regionalaccounts/grossdisposablehouseholdincome/bulletins/regionalgrossdisposablehouseholdincomegdhi/2014#regional-nuts1-gdhi-estimates>, Consulté le: 3 janvier 2022.

257 Office for National Statistics, "Regional gross disposable household income (GDHI): 1997 to 2014", [En ligne: <https://www.ons.gov.uk/economy/regionalaccounts/grossdisposablehouseholdincome/bulletins/regionalgrossdisposablehouseholdincomegdhi/2014#regional-nuts1-gdhi-estimates>], Consulté le: 12 mai 2022.

258 BBC RADIO SCOTLAND, "3 young people share their hopes for the content of the Scottish Government's Independence White Paper", [En ligne: <https://www.bbc.co.uk/programmes/p01mbs6r>], Consulté le: 24 janvier 2022.

259 BBC NEWS, "Scottish Independence: Teenagers' views on referendum", *op.cit.*

260 Eichhorn, Jan, "Newly Enfranchised Voters: Political Attitudes of Under 18-Year Olds in the Context of the Referendum on Scotland's Constitutional Future", *op.cit.*

III.4. Conservatisme et vote contre l'indépendance

L'affiliation politique a été un facteur important dans la prise de décision liée au référendum pour l'ensemble de l'électorat, bien que moindre que la situation économique d'un individu. Cette importance a toutefois été diminuée chez les plus jeunes électeurs puisque 57 % des 1018 sondés âgés de 14 à 17 ans ne se sentaient proches d'aucun parti politique en 2013.²⁶¹ Parmi les 43 % restants, 24 % s'identifiaient au Parti travailliste, 3 % au Parti conservateur et 1 % aux libéraux-démocrates. Au total, 28 % se reconnaissaient dans les trois différents partis qui constituaient *Better Together* contre 14 % pour *Yes Scotland* (12 % pour le SNP et 2 % pour les Verts). Par conséquent, ces chiffres donnaient en théorie l'avantage à *Better Together* en garantissant l'obtention du double de nombre de voix accordées à *Yes Scotland* sur la seule base de l'affiliation politique.

Cependant, si une affiliation politique au SNP assurait à 92 % un vote en faveur de l'indépendance, ce n'était pas nécessairement vrai pour le Parti travailliste et les libéraux-démocrates. En effet, seule une affiliation politique au Parti conservateur déterminait un vote contre l'indépendance et affichait un pourcentage égal à celui du SNP (92%)²⁶². Concernant le Parti travailliste et les libéraux-démocrates, leurs partisans étaient davantage divisés : un tiers d'entre eux a voté à l'opposé de la position de son parti. Ce n'est pas surprenant à propos du Parti travailliste puisqu'il s'inscrit comme le SNP sur la gauche du spectre politique, ce qui signifie que les partisans des deux partis partagent des valeurs et des idéologies communes. Par conséquent, les partisans travaillistes ont pu facilement être séduits par les arguments avancés en faveur de l'indépendance. En ce qui concerne les 57 % restants sans affiliation politique, plusieurs autres facteurs pouvaient motiver un vote contre l'indépendance, telle que l'identité nationale.

III.5. Le vote pour l'Union : préservation de l'identité britannique ?

Si un fort sentiment d'appartenance à la nation écossaise engendrait en partie un vote en faveur de l'indépendance, le contraire était également vrai. En effet, un sentiment d'appartenance à la nation britannique révélait dans une certaine mesure un attachement à l'Union et pouvait largement orienter un vote contre l'indépendance. Comme mentionné dans la partie précédente, Amina Davidson (participante au programme *Generation 2014*) était convaincue que la plupart de ses compatriotes ne s'identifiaient pas à la nation britannique et, comme elle, se revendiquaient seulement écossais²⁶³. Cependant, cette réflexion s'avérait plutôt éloignée

261 Eichhorn, Jan, "Newly Enfranchised Voters: Political Attitudes of Under 18-Year Olds in the Context of the Referendum on Scotland's Constitutional Future", *op.cit.*

262 Pattie, C., Johnston, R., *op.cit.*

263 Voir p.93

de la réalité. En effet, 84 % des jeunes interrogés par Eichhorn en 2013 s'identifiaient aux deux nations écossaise et britannique.²⁶⁴ 39 % d'entre eux se sentaient plus écossais que britanniques tandis que 45 % s'estimaient autant écossais que britanniques. Ces deux proportions dépassaient les pourcentages obtenus par le SSA concernant les majeurs : en 2012, 60 % d'entre eux disaient avoir une identité double et étaient partagés de manière égale entre « Plus écossais que britannique » et « Autant écossais que britannique ». Au total, les 16-17 ans démontraient un attachement plus fort à l'identité britannique que leurs aînés. Cependant, ils étaient très peu à se sentir plus britanniques qu'écossais ou seulement britanniques. En effet, 3 % déclaraient une identité britannique plus forte et seul 1 % se disait seulement britannique.²⁶⁵ Plus le sentiment d'identité britannique était fort, plus un vote contre l'indépendance était probable. Ainsi, s'ils ont voté, les 40 individus qui correspondaient au 4 % ont sûrement voté en faveur de l'Union.

Avec la montée du nationalisme en Écosse et au pays de Galles durant la deuxième moitié du XX^e siècle, certains chercheurs se sont naturellement interrogés sur la survie de l'identité britannique.²⁶⁶ Pourtant, les chiffres dessus démontrent la naissance d'une nouvelle génération moins nationaliste et plus attachée à l'Union que les précédentes. Le témoignage suivant permet de constater la fierté que ces jeunes électeurs pouvaient ressentir à l'égard de leur pays :

Je pense que je vais voter "non" parce que je n'ai juste pas l'impression qu'on puisse survivre financièrement [...] on perdrait une partie de notre identité en tant que citoyens britanniques. On fait partie d'**un pays presque unique dans le monde entier** et on a ces quatre pays distincts qui se rassemblent, **on ne forme qu'un avec la monarchie, le Parlement à Londres** et ce serait vraiment dommage de perdre le **Union Jack**, vous voyez, simplement l'identité d'appartenir à la Grande-Bretagne. (Amy Jo Randalls, Angus)²⁶⁷
(**Mon emphase**)

Les symboles de l'identité britanniques sont ici en caractères gras. L'identité britannique prenait donc racine dans la fierté de vivre dans un pays « unique » au monde. En outre, ce témoignage permet de formuler une hypothèse importante qui s'appuie sur l'utilisation des termes « nous ne formons qu'un avec [...] le Parlement à Londres ». Une majorité en faveur de l'Union chez les 16-17 ans pourrait découler d'un nationalisme naïf en quelque sorte. Le fait que leurs aînés s'identifiaient davantage à l'Écosse pourrait provenir des potentielles frustra-

²⁶⁴ Eichhorn, Jan, "Newly Enfranchised Voters: Political Attitudes of Under 18-Year Olds in the Context of the Referendum on Scotland's Constitutional Future", *op.cit.*

²⁶⁵ Ibid.

²⁶⁶ Bechhofer, F., McCrone, D., "The End of Being British?", *Scottish Affairs*, n°23, 2014, [En ligne: <https://doi.org/10.3366/scot.2014.0030>], Consulté le: 20 janvier 2022.

²⁶⁷ BBC RADIO SCOTLAND, *op.cit.* Citation originale: 'I think I'm gonna be voting no because I just don't feel we can survive financially and [...] we're gonna be losing a bit of our identity as British citizens. It's just being a part of a country that's almost unique in the whole world and we've got these four separate countries that come together and we're all one with the monarchy, with the Parliament in London and it would be such a shame to lose, you know, the Union's Jack, yeah just the identity of being Britain.'

tions et insatisfactions politiques expérimentées à l'égard du gouvernement de Westminster. Quant à eux, les 16-17 ans ne possédaient pas d'expérience politique électorale ou en tout cas aucune à l'échelle britannique. Par conséquent, ils étaient encore plus enclins que leurs aînés à penser que la situation constitutionnelle de l'Écosse ne présentait pas de problème. On peut constater cette satisfaction dans les deux citations suivantes :

[...] Je préfère voter contre l'indépendance car on fait partie du Royaume-Uni et tout va bien à l'heure actuelle.²⁶⁸ (Raabiah Siddique, Glasgow)

Je pense qu'actuellement en Écosse, on a un accès gratuit aux soins médicaux, on n'a pas de frais d'université et on vit dans un pays où il fait bon vivre et où une jeune personne peut s'épanouir, donc je ne vois pas pourquoi on devrait risquer ça en faisant un pari coûteux [...] Pourquoi risquer ce que l'on a déjà?²⁶⁹ (Iona Torbet, Orkney)

III.6. Les détracteurs de l'indépendance : « allergiques au risque »²⁷⁰ ?

Ces témoignages permettent également d'aborder un autre aspect très important du vote « non » : le facteur risque. Ce dernier s'articulait autour de deux éléments : 1) le Royaume-Uni ne présentait pas de problèmes, ou en tout cas pas de problèmes majeurs. 2) l'indépendance représentait une menace. Dans le deuxième témoignage, la jeune électrice mentionne les privilèges ou avantages auxquels les jeunes ainsi que le reste de la population pouvaient prétendre dans une Écosse unioniste : l'accès gratuit aux soins médicaux et l'accès gratuit à l'enseignement supérieur. Un vote « non » permettait de protéger ces avantages car ils n'étaient pas menacés au sein d'un royaume uni – la propagande de *Yes Scotland* prônait cependant le contraire – tandis que rien ne garantissait avec certitude qu'ils soient préservés dans une Écosse indépendante. Par conséquent, l'incertitude était principalement associée au risque. Cet aspect du vote contre l'indépendance reposait donc majoritairement sur la psychologie des individus et *Better Together* a su en tirer profit. La campagne référendaire a souvent souligné l'incertitude et les risques qui entouraient l'indépendance jusqu'à obtenir le surnom d' « alarmistes ». Cette stratégie a en partie été efficace car elle a réussi à susciter la peur chez certains individus, comme cette participante au programme Generation 2014 :

On fait partie d'un royaume uni depuis si longtemps donc pourquoi se séparer maintenant ? Qu'est-ce qui a causé cela ? Et juste le fait que ce soit **si effrayant** de penser que **nous ne savons pas réellement** ce qui se passera si l'Écosse devient indépendante. Évidemment, nous savons ce que les hommes politiques voudraient, ce qu'ils aiment imagi-

268 BBC NEWS, "Scottish Independence: Young voters have their say", *op.cit.* Citation originale: '[...] I would rather, you know, go with like no to independence 'cause we're part of the United Kingdom and we're okay right now.'

269 BBC RADIO 4, "Young Scots' vision for Scotland", *op.cit.* Citation originale: 'I think currently in Scotland we have free healthcare, we've got free university fees and we live in a really good happy country and it's a really strong place to live in as a young person so in my opinion I don't see why we should risk that with an expensive gamble [...] Why risk what we already have ?'

270 Pattie, C., Johnston, R., *op.cit.*

ner d'une Écosse indépendante. Mais **nous ne savons pas vraiment**, même les hommes politiques, comment ce sera. **Personne ne peut prédire l'avenir** et je pense que c'est ce qui **m'effraie** donc je préfère voter contre l'indépendance parce qu'on fait partie du Royaume-Uni et tout va bien à l'heure actuelle.²⁷¹ (Raabiah Siddique, Glasgow) (**Mon emphase**)

Dans ce témoignage, on remarque clairement que l'incertitude provoquait un sentiment de peur et cette peur conduisait à voter contre l'indépendance. Les propos de la jeune électrice permettent aussi de constater que cette peur de l'indépendance contrastait avec le confort offert par le Royaume-Uni. La situation au sein du Royaume-Uni en 2014 était connue et stable donc elle suscitait un sentiment de sécurité. Mains électeurs dont les 16-17 ans se sont opposés à l'indépendance pour s'assurer un avenir stable et « fiable ».²⁷² Cette partie des électeurs est décrite comme « allergique au risque » par C. Pattie et R. Johnston en 2017.²⁷³ L'indépendance était nécessairement perçue négativement par rapport à la situation au sein du Royaume-Uni. Pourtant, le Royaume-Uni comportait également des failles et le fait que les deux témoignages au-dessus semblent totalement les occulter indique un potentiel manque d'informations à ce sujet, ce qui suggère qu'un vote « non » était davantage réactif et réactionnaire plutôt qu'informé.

III.7. Les électeurs du « non » : moins informés ?

Évidemment, ce manque d'informations ne concernait pas forcément tous les électeurs et pouvait également s'appliquer aux électeurs du « oui ». Cependant, un vote en faveur de l'indépendance nécessitait davantage une recherche d'informations qu'un vote contre l'indépendance. De fait, un vote « non » consistait à préserver la situation constitutionnelle déjà en place et donc ne demandait pas nécessairement une recherche d'informations complémentaires. Le sondage mené par Lord Ashcroft au lendemain du référendum révélait que dans le cas des électeurs opposés à l'indépendance, 62 % avaient su dès l'annonce du référendum comment ils comptaient voter le jour J, ce qui confirme dans une certaine mesure l'aspect réactionnaire d'un vote « non ».²⁷⁴ De plus, l'étude menée par Davide Morisi sur les indécis et l'information dans le cadre du référendum démontrait qu'un niveau satisfaisant d'informa-

271 BBC NEWS, "Scottish Independence: Young voters have their say", *op.cit.* Citation originale: 'We've been part of like a united kingdom for so long. So why should we be separate now? What has actually caused this? And just the fact that actually it's such a scary fact to like think we don't actually know what will happen as Scotland does become independent. Obviously we know like what politicians would like to be, like what they would like to imagine Scotland would be like. But we, like even politicians, they don't actually know what it's going to be like. You know nobody can tell the future and I think that's the fact that scares me and I would rather, you know, go with like no to independence 'cause we're part of the United Kingdom and we're okay right now.'

272 THE GUARDIAN, "Scottish referendum: young Scots reflect on independence vote – video", *op.cit.*

273 Pattie, C., Johnston, R., *op.cit.*

274 THE GUARDIAN, "Scottish independence: poll reveals who voted, how and why", 20 septembre 2014 [En ligne: <https://www.theguardian.com/politics/2014/sep/20/scottish-independence-lordashcroft-poll>], Consulté le: 14 mai 2022.

tions augmentait les chances de voter en faveur de l'indépendance.²⁷⁵ Pourtant, Max Yuill, participant au programme Generation 2014, affirmait dans une interview qu'il comptait voter non car, selon lui, il n'existait pas assez d'informations directes sur les raisons pour lesquelles l'indépendance serait mieux pour l'Écosse.²⁷⁶ Son camarade d'interview Jack Aitchison, en faveur de l'indépendance, quant à lui, se plaignait de ne pas pouvoir avoir de discussions avec ses camarades de lycée au sujet du référendum car ils n'étaient pas en mesure de donner des réponses satisfaisantes :

Dès que j'essaye d'avoir une conversation ou d'exprimer mon opinion, ils donnent toujours, genre, pas des réponses stupides mais [...] ils comptent voter non, ils donnent des réponses qui ne me semblent pas assez bonnes. Ils auront juste des opinions stupides sur Alex Salmond et des questions comme ça. [...] Je pense que la plupart d'entre eux... eh bien ils ne semblent pas penser avec leur tête parce qu'ils n'ont pas fait les recherches que j'ai faites, ils n'y ont pas beaucoup pensé, ils pensent juste 'd'autres amis vont voter non donc je vais voter non aussi'.²⁷⁷(Jack, 15)

Selon Jack, les personnes de son âge comptaient voter non car elles manquaient d'informations et imitaient leurs amis. Le point le plus intéressant concerne néanmoins le prétendu manque d'informations. Si ces jeunes étaient en mesure de s'exprimer contre l'indépendance sans avoir fait de recherches au préalable, c'est qu'ils avaient forcément formé leur opinion dans leur rapport aux autres : les parents, les amis ou encore l'école. Eichhorn avait notamment constaté une probabilité très légèrement plus élevée de voter contre l'indépendance si le référendum avait été abordé à l'école.²⁷⁸ De plus, 74,1 % des 16-17 ans dont les parents comptaient voter « non » avaient également l'intention de voter contre l'indépendance tandis que 50,6 % des jeunes électeurs dont les parents allaient voter « oui » comptaient faire de même. 74,1 % était le pourcentage le plus élevé dans cette étude comparative. En outre, seulement 11,5 % des 16-17 dont les parents s'opposaient à l'indépendance comptaient voter en faveur de cette dernière alors que 30 % dont les parents comptaient voter « oui » avaient l'intention de voter non. Par conséquent, il semblerait que l'influence parentale ait été davantage présente chez les 16-17 ans opposés à l'indépendance. Ainsi, il est possible que ceux qui se soient spontanément alignés à l'opinion de leurs parents aient cruellement manqué d'informations. On peut alors distinguer deux catégories dont les proportions sont inconnues chez ces

²⁷⁵ Morisi, Davide, *op.cit.*

²⁷⁶ BBC NEWS, "Scottish independence: Young voters have their say", *op.cit.*

²⁷⁷ Ibid. Citation originale: "Whenever I'm trying to get a discussion or put my views across, they always come back with sorta not silly answers but they always, you know, [...] they're gonna vote no, they will give answers that to me just don't seem to like a good enough answer. They will get just silly views on Alex Salmond and issues like that. [...] I think that most of them just sort of...well they don't seem to think with their head because they've not in a way done the research that I've done, they've not thought about it much, they just think 'other friends are gonna vote no so I'll just vote no as well'."

²⁷⁸ Eichhorn, Jan, "Newly Enfranchised Voters: Political Attitudes of Under 18-Year Olds in the Context of the Referendum on Scotland's Constitutional Future", *op.cit.*

jeunes électeurs opposés à l'indépendance : ceux qui n'étaient pas du tout informés ou ceux qui étaient peu convaincus par les informations en faveur de l'indépendance.

III.8. Voter « non » pour préserver le statut international de l'Écosse

D'autres raisons plus spécifiques ont poussé certains individus âgés de 16-17 ans à s'opposer à l'indépendance, notamment le statut de l'Écosse à l'international. Dans une interview pour *Generation 2014*, Kirsty Hebdon expliquait son choix par son inquiétude au sujet de la place d'une Écosse indépendante dans les relations internationales²⁷⁹. Elle mentionnait en particulier l'OTAN, le siège aux Nations Unies et la « bonne relation » qu'entretenait le Royaume-Uni avec les États-Unis, qui seraient potentiellement perdus si l'indépendance remportait la majorité des suffrages. Quant à elle, Isabelle Bain, également participante au programme, était davantage préoccupée par les relations qu'entreprendrait l'Écosse avec l'Union Européenne²⁸⁰. Par ailleurs, la pérennité de l'Union entre l'Angleterre et l'Écosse faisait également partie des arguments contre l'indépendance : l'Union avait 300 ans et certains ne comprenaient pas pourquoi il faudrait la rompre, comme Raabiah Siddique²⁸¹ et Erin Fyfe McWilliam (*Generation 2014*).

D'autres se sont opposés à l'indépendance car une partie de leur famille vivait ailleurs au Royaume-Uni ou car ils envisageaient une carrière ailleurs sur le territoire britannique. C'est le cas d'Alex Dunham dont le père vivait en Angleterre. Par ailleurs, il comptait obtenir un diplôme d'avocat en Écosse, reconnu partout au Royaume-Uni, et s'inquiétait d'une potentielle perte de cette reconnaissance.²⁸²

Pour conclure, un vote contre l'indépendance était principalement motivé par une volonté de conserver la situation constitutionnelle de l'Écosse avec tous les avantages qui en découlaient à l'échelle domestique aussi bien qu'à l'échelle internationale. Dans le groupe d'âge des 16-17 ans en particulier, cette décision était probablement causée par la peur, la naïveté et un potentiel manque d'informations.

IV. L'abstention chez les 16-17 ans

Le jour du référendum, 109 593 individus âgés de 16 ou 17 ans étaient inscrits sur les listes électorales.²⁸³ Cela correspondait à environ 89 % de tous les 16-17 ans résidant en

279 BBC ONE, "Launch day for Generation 2014", [En ligne: <https://www.bbc.co.uk/programmes/p01hy8yw>], Consulté le: 15 mai 2022.

280 Ibid.

281 Voir p.101

282 THE GUARDIAN, "Teenage first-time voters on the Scottish referendum", [En ligne: <https://www.theguardian.com/politics/2014/sep/18/teenage-first-time-voters-on-the-scottish-referendum>], Consulté le: 17 mai 2022.

283 Electoral Commission, Scottish independence report, *op.cit.*

Écosse.²⁸⁴ Avant même de s'intéresser au taux de participation électorale dans ce groupe d'âge, on constate que 10 ou 11 % d'entre eux ne comptaient pas voter. Le jour J, 75% des 16-17 ans inscrits sur liste électorale ont voté²⁸⁵, ce qui a constitué une grande réussite pour le Parlement écossais et les médias et a encouragé le gouvernement écossais à adopter le droit de vote à 16 ans pour toutes les élections nationales. Cependant, « seuls » 75 % des 109 593 jeunes Écossais inscrits sur liste électorale ont voté²⁸⁶, alors que les inscrits ne correspondaient déjà pas à la totalité des jeunes Écossais. En effet, les inscrits équivalaient à environ 89 % de tous les 16-17 ans à l'échelle nationale.²⁸⁷ Les 75 % qui ont voté correspondaient à environ 82 194 jeunes.²⁸⁸ Si les 109 593 inscrits comptaient pour 89 % des 16-17 ans, alors le nombre total de jeunes âgés de 16-17 ans en Écosse devait tourner autour des 123 138, ce qui signifie qu'autour de 40 944 jeunes n'ont pas voté, équivalant environ à 33,25 %. Ainsi, environ 66,75 % des 16-17 ans ont voté. Ces résultats sont d'autant plus surprenants et intéressants car le taux de participation de ces jeunes électeurs était 9 % plus faible que celui de l'ensemble de l'électorat, qui atteignait les 84 %, un taux bien plus élevé que ceux pour les dernières élections aux parlements britannique et écossais. Cette différence s'explique principalement par la nature singulière et le grand enjeu du référendum. Malgré l'importance de ce vote sur le long-terme, les 16-17 ans se sont de toute évidence moins mobilisés que le reste de l'électorat. Puisqu'il n'existe aucune donnée sur l'abstention dans ce groupe d'âge, il convient donc d'émettre des hypothèses à ce sujet.

Tout d'abord, il est important de s'intéresser aux raisons pour lesquelles les jeunes ne vont pas voter une fois le droit de vote accordé. Dans une étude européenne sur la question, les jeunes interrogés avaient davantage avancé les quatre raisons suivantes pour justifier leur abstention : ils ne désiraient voir aucun parti ou candidat gagner (44 %), ils avaient quelque chose d'important à faire ce jour-là (26 %), ils n'étaient pas intéressés par l'expérience du bureau de vote (25 %) ou ont oublié (16 %).²⁸⁹ Dans le cadre du référendum, la première raison citée au-dessus est quelque peu compromise puisque la victoire de l'indépendance ou de l'Union dans les urnes ne garantissait pas par la suite l'élection d'un gouvernement d'un parti issu de la campagne référendaire gagnante. Cependant, il n'est pas exclu qu'un cynisme politique ait été un facteur d'abstention.

On peut également envisager que les abstentionnistes n'aient pas voté car leur option préférée, 'DevoMax', n'était pas présente sur le bulletin de vote conformément à la volonté

284 Munir, Saba, *op.cit.*

285 Pickard, Sarah, *op.cit.*

286 Electoral Commission, Scottish independence report, *op.cit.*

287 Munir, Saba, *op.cit.*

288 D'après mes propres calculs.

289 Cammaerts, B., Bruter, M., Banaji, S., Harrison, S., Anstead, N., *op.cit.*

du gouvernement britannique. 'DevoMax' était le terme employé pour désigner la décentralisation de pouvoirs supplémentaires, notamment financiers, au Parlement écossais. Quelques jours avant de se rendre au bureau de vote, le gouvernement britannique avait signé une déclaration qui promettait une décentralisation de pouvoirs financiers au Parlement écossais dans le cas d'un vote « non ». Par conséquent, on peut se demander si l'absence d'une troisième option a réellement été un facteur d'abstention. Si c'était le cas, il aurait davantage s'agit d'une méfiance à l'égard de Westminster.

Par ailleurs, la deuxième raison la plus choisie (à 26%) était le fait qu'ils avaient quelque chose de plus important à faire ce jour-là. L'importance accordée au référendum relève de la perception d'un individu et est par conséquent très personnelle. Si certains ont sûrement considéré le référendum comme l'un des événements les plus importants en 2014, d'autres n'ont pas du tout éprouvé d'intérêt et ont exprimé leur intention de ne pas voter dès le départ. En 2013, selon Eichhorn trouvait que 7 % des 1018 jeunes sondés disaient qu'il était très peu probable qu'ils aillent voter et 6 % estimaient plutôt improbable qu'ils votent²⁹⁰. De plus, 17% n'estimaient pas probable qu'ils votent mais ne pensaient pas pour autant qu'ils n'allaient pas voter et 1 % ne s'est pas prononcé. Par conséquent, l'intention de voter chez les 16-17 ans n'a jamais été de 100 % mais semble avoir toujours tourné autour des 70-80 %. On peut alors se demander si l'intention de voter dépendait de l'intérêt politique d'un individu. Dans cette même étude, 9 % n'éprouvaient aucun intérêt pour la politique et 34 % disaient en avoir peu. Si on rassemble ces deux chiffres, on atteint 43 %, ce qui est légèrement au-dessus des 36 % estimés d'abstention. En outre, l'étude menée par Head et al. courant 2014 indiquait que 25 des 516 élèves interrogés éprouvaient de l'ennui vis-à-vis du référendum²⁹¹. Par conséquent, il est fort probable qu'un intérêt faible pour la politique ait résulté en l'abstention, mais ce n'est pas la seule hypothèse viable.

Il se trouve qu'une infime partie de personnes dans ce groupe d'âge n'étaient pas au courant de la décision du gouvernement écossais d'octroyer le droit de vote dès 16 ans pour le référendum. En effet, Head et al. révélaient dans la même étude que 19 élèves sur 516 ne savaient pas s'ils étaient autorisés à prendre part au vote. Une telle désinformation peut être justifiée de deux manières : 1) le référendum n'a pas été abordé dans le foyer familial. 2) le référendum n'a pas été abordé à l'école. Bien qu'ils aient dû représenter un pourcentage faible à l'échelle nationale, cela fait sans doute partie des facteurs d'abstention.

Par ailleurs, un manque d'informations peut également avoir encouragé l'abstention.

En effet, le questionnaire réalisé par Head et al. démontrait qu'un cinquième des élèves son-

²⁹⁰ Eichhorn, Jan, "Newly Enfranchised Voters: Political Attitudes of Under 18-Year Olds in the Context of the Referendum on Scotland's Constitutional Future", *op.cit.*

²⁹¹ Head et al., *op.cit.*

dés ne s'estimaient pas du tout informés sur le référendum. De plus, trois des 516 élèves interrogés se plaignaient d'avoir des difficultés pour comprendre les questions relatives au référendum. Plusieurs participants au programme Generation 2014, dont Ellie Kean et Eloise Watson Reinhardt, avaient notamment souligné la complexité de la politique, du langage politique et des questions relatives à la monnaie et l'économie.²⁹² Pourtant, nombre d'individus dans ce groupe d'âge avait jugé grandement important d'être en mesure de prendre une décision informée. Par conséquent, l'incapacité à trouver des informations ou le sentiment de ne pas être suffisamment informé pourraient avoir résulté en abstention. En 2013, 67,2 % de sondés disaient vouloir davantage d'informations avant de prendre une décision définitive. Ce chiffre montait à 88 % pour les 18,8 % qui se sentaient indécis²⁹³. Ainsi, si certains ont pris leur décision le jour même du référendum, il est possible que certains n'aient pas su quel choix faire et aient décidé de ne pas se rendre au bureau de vote.

D'autre part, certains n'ont pas fait l'effort de s'informer car ils ne comprenaient pas pourquoi les 16-17 ans obtenaient soudainement le droit de vote pour le référendum. Certains n'éprouvaient pas seulement de l'incompréhension mais ils s'opposaient à l'abaissement de la majorité électorale, comme Carrah McConnell (participante au programme Generation 2014). En effet, Carrah justifiait son opposition à la mesure par l'immaturation présente dans son groupe d'âge. Selon elle, les 16-17 ans n'étaient pas capables de prendre une décision sérieuse. Pourtant, elle disait avoir l'intention de voter contre l'indépendance, on peut alors se demander si cette décision était motivée par la volonté de protester contre la mesure du gouvernement SNP. De plus, le sondage réalisé par Head et al. montrait que 36 % des 516 élèves interrogés préféraient que l'âge de majorité électorale demeure à 18 ans.²⁹⁴ Par ailleurs, certains parents étaient également opposés à ce que leurs enfants votent. De fait, l'analyse des réponses à la consultation nationale au sujet du référendum, 'Your Scotland, Your Referendum', avait démontré que 56 % des sondés soutenaient le droit de vote à 16 ans.²⁹⁵ Les réponses individuelles quant à elle montraient qu'une minorité de 48 % ne s'opposait pas à cette mesure. Ainsi, si un ou les deux parents d'un jeune électeur étaient contre le droit de vote à 16 ans, ils pouvaient tout à fait ne pas en informer leur enfant ou l'inciter à ne pas voter. Le père de Jennifer Winter, également participante au programme Generation 2014, confiait dans une interview avec sa fille qu'il était opposé à ce que sa fille vote le jour J mais avait tout de même décidé de la laisser faire son propre choix.²⁹⁶ Rien ne garantit cependant que Jennifer

292 BBC NEWS, "Three Generation 2014 members talk to Gavin Esler" et "Scottish Independence: Young voters have their say", *op.cit.*

293 Eichhorn, Jan, "Results from a survey on 14-17 year old persons living in Scotland on the Scottish independence referendum", *op.cit.*

294 Head et al., *op.cit.*

295 Scottish government, "'Your Scotland, Your Referendum': An Analysis of Consultation Responses", *op.cit.*

296 BBC NEWS, "Motherwell split on identity ahead of independence vote", [En ligne: <https://www.bbc.com/news/uk-wales-26609842>], Consulté le: 6 mai 2022.

ait été autorisée à se rendre au bureau de vote le 18 septembre. Par conséquent, les parents ont pu être à l'origine de l'abstention de deux manières : en s'opposant à ce que leur enfant vote ou en ne votant pas eux-mêmes.

Les parents pouvaient en effet engendrer l'abstention chez leurs enfants. On a pu constater précédemment que les parents étaient en charge de la socialisation politique de leurs enfants et que, dans le cadre du référendum, ils avaient grandement influencé l'intention d'aller voter des 16-17 ans. Cependant, les pourcentages estimant leur degré d'influence n'atteignaient jamais les 80 %. Certains jeunes électeurs n'avaient parlé du référendum ni à la maison ni à l'école, par conséquent, leur socialisation politique était compromise. On peut envisager plusieurs raisons pour lesquelles le référendum n'a pas été abordé dans le foyer familial. Premièrement, la politique est un sujet délicat au quotidien duquel peuvent émerger des désaccords. Deuxièmement, ce silence pouvait être dû à une coïncidence : aucun des deux partis n'a pensé ou a désiré en parler. Troisièmement, et c'est le point le plus intéressant, les parents ne portaient aucun intérêt au référendum et ne comptaient pas aller voter. Leur désaffection ou leur indifférence à l'égard de la politique empêchait le processus de socialisation politique et se transmettait potentiellement à leur enfant. De fait, l'étude européenne sur les nouveaux électeurs révélait que 17 % d'entre eux s'étaient rendus au bureau de vote pour la première fois car leur famille avait proposé de les accompagner et 15 % avaient voté car leur famille leur avait indiqué qu'ils devaient le faire²⁹⁷. Par conséquent, pour un jeune électeur, le foyer familial est un élément mobilisateur. Ainsi, des parents abstentionnistes inculquent en quelque sorte l'abstention à leurs enfants.

La situation des parents était également importante car le taux d'abstention était plus élevé chez les personnes immigrées résidant en Écosse même depuis plusieurs années²⁹⁸. Si l'identité a été un facteur important dans la prise de décision, elle l'a également été dans l'intention d'aller voter. Certains individus nés en-dehors du Royaume-Uni ne se sont pas sentis légitimes à exprimer leur point de vue. Il est important de préciser qu'une différence d'attitudes existait entre les immigrés nés au Royaume-Uni et ceux nés dans un autre pays car les immigrés anglais, irlandais et gallois ont pris part au vote. Par conséquent, l'abstention des parents et le sentiment d'illégitimité se sont probablement répercutés sur les jeunes électeurs.

297 Cammaerts, B., Bruter, M., Banaji, S., Harrison, S., Anstead, N., *op.cit.*

298 McGarvey, N., Mulvey, G., *op.cit.*

V. L'effet référendum : création d'une génération distincte des autres par son engagement politique accru ?

Si le droit de vote à 16 ans a été jugé comme une réussite démocratique dès le lendemain du référendum par le Parlement écossais et les médias et a obtenu le soutien de la population pour son adoption pour toutes les élections nationales, on peut se demander si cette réussite n'était pas due en grande partie à « l'effet référendum ». Cet effet découlait du caractère exceptionnel du référendum par rapport aux autres événements politiques plus traditionnels telles que les élections au Parlement écossais ou à Westminster. De fait, le taux de participation électorale (84%) demeure encore à ce jour le taux de participation le plus élevé en Écosse. Concernant les 16-17 ans, le référendum constituait leur première expérience du droit de vote. Ainsi, il serait plutôt cohérent que le référendum ait eu un effet bien supérieur sur l'engagement politique des jeunes nouveaux électeurs que ce qu'aurait eu une simple élection au Parlement écossais. Il convient donc d'étudier les conséquences du référendum sur l'engagement des jeunes et d'estimer si leur génération différait des autres sur le plan politique. Pour la majorité des 16-17 ans qui ont voté, le référendum a servi d'apprentissage et d'éveil politique.

Premièrement, le référendum a été vécu comme un apprentissage et la plupart des jeunes électeurs ont su tirer des leçons de cette expérience. En effet, le référendum consistait en un apprentissage à la fois formel et informel pour certains : formel car le référendum a été abordé dans la majorité des établissements scolaires et a suscité une réflexion chez les élèves, et informel car les jeunes électeurs étaient également livrés à eux-mêmes et devaient effectuer un travail de recherche afin de s'informer sur les différentes questions relatives au référendum. Ainsi, le référendum a encouragé un développement de la culture générale des 16-17 ans avec des connaissances centrées sur le monde de la politique qui paraissait au départ difficilement accessible pour une grande partie d'entre eux. Outre les connaissances, le référendum a également permis d'acquérir des compétences de raisonnement, d'esprit critique et d'affirmation d'opinion par le biais de toutes les discussions qui ont eu lieu dans le foyer familial ou en-dehors de celui-ci. Dans une étude réalisée trois ans après le référendum, la professeure Maddie Breeze et ses collègues ont interrogé plusieurs jeunes qui avaient voté pour la première fois lors du référendum²⁹⁹. Tous avaient voté en faveur de l'indépendance. Malgré le contenu intéressant de l'étude, il semble toutefois dommage que seuls des jeunes électeurs du « oui » aient été sollicités, car une étude comparative aurait peut-être amené à constater des différences vis-à-vis de l'engagement politique d'un électeur opposé à l'indépendance qui a connu la victoire de son opinion et un électeur en faveur de l'indépendance qui a connu la dé-

²⁹⁹ Breeze, M., Goringe, H., Jamieson, L., Rosie, M., "Educational outcomes of political participation? Young first-time voters 3 years after the Scottish Independence Referendum", *op.cit.*

faite de la sienne. De manière générale, le camp du « non » paraît avoir suscité moins d'intérêt dans la recherche universitaire. Pour revenir sur la potentielle différence existante entre les jeunes électeurs des deux camps, on peut la constater dans la citation suivante :

Bien que nos participants ayant voté pour l'indépendance aient été déçus par le résultat du référendum, ils ont canalisé leur frustration dans des engagements politiques continus, dont certains qui dépassent les institutions électorales.(Breeze et al.)³⁰⁰

Ces propos indiquent que le référendum a également été une expérience émotionnelle pour certains. Ils ont investi de leur personne dans le référendum. D'ailleurs, l'aspect le plus intéressant de cette étude réside dans la canalisation de cette frustration dans divers engagements politiques. L'investissement émotionnel a permis à ces jeunes électeurs de maintenir leur engagement politique et de défendre d'autres causes. Ainsi, on peut se demander si une victoire de l'opinion, en l'occurrence le « non », n'aurait pas eu l'effet inverse, c'est-à-dire une discontinuation de l'engagement, puisque l'insatisfaction pousse généralement davantage à agir que la satisfaction. Si aucune étude ne permet de vérifier une potentielle différence, on peut néanmoins s'appuyer sur certains témoignages recueillis après le référendum.

Dans ce cas-ci, une vidéo réalisée par *The Guardian* quelques jours après le référendum servira de base d'analyse³⁰¹. Sur les onze jeunes électeurs qui apparaissaient dans la vidéo, seulement deux avaient voté contre l'indépendance – deux jeunes femmes. Tous s'accordaient à dire que le droit de vote à 16 ans et le référendum avaient été des opportunités pour faire entendre leur opinion et que la mesure introduite par le gouvernement SNP avait été une bonne chose. Tous s'étaient investis dans le référendum à leur échelle : vote, recherche d'informations, militantisme, etc. Cependant, lorsqu'ils ont été interrogés sur la perception qu'ils avaient de leur avenir, les réponses ont différé entre les deux camps. En effet, les deux jeunes électrices opposées à l'indépendance ont toutes deux évoqué un avenir « sûr » tandis que les électeurs qui ont voté en faveur de l'indépendance ont mentionné un engagement politique accru, comme cette jeune électrice : 'Mon avenir sera davantage militant. [...] Je pense qu'en tant que jeunes nous devons inciter plus de jeunes à se mobiliser.'³⁰² Cette réponse est extrêmement intéressante puisqu'elle faisait écho au prétendu manque d'intérêt politique des jeunes et donc à la crise démocratique qui en résultait. Selon cette personne, la solution à ce problème se trouvait directement au sein du groupe d'âge. Le potentiel écart d'engagement devait servir à mobiliser davantage de jeunes : les plus engagés étaient chargés de susciter l'intérêt chez les moins actifs politiquement. Comme dans le cadre du référendum, la sociali-

300 *Ibid.* Citation originale: 'While our « yes » voting participants were disappointed with the referendum result, they channelled their frustration into ongoing political engagements, including beyond electoral institutions.'

301 THE GUARDIAN, "Scottish referendum: young Scots reflect on independence vote – video", *op.cit.*

302 *Ibid.* Citation originale: 'For my future I feel it has more campaigning [...] I think we need to take on ourselves as young people to get more young people involved.'

sation politique prendrait donc également place dans le cercle d'amis par exemple. Étant donné que l'âge avancé des hommes et femmes politiques fait parfois office de frein à l'intérêt politique, il est probable que les jeunes réussissent davantage à mobiliser des personnes du même âge qu'eux car leurs préoccupations se ressemblent plus.

Par ailleurs, l'étude menée par Breeze et al. révélait qu'en plus du développement de connaissances liées à la politique, la participation au référendum avait également influencé la poursuite d'études ou le projet professionnel de certains. Le référendum avait donc engendré la découverte de nouveaux intérêts. En outre, ce dernier était également responsable de la maturité nouvelle ressentie par les participants de l'étude. En effet, leur participation avait fait naître chez eux le sentiment de grandir. Cela rejoint donc l'idée abordée en toute première partie de ce travail selon laquelle l'obtention du droit de vote à 16 ans fait office de transition vers l'âge adulte.³⁰³ Enfin, le référendum les avait encouragé à chercher un éventail plus large d'opinions politiques.

Sur ce dernier point, la plupart des recherches menées sur le sujet se rejoignent : le référendum a bel et bien accru l'intérêt politique chez les jeunes électeurs. Avant le référendum, Eichhorn avait trouvé que seulement 12,1 % des 16-17 ans sondés portaient un grand intérêt pour la politique, 46,9 % s'y intéressaient dans une certaine mesure et 32,9 % disaient avoir peu d'intérêt pour la politique, tandis que 7,8 % n'en avaient pas du tout.³⁰⁴ Un peu plus d'un an plus tard et post-référendum, une nouvelle étude conduite par McLaverty et al. révélait de nouvelles données quant à l'intérêt politique des jeunes électeurs : sur 250 réponses, 69,6 % s'accordaient à dire que le référendum avait grandement augmenté leur intérêt pour la politique et 20,8 % estimaient que ce dernier l'avait légèrement augmenté³⁰⁵. En tout, 90,4 % reconnaissaient une évolution de leur intérêt. Ce pourcentage signifiait que l'intérêt accru pour la politique bénéficiait à d'autres sujets ou causes et correspondait à la création d'une génération plus informée mais également plus engagée. De fait, Eichhorn communiquait dans une étude comparative réalisée en 2018 que 60 % des jeunes Écossais âgés de 16-17 ans lors du référendum étaient capables de mentionner trois sources d'information différentes contre 43 % des jeunes du même âge issus du reste du Royaume-Uni.³⁰⁶ De plus, 57 % des jeunes Écossais avaient pris part à des activités politiques autres qu'électorales contre 40 % des jeunes provenant du reste du Royaume-Uni. Par conséquent, cette génération référendum ne différait pas seulement des générations écossaises suivantes et précédentes mais se distin-

303 Breeze et al., "Becoming independent: political participation and youth transitions in the Scottish referendum", *op.cit.*

304 Eichhorn, *Results from a survey on 14-17 year old persons living in Scotland on the Scottish independence referendum*, *op.cit.*

305 McLaverty et al., *op.cit.*

306 Eichhorn, Jan, "Votes at 16: New insights from Scotland on enfranchisement", *Parliamentary Affairs*, n°71, [En ligne: <https://doi.org/10.1093/pa/gsx037>], Consulté le: 9 janvier 2022.

guaient également de ses pairs du même âge issus des autres nations. Cette génération était largement plus politisée et engagée et creusait donc un écart non seulement entre les individus d'un même groupe d'âge mais également entre les quatre nations.

Cet écart était aussi perceptible sur d'autres points. En effet, 58 % des jeunes Écossais trouvaient le résultat d'un vote ou le parti élu importants contre 50 % des jeunes du reste du Royaume-Uni. Ces chiffres semblent étonnamment bas, surtout pour les Écossais qui ont participé à un événement politique dont l'enjeu était conséquent sur le long terme. On peut émettre plusieurs hypothèses sur la petitesse de ce chiffre : 1) les sondés partageaient les mêmes idéologies et valeurs que les partis généralement élus et ne connaissaient donc pas la frustration qu'un résultat opposé à leur opinion pouvait occasionner. 2) les sondés n'avaient pas l'impression que tel ou tel résultat ait réellement une influence sur leur vie. Toutefois, le chiffre trouvé est légèrement plus élevé en Écosse et cette différence peut potentiellement s'expliquer par l'écart idéologique entre l'Écosse et le reste du Royaume-Uni. En effet, la population écossaise a tendance à davantage voter pour des partis de gauche que les autres nations britanniques. Cependant, cette hypothèse n'est pas satisfaisante car les jeunes ont tendance à davantage voter à gauche. On peut alors se demander si cette deuxième tendance est véridique au Royaume-Uni ou s'il existe un décalage entre les idéologies politiques des nations britanniques dès un jeune âge. En tout cas, il est difficile d'apporter une explication à ce pourcentage, qui pourrait également être le signe d'un manque d'intérêt.

De plus, les pourcentages suivants sont également surprenants : seuls 47 % des jeunes Écossais trouvaient la manière dont le Royaume-Uni était gouverné importante contre 40 % des autres jeunes Britanniques. On peut alors facilement penser que parmi les 47 % se trouvaient majoritairement de jeunes électeurs ayant voté en faveur de l'indépendance. Il est fort probable que les jeunes Écossais se soient sentis moins concernés par le gouvernement de Westminster car l'Écosse dispose de son propre parlement et donc potentiellement des pouvoirs les plus influents sur la vie en Écosse. Un autre pourcentage abordé plus loin pourrait d'ailleurs confirmer cette hypothèse. Concernant les jeunes Britanniques (hors Écossais), on peut évoquer les assemblées présentes au pays de Galles et en Irlande du Nord, bien qu'elles soient moins puissantes que le Parlement d'Holyrood. Ou alors, parce que ces jeunes n'avaient pas encore obtenu le droit de vote, leur intérêt pour la politique était moindre et ils ne se sentaient pas vraiment concernés par les décisions prises à Westminster. Ce possible désintérêt était notable lorsqu'il a été demandé aux sondés s'ils souhaitaient voir le droit de vote à 16 ans accordé pour toutes les élections : 66 % des jeunes Écossais se montraient favorables à cette mesure contre une petite majorité de 52 % pour le reste du Royaume-Uni. En effet, l'expérience positive du référendum vécue par les 16-17 ans écossais les incitaient davan-

tage à soutenir le droit de vote à 16 ans à l'échelle britannique. Tandis que les autres, qui n'avaient pas encore participé à un événement politique telle qu'une élection, étaient moins susceptibles de souhaiter le droit de vote à 16 ans car ils n'en ressentaient pas forcément le besoin. Dans le cas des Écossais, il faut également noter qu'à la suite du référendum, les élections suivantes étaient britanniques et ne les incluait donc pas, ainsi la frustration ressentie par ceux qui n'ont pas pu voter en 2015 explique en partie ce résultat.

Cependant, il existait un point sur lequel l'écart entre les jeunes n'avait pas été creusé : la compréhension de la politique. En effet, 57 % des jeunes Écossais estimaient la politique compliquée à comprendre, malgré leur expérience et leur apprentissage par le biais du référendum, contre 60 % des autres Britanniques. Par conséquent, bien que le référendum ait permis le développement de connaissances liées à la politique, les jeunes Écossais ne se sentaient pas forcément plus confiant quant à leur compréhension de celle-ci.

Malgré une compréhension difficile, les jeunes Écossais désiraient tout de même prendre part aux prochaines élections en votant. 67 % des jeunes interrogés comptaient voter lors des élections suivantes, sans toutefois que leur nature soit spécifiée, tandis que 39 % des autres Britanniques pensaient se rendre au bureau de vote. C'étaient les pourcentages entre lesquels l'écart était le plus grand. De fait, cette différence s'explique aisément par la théorie sur la formation des habitudes électorales de Dinas.³⁰⁷ La participation d'un jeune électeur à la première élection à laquelle il est autorisé à prendre part assure la formation d'une habitude électorale, et, plus cette opportunité arrive tôt, plus l'habitude qui en découle est résistante. L'étude menée par McLaverty et ses collègues confirmait cette théorie en montrant que la grande majorité des jeunes Écossais comptait prendre part aux prochaines élections, quelles qu'elles soient.³⁰⁸ En effet, 77,8 % des sondés auraient l'âge de participer aux élections écossaises de 2016 et comptaient y voter et 18,8 % n'auraient pas l'âge mais auraient voté s'ils avaient pu. De plus, 28,5 % des sondés auraient l'âge de voter aux élections britanniques de 2015 et comptaient participer et 67,4 % n'auraient pas l'âge mais auraient voté si ç'avait été le cas. Tandis que les pourcentages des sondés qui auraient l'âge et ne comptaient tout de même pas voter ne dépassaient pas les 5 % pour les deux élections : 4,2 % pour les élections britanniques et 3,5 % pour les élections écossaises. Concernant les sondés qui n'auraient pas l'âge pour les deux élections, aucun n'a exprimé son intention d'abstention. Il est difficile d'estimer si les jeunes nouveaux électeurs ont conservé l'habitude de voter au-delà de 2016 car les statistiques communiquées après chaque élection n'indiquaient pas le taux de participation par groupe d'âge, sinon il aurait été intéressant d'étudier la constance de l'engagement de ces jeunes électeurs en s'appuyant sur le taux de participation du groupe d'âge 18-24 ans.

³⁰⁷ Dinas, Elias, *op.cit.*

³⁰⁸ McLaverty et al., *op.cit.*

Néanmoins, la pérennité de l'effet référendum était reconnue par la majorité des jeunes Écossais sondés par Eichhorn : 31 % étaient largement convaincus par l'effet référendum et 43 % le reconnaissaient³⁰⁹. Au total, 74 % des sondés étaient convaincus de son existence. Et, en effet, les différents résultats abordés plus haut soutiennent l'idée selon laquelle une génération distincte par son engagement politique semble avoir été créée par le référendum. Cependant, pour en être sûr, il faudrait étudier les conséquences du référendum sur le long-terme.

Enfin, dans le cadre du référendum, plusieurs étiquettes telles que 'Generation Yes' ou 'Generation Independence' ont été employées par les représentants de *Yes Scotland*. Si les sondages contradictoires sur les résultats du référendum dans le groupe d'âge des 16-17 ans ne nous permettent pas d'estimer si une génération majoritairement en faveur de l'indépendance existait, on peut toutefois s'appuyer sur les sondages qui ont été réalisés dans les années suivantes. En effet, la question de l'indépendance était et est toujours présente dans la politique écossaise et le référendum a marqué l'ensemble de la population. Depuis le référendum, des sondages sont effectués régulièrement afin d'évaluer le progrès de la cause indépendantiste. Ainsi, en 2016, un sondage en ligne produit par ScotPulse révélait que 59 % des Écossais étaient désormais favorables à l'indépendance, dont 73 % étaient âgés de moins de 25 ans³¹⁰. Ce pourcentage était le plus élevé dans les différents groupe d'âge. Étant donné que les résultats du référendum pour le groupe d'âge des 20-24 ans oscillait entre environ 45 et 52 %, il semble indéniable que le soutien à la cause indépendantiste ait augmenté chez les moins de 25 ans en général mais également chez les 18-19 ans qui avaient 16-17 ans lors du référendum. Cependant, il est important de préciser que ce sondage a été réalisé le lendemain du référendum sur le Brexit, le 24 juin 2016 donc, et que la majorité obtenue en faveur de l'indépendance était principalement due à l'indignation de la population écossaise qui souhaitait rester dans l'Union Européenne. Puisque les plus jeunes étaient davantage pro-européens que leurs aînés, il paraît cohérent que leur pourcentage ait largement dépassé le pourcentage général. Plus récemment, YouGov publiait un nouveau sondage en août 2020³¹¹. Cette fois-ci, 53 % de la population disait soutenir l'indépendance³¹². Chez les moins de 25 ans, le soutien pour la cause indépendantiste montait à 79 %. En 2020, les jeunes électeurs de 2014 avaient 22 ou 23 ans. Puisque entre 2016 et 2020, le pourcentage a augmenté de 6 %, on peut en effet

309 Eichhorn, Jan, "Votes at 16: New insights from Scotland on enfranchisement", *op.cit.*

310 THE SCOTSMAN, "Poll puts support for Scottish independence at 59%", 25 août 2016 [En ligne: <https://www.scotsman.com/news/politics/poll-puts-support-scottish-independence-59-1473509>], Consulté le: 17 mai 2022.

311 YES, "Fresh poll shows majority support for Scottish independence: key takeaways", [En ligne: <https://www.yes.scot/fresh-poll-shows-majority-support-for-scottish-independence-key-takeaways/>], Consulté le: 17 mai 2022.

312 Cette deuxième vague de soutien en faveur de l'indépendance avait été attribuée à la bonne gestion de la première vague de Covid-19 par le gouvernement écossais.

affirmer que les 16-17 ans de 2014 font bel et bien partie d'une 'Generation independence'. Néanmoins, l'augmentation de ce pourcentage laisse également penser que les générations qui ont suivi la 'Generation 2014' sont davantage en faveur de l'indépendance.

Pour conclure, il existe certainement une 'Generation 2014' distincte par son engagement politique accru suite au référendum. Cependant, la pérennité des effets du référendum sur cette génération demeure en suspens. Par ailleurs, il est fort probable que les membres de cette génération aient fait partie des premiers à rejoindre la 'Generation independence ».

Conclusion

Ce travail avait pour objectif de comprendre en quoi l'adoption du droit de vote à 16 ans pour le référendum avait contribué à l'éveil politique de milliers de jeunes Écossais.

Dans un premier temps, il convenait d'établir pourquoi le droit de vote à 16 ans avait été souhaité pour le référendum et dans quel contexte il s'inscrivait. Le droit de vote à 16 ans faisait partie intégrante de plusieurs programmes politiques au Parlement écossais, dont ceux du SNP et des Verts. Ce dernier était considéré comme une nécessité démocratique et une potentielle solution à la désaffection politique croissante chez les jeunes électeurs. L'obtention d'un taux de participation au référendum de 75 % dans ce groupe d'âge a convaincu les plus sceptiques et a conduit à l'adoption du droit de vote à 16 ans pour toutes les élections écossaises en 2015. Les nouveaux électeurs s'étaient donc grandement mobilisés. Nombre d'entre eux avaient expérimenté le droit de vote avec enthousiasme et l'avaient associé à une responsabilité : pour la plupart, ils estimaient juste que les 16-17 ans puissent exprimer leur opinion. Sur le long-terme, le droit de vote à 16 ans semble avoir un effet positif sur l'engagement politique des plus jeunes. Cependant, le référendum demeure à ce jour l'évènement politique écossais avec le plus haut taux de participation électorale, tous âges confondus. Cela souligne son caractère exceptionnel.

Dans un deuxième temps, les sources d'influence ont été étudiées. Les recherches révélaient que chaque source d'influence avait eu un rôle important dans la préparation des 16-17 ans au droit de vote, qu'il s'agisse d'encourager la participation électorale, d'informer ou de permettre la formation d'une opinion. Dans les mois précédant le référendum, la socialisation politique des jeunes avaient majoritairement incombé à l'école et au foyer familial. Une bonne partie des établissements scolaires avaient permis aux élèves de participer à des débats, voire à un référendum blanc. Ces activités en cours offraient aux jeunes électeurs l'opportunité de développer leur esprit critique, de s'informer et d'affirmer leur opinion. La plupart des élèves qui avaient abordé le référendum au lycée se sentaient davantage informés pour voter. Par ailleurs, les parents avaient également exercé une grande influence sur l'intention de voter des 16-17 ans, mais semblaient avoir moins d'influence sur le processus décisionnel de leur enfant. Toutefois, les parents qui comptaient voter « non » avaient exercé plus d'influence sur la décision de leur enfant que ceux qui soutenaient l'indépendance. D'autre part, les réseaux sociaux ont été la première source d'informations des jeunes électeurs. Ils leur permettaient

également de prendre contact avec des militants ou hommes politiques. Les 16-17 ans ont davantage été spectateurs qu'acteurs en ligne : peu d'entre eux ont posté du contenu politique. Puisque *Yes Scotland* a été considérée victorieuse de la campagne en ligne, il aurait été intéressant d'étudier le contenu des posts et de déterminer si la campagne a eu une plus grande influence que sa rivale sur les jeunes électeurs. En effet, si les 16-17 ans avaient davantage recours aux réseaux sociaux qu'aux autres sources d'information, il est probable qu'ils aient été plus exposés à un contenu en faveur de la cause indépendantiste, ce qui pourrait justifier un résultat majoritairement pour l'indépendance dans ce groupe d'âge. Enfin, le référendum a vu naître un journalisme orienté vers les jeunes électeurs par le biais du programme *Generation 2014* de la BBC. Si le programme comportait quelques défauts, il n'en demeurerait pas moins la source la plus complète sur la première expérience électorale des 16-17 ans.

Dans un troisième temps, le travail était centré sur les préoccupations et les choix de ce groupe d'âge. La démographie des jeunes électeurs était variée mais se regroupait autour d'idées centrales dans les camps « oui » et « non ». En introduction de ce travail, une citation extraite d'un ouvrage d'Edwige Camp-Pietrain avait été utilisée comme postulat, un postulat selon lequel les jeunes, plus aventureux, soutenaient davantage la cause indépendantiste que leurs aînés. Si un clivage générationnel semblait bien exister, il est cependant incorrect de parler d'un trait aventureux : les jeunes électeurs en faveur de l'indépendance n'étaient pas en quête d'aventure mais en quête de changement. Ce genre de postulat a également encouragé l'émergence d'étiquettes telle que 'Generation indépendance'. Néanmoins, la contradiction des sondages réalisés au lendemain du référendum ne permet pas d'affirmer l'existence d'une telle génération en 2014. Post-référendum, on constate que cette génération d'électeurs a bénéficié de « l'effet référendum » : elle était davantage engagée et intéressée par la politique qu'avant le référendum. Le référendum a donc contribué à l'éveil politique de milliers de jeunes et a creusé un écart en terme d'engagement entre les abstentionnistes Écossais, potentiellement inactifs politiquement, et ceux qui ont voté. Cet écart a également été constaté à l'échelle britannique : les jeunes Écossais étaient plus actifs politiquement que leurs pairs. Par conséquent, on peut affirmer l'existence d'une 'Generation 2014' au lendemain du référendum mais de nouvelles recherches sont nécessaires afin d'estimer la pérennité de celle-ci et de « l'effet référendum ».

Les réponses apportées dans le cadre de ce travail demeurent toutefois limitées. Il est probable qu'elles manquent de représentativité car elles n'ont pas pu être vérifiées à l'aide

d'un sondage effectué auprès d'un panel important d'individus âgés de 16-17 ans lors du référendum. Ces recherches s'inscrivent dans la continuité de ce qui a été produit jusqu'à présent et nécessitent d'être complétées par des études ultérieures sur plusieurs sujets.

Outre la pérennité de « l'effet référendum », il serait pertinent d'investiguer de manière plus approfondie l'utilisation des réseaux sociaux par les 16-17 ans : avec quel type de contenus ont-ils interagi ? Ont-ils eu recours à la rhétorique d'une des campagnes référendaires ? Ont-ils été davantage exposés au contenu d'une des campagnes ? Comment évaluent-ils l'influence des réseaux sociaux sur leur processus décisionnel ? Etc.

Par ailleurs, il convient également de conduire des recherches sur le militantisme des jeunes électeurs. En effet, au cours des recherches dans le cadre de ce travail, il a été constaté, dans diverses études, que plusieurs jeunes avaient indiqué avoir participé activement à une campagne référendaire, majoritairement dans le camp du « oui ». Il serait donc intéressant d'estimer le nombre de militants parmi les jeunes électeurs, de déterminer dans quelle campagne ils ont pris part, les activités auxquelles ils ont participé et l'expérience qu'ils ont eue du militantisme.

Enfin, des études comparatives sont nécessaires concernant l'engagement politique post-référendum. En effet, jusqu'à présent les chercheurs se sont davantage concentrés sur les électeurs du « oui » et ont omis les électeurs du « non ». Dans le cas des 16-17 ans, il serait pertinent d'estimer si un écart d'engagement a vu le jour entre les électeurs du « oui » et ceux du « non » au lendemain du référendum. En effet, les sentiments de déception et de frustration éprouvés par les défenseurs de l'indépendance auraient pu engendrer un accroissement de l'intérêt et de l'engagement politiques chez les électeurs du « oui », tandis que les électeurs du « non », satisfaits par le résultat, auraient pu voir leur intérêt et leur engagement diminuer. De manière générale, il serait intéressant de conduire des recherches sur les électeurs du « non » et sur le potentiel aspect réactionnaire de leur vote.

Bibliographie/Sitographie

Sources primaires :

BBC Scotland, *The Big, Big Debate*, 11 septembre 2014.

BBC Scotland, “Scottish Independence Debate”, 25 août 2014, [En ligne: <https://www.youtube.com/watch?v=U5CXe3EclR4>], Consulté le 10 janvier 2022.

British Youth Council, *Lowering the voting age to 16*, 2014.

CNRTL, “Majorité”, [En ligne: <https://www.cnrtl.fr/definition/majorit%C3%A9>], Consulté le 7 février 2022.

CNRTL, “Maturité”, [En ligne: <https://www.cnrtl.fr/definition/maturit%C3%A9>], Consulté le 7 février 2022.

Curriculum For Excellence : Political Literacy, CfE Briefing-14, août 2013.

Curtice, John, “Independence Referendum: A question of identity, economics or equality?”, *British Social Attitudes*, NatCen Social Research, 2014.

Eichhorn, J., Patterson, L., MacInnes, J., Rosie, M., *Results from a survey on 14-17 year old persons living in Scotland on the Scottish Independence referendum*, Economic and Social Research Council, Applied Quantitative Methods Network, 2013 et 2014.

National Records of Scotland, *Electoral Statistics for Scotland*, 2016-2020.

OMS, “Santé mentale des adolescents”, [En ligne: <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/adolescent-mental-health>], Consulté le 7 février 2022.

Our Generation (youtube channel), [En ligne: <https://www.youtube.com/user/genyes2014>], Consulté le 29 mars 2022.

The Electoral Commission, *Age of electoral majority*, avril 2004.

The Electoral Commission, *Political engagement among young people: an update*, juin 2004.

The Electoral Commission, *Scottish Independence Referendum : Report on the referendum held on 18 September 2014*, décembre 2014.

The Scottish Government, “‘Your Scotland, Your Referendum’: An Analysis of Consultation Responses”, [En ligne : <https://www.gov.scot/publications/scotland-referendum-analysis-consultation-responses/>], Consulté le 30 janvier 2022..

The Scottish Government, *Scotland’s Future : Your Guide to an Independent Scotland*, novembre 2013.

The Scottish Parliament, *Scottish Independence Referendum (Franchise) Bill*, 2013.

TheyWorkForYou, ‘Scottish Independence Referendum (Franchise) Bill’, [En ligne : <https://www.theyworkforyou.com/sp/?id=2013-06-27.21.0>], Consulté le 16 janvier 2022.

TheyWorkForYou, ‘Scottish Parliament : Independence Referendum’, [En ligne : <https://www.theyworkforyou.com/sp/?id=2013-03-21.16.0>], Consulté le 16 janvier 2022..

TheyWorkForYou, ‘Scottish Parliament : Independence White Paper’, [En ligne :<https://www.theyworkforyou.com/sp/?id=2013-11-26.4.0>], Consulté le 16 janvier 2022.

White, Isobel, *Power to the People: the report of Power, an Independent Inquiry into Britain’s Democracy*, 2008.

YES, “Fresh poll shows majority support for Scottish independence: key takeaways”, 12 août 2021 [En ligne: <https://www.yes.scot/fresh-poll-shows-majority-support-for-scottish-independence-key-takeaways/>], Consulté le: 17 mai 2022.

Sources secondaires :

Ouvrages :

Bruns, A., Enli, G., Skogerbø, E., Olof Larsson, A., Christensen, C., *The Routledge Companion to Social Media and Politics*, Routledge, 2016.

Cammaerts, B., Bruter, M., Banaji, S., Harrison, S., Anstead, N., *Youth Participation in Democratic Life*, Palgrave Macmillan, 2016.

Camp-Pietrain, Edwige, *L’Écosse et la tentation de l’indépendance : le référendum d’autodétermination de 2014*, Presses universitaires du Septentrion, 2014.

Duclos, Nathalie, *L’Écosse en quête d’indépendance ? Le référendum de 2014*, Presses Universitaires Paris-Sorbonne, 2014.

Keating, Michael, *The Oxford Handbook of Scottish Politics*, Oxford University Press, 2020.

McGarvey, N., Mulvey, G., “Identities and politics in the 2014 Scottish Independence Referendum : the Polish and the Pakistani experience” In *Pro-Independence Movements and Immigration : Discourse, Policy and Practice*, p.134-62, 2016.

Mycock, A., Loughran, T., Tonge, J., “Understanding the Policy Drivers and Effects of Voting Age Reform” In *Palgrave Studies in Young People and Politics*, p.43-63, 2019.

Patrick, David, *Front-Page Scotland : Newspapers and the Scottish Independence Referendum*, Routledge Focus, 2022.

Pickard, Sarah, *Politics, Protest and Young People : Political Participation and Dissent in 21st Century Britain*, Palgrave Macmillan, Londres, 2019.

Articles universitaires :

Bechhofer, Frank, McCrone, David, “The End of Being British ?”, *Scottish Affairs*, n°23, [En ligne: <https://doi.org/10.3366/scot.2014.0030>], Consulté le: 20 janvier 2022.

Berry, Craig, “Young People and the Ageing Electorate: Breaking the Unwritten Rule of Representative Democracy”, *Parliamentary Affairs*, n°67, [En ligne: <https://doi.org/10.1093/pa/gss056>], Consulté le 7 mars 2022.

Bond, R., Rosie, M., “Being and becoming Scottish”, *Scottish Affairs*, n°55, 2006, [En ligne: <https://doi.org/10.3366/scot.2006.0017>], Consulté le: 20 janvier 2022.

Botterhill, K., Hopkins, P., Sanghera, G., Arshad, R., “Securing Disunion : Young People’s Nationalism, Identities and (In)securities in the Campaign for an independent Scotland”,

- Elsevier journal*, 2016, [En ligne :<https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2016.09.002>], Consulté le 3 février 2022.
- Breeze, M., Gorringer, H., Jamieson, L., Rosie, M., “‘Everybody’s Scottish at the end of the day’ : Nationalism and Social Justice Amongst Young Yes Voters”, *Scottish Affairs*, Edinburgh University Press, n°4, 2015, [En ligne: <https://doi.org/10.3366/scot.2015.0094>], Consulté le: 27 janvier 2022.
- Breeze, M., Gorringer, H., Jamieson, L., Rosie, M., “Becoming independent : political participation and youth transitions in the Scottish referendum”, *The British Journal of Sociology*, n°68, 2017, [En ligne: <https://doi.org/10.1111/1468-4446.12288>], Consulté le 27 janvier 2022.
- Breeze, M., Gorringer, H., Jamieson, L., Rosie, M., “Educational outcomes of political participation ? Young first-time voters 3 years after the Scottish Independence Referendum”, *Journal of Youth Studies*, 2021, [En ligne:<https://www.tandfonline-com.sid2nomade-2.grenet.fr/doi/full/10.1080/13676261.2021.1980517>] Consulté le 30 janvier 2022..
- Brie, Evelyne, Dufresne, Yannick, “Tones from a Narrowing Race : Polling and Online Political Communication during the 2014 Scottish Referendum Campaign”, *British Journal of Political Science*, n°50, 2018, [En ligne : <https://doi.org/10.1017/S0007123417000606>], Consulté le 30 janvier 2022.
- Crowther, Jim, “Making Politics educational : the Experience of the Scottish Referendum on Independence”, *Social and Education History*, n°4, 2015, [En ligne :<https://www.redalyc.org/pdf/3170/317041422003.pdf>], Consulté le 12 février 2022.
- Curtice, John, “It all depends on your perspective : Economic Perceptions and the Demography of Voting in the Scottish Independence Referendum”, *Fraser of Allander Economic Commentary*, n°38, 2014, [En ligne : <https://strathprints.strath.ac.uk/50290/>], Consulté le 21 janvier 2022.
- Curtice, John, “The Polls in the Independence Referendum : Much Disagreement, Little Light”, *Scottish Affairs*, n° 23, 2014, [En ligne :<https://www.eupublishing.com/doi/abs/10.3366/scot.2014.0028>], Consulté le 24 novembre 2022.
- Curtice, John, *Did Yes Win the Referendum Campaign?*, ScotCen Social Research & University of Strathclyde, 2015, [En ligne : https://www.research.aqmen.ac.uk/wp-content/uploads/sites/27/2017/07/PostGE2015Scotland_Referendum-Impact.pdf], Consulté le 3 avril 2022.
- Dahlhouse, Marie, Frideres, James S., ‘Intergenerational congruency : The role of the family in political attitudes of youth’, *Journal of Family Issues*, n°17, 1996, [En ligne :<https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1177%2F019251396017002005>], Consulté le 20 avril 2022.
- Dekavalla, Marina, “Framing referendum campaigns : the 2014 Scottish Independence referendum in the press”, *SAGE journals*, 2016, [En ligne : <https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1177%2F0163443715620929>], Consulté le 5 janvier 2022.
- Democratic Audit UK, *Should the UK lower the voting age to 16?*, juillet 2014.
- Dinas, Elias, “The Formation of Voting Habits”, *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, n°22, 2012, [En

- ligne :<https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1080/17457289.2012.718280>], Consulté le 27 janvier 2022.
- Dove, Linda A., ‘Should we teach politics in schools ?’, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, n°4, 1975, [En ligne :<https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1080/1369183X.1975.9975360>], Consulté le 20 avril 2022.
- Eichhorn, Jan, *Teaching materials on attitudes towards independence referendum launched*, Centre on Constitutional Change, [En ligne : <https://centreonconstitutionalchange.ac.uk/opinions/teaching-materials-attitudes-towards-independence-referendum-launched>], Consulté le 11 février 2022..
- Eichhorn, J., Heyer, A., Huebner, C., *Who influences the formation of political attitudes and decisions in young people ? Evidence from the referendum on Scottish independence*, d|part -Think Tank for Political Participation, 2014, [En ligne :<https://dpart.org/wp-content/uploads/2019/08/Scottish-referendum.pdf>], Consulté le : 3 février 2022.
- Eichhorn, Jan, “Who are Scotland’s undecideds on independence?”, *The Conversation*, 2014, [En ligne :https://www.pure.ed.ac.uk/ws/files/17860270/Hard_evidence_who_are_Scotland_s_undecideds_on_independence_.pdf], Consulté le 5 mars 2022.
- Eichhorn, Jan, *How lowering the voting age to 16 can be an opportunity to improve youth political engagement*, d|part Think Tank for political participation, 12 octobre 2014.
- Eichhorn, Jan, “Newly Enfranchised Voters : Political Attitudes of Under 18-Year Olds in the Context of the Referendum on Scotland’s Constitutional Future”, *Scottish Affairs*, n°23, 2014, [En ligne: <https://doi.org/10.3366/scot.2014.0033>], Consulté le: 19 novembre 2021.
- Eichhorn, Jan, “Votes At 16 : New Insights from Scotland on Enfranchisement”, *Parliamentary Affairs*, n°71, 2018, [En ligne: <https://doi.org/10.1093/pa/gsx037>], Consulté le: 9 janvier 2022.
- Eichhorn, Jan, “Mobilisation through early activation and school engagement – the story from Scotland”, *Journal of Youth Studies*, n°21, 2018.
- Eichhorn, J., Bergh, J., “Lowering the Voting Age to 16 in Practice: Processes and Outcomes Compared”, *Parliamentary Affairs*, n°74, 2021, [En ligne: https://doi.org/10.1007/978-3-030-32541-1_3], Consulté le 1 février 2022.
- Grant, P.R., Bennett, M., Abrams, D., “Using the SIRDE model of social change to examine the vote of Scottish teenagers in the 2014 independence referendum”, *British Journal of Social Psychology*, n°56, 2017, [En ligne : <https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1111/bjso.12186>], Consulté le 8 janvier 2022.
- Head, G., Hill, M., Lockyer, A., MacDonald, C., *Schools, Political Literacy and the 2014 Scottish Independence Referendum*, *Stevenson Trust for Citizenship*, University of Glasgow, 2015, [En ligne : https://www.gla.ac.uk/media/Media_404843_smxx.pdf], Consulté le 13 janvier 2022.
- Hearn, Jonathan, “Nationalism and normality : a comment on the Scottish Independence Referendum”, *Dialectical anthropology*, n°38, 2014, [En ligne :<https://link-springer-com.sid2nomade-2.grenet.fr/article/10.1007/s10624-014-9363-0>], Consulté le 14 avril 2022.

- Hepburn, Eve, “New Scots and Migration in the Scottish Independence Referendum”, *Scottish Affairs*, n° 24, 2015, [En ligne : <https://www.eupublishing.com/doi/abs/10.3366/scot.2015.0093>], Consulté le 17 avril 2022.
- Hill, M., Lockyer, A., Head, G., MacDonald, C.A., “Voting at 16 – Lessons for the Future from the Scottish Referendum”, *Scottish Affairs*, n°26, 2017, [En ligne : <https://www.eupublishing.com/doi/abs/10.3366/scot.2017.0163>], Consulté le 27 novembre 2022.
- Huebner, Christine, “How Young People in Scotland Experience the Right to Vote at 16: Evidence on ‘Votes-at-16’ in Scotland from Qualitative Work with Young People”, *Parliamentary Affairs*, n°74, 2021, [En ligne: <https://doi.org/10.1093/pa/gsab017>], Consulté le 25 janvier 2022.
- Huber, Jakob, ‘Defying democratic despair : A Kantian account of hope in politics’, *European Journal of Political Theory*, 2019, [En ligne : <https://doi.org/10.1177/1474885119847308>], Consulté le 31 mars 2022.
- Icenogle et al., “Adolescents’ cognitive capacity reaches adult levels prior to their psychological maturity: Evidence for a ‘maturity gap’ in a multinational, cross-sectional sample”, *Law and human behavior*, n°43, 2019, [En ligne:https://scholar-google-com.sid2nomade-2.grenet.fr/scholar?hl=fr&as_sdt=0%2C5&q=icnogle+maturity&oq=icnogle+maturit#d=gs_qabs&t=1654168758826&u=%23p%3DyQV7E30ajaIJ], Consulté le 6 mars 2022.
- Keating, A., Janmaat, J.G., “Education Through Citizenship at School: Do School Activities Have a Lasting Impact on Youth Political Engagement?”, *Parliamentary Affairs*, n°69, 2015, [En ligne :<https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1093/pa/gsv017>], Consulté le 9 mars 2022.
- Kisby, B., Sloam, J., “Citizenship, Democracy and Education in the UK: Towards a Common Framework for Citizenship Lessons in the Four Home Nations”, *Parliamentary Affairs*, n°65, 2012, [En ligne : <https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1093/pa/gsr047>], Consulté le 7 mars 2022.
- Lachlan, Kenneth A., Levy, David R., “BIRGing, CORFing, and Twitter Activity Following a Political Referendum : Examining Social Media Activity Concerning the 2014 Scottish Independence Vote”, *Communication Research Reports*, n°33, Issue 3, 2016 [En ligne :<https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1080/08824096.2016.1186625>], Consulté le 4 janvier 2022.
- Law, A., “Mediating the Scottish independence debate”, *Media Education Journal*, n°56, 2015, [En ligne :<https://rke.abertay.ac.uk/en/publications/mediating-the-scottish-independence-debate>], Consulté le 15 mars 2022.
- Leith, M.S., “Scottish National Party Representations of Scottishness and Scotland”, *Politics*, University of the West of Scotland, n°28, 2008, [En ligne :<https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1111%2Fj.1467-9256.2008.00315.x>], Consulté le 28 mars 2022.
- Lynch, Peter, “Bottom-up versus Top-down Campaigning at the Scottish Independence Referendum 2014”, *Revue Française de Civilisation Britannique*, XX-2, 2015, [En ligne : <https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.4000/rfcb.405>], Consulté le 14 janvier 2022.

- Maitles, Henry, *Political Education in Scotland : An assessment of effectiveness*, European Conference on Educational Research, Edinburgh, 2000, [En ligne: https://www.researchgate.net/publication/277236748_Political_Education_in_Scotland_An_assessment_of_effectiveness]
- Maitles, Henry, “‘They’re out to line their own pockets !’ : can the teaching of political literacy counter the democratic deficit ?; the experience of Modern Studies in Scotland”, *Scottish Educational Review*, University of Strathclyde, n°41, 2009.
- McAngus, C., Van der Zwet, A., “How different are Assessments of Independence and Devolution Max ? An Analysis of the Role of National Identity and Party Affiliation”, *Scottish Affairs*, n°23, 2014, [En ligne :<https://www.eupublishing.com/doi/full/10.3366/scot.2014.0003>], Consulté le 27 décembre 2021.
- McAnulla, S., Crines, A., “The rhetoric of Alex Salmond and the 2014 Scottish independence referendum”, *British Politics*, n°12, 2017, [En ligne :<https://link-springer-com.sid2nomade-2.grenet.fr/article/10.1057/s41293-017-0046-8>], Consulté le 5 avril 2022.
- McLaverty, P., Baxter, G., MacLeod, I. et al., “New Radicals : Digital Political Engagement in Post-Referendum Scotland”, *Working Papers of the Communities & Culture Network+*, University of Leeds, 2015, [En ligne: <http://eprints.whiterose.ac.uk/114810/>], Consulté le: 11 janvier 2022.
- Morisi, David, “Voting Under Uncertainty : the Effect of Information in the Scottish Independence Referendum”, *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, n°26, 2016, [En ligne :<https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1080/17457289.2016.1178648>], Consulté le 18 mars 2022.
- Marsden, Richard, ‘The real reason Yes Scotland avoids Braveheart nostalgia’, *The Conversation*, 2014, [En ligne :<http://oro.open.ac.uk/56054/1/Conversation%20Piece%20-%20R%20Marsden.pdf>], Consulté le 10 mars 2022.
- Munir, Saba, “Social Media and Shaping Vote Behaviour of Youth : The Scottish Referendum 2014 Case”, *The Journal of Social Media in Society*, n°7, 2018, [En ligne :<https://www.thejsms.org/index.php/JSMS/article/view/276>], Consulté le 5 février 2022.
- Ormston, Rachel, ‘The perception that an independent Scotland would be fairer could prove decisive in the independence referendum’, *Democratic Audit Blog*, 2014, [En ligne :<http://eprints.lse.ac.uk/63420/>], Consulté le 10 mars 2022.
- Pattie, C., Johnston R., “Sticking to the Union ? Nationalism, inequality and political disaffection and the geography of Scotland’s 2014 independence referendum”, *Regional and Federal Studies*, n°27, 2017, [En ligne :<https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1080/13597566.2016.1251907>], Consulté le 13 janvier 2022.
- Pedersen, S., Baxter, G., Burnett, S., Goker, A., Corney, D. et Martin, C., *Backchannel chat : peaks and troughs in a Twitter response to three televised debates during the Scottish Independence Referendum campaign 2014*, 2014, [En ligne :<https://rgu-repository.worktribe.com/output/248560/backchannel-chat-peaks-and-troughs-in-a>

twitter-response-to-three-televised-debates-during-the-scottish-independence-referendum-campaign-2014], Consulté le 17 janvier 2022.

- Pickard, Sarah, “Devolution, the Independence Referendum and Votes at 16 in Scotland : Holyrood, a Pioneer in Democracy Leading the Way for Westminster?”, *Revue Française de Civilisation Britannique*, XXIV-4, 2019, [En ligne : <https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.4000/rfcb.4963>], Consulté le 3 janvier 2022.
- Quinlan, S., Shepard, M., Paterson, L., “Online discussion and the 2014 Scottish Independence Referendum : flaming keyboards or forums of deliberation ?”, *Electoral Studies*, n° 38, University of Strathclyde, 2015, [En ligne : <https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1016/j.electstud.2015.02.009>], Consulté le 3 janvier 2022.
- Quintelier, Ellen, “The effect of schools on political participation: a multilevel logistic analysis”, *Research Papers in Education*, n°25, 2015, [En ligne : <https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1080/02671520802524810>], Consulté le 27 janvier 2022.
- Rehfeld, Andrew, “The child as democratic citizen”, *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, n°633, 2011, [En ligne : <https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1177%2F0002716210383656>], Consulté le 7 mars 2022.
- Sanghera, G., Botterill, K., Hopkins, P., Arshad, R., “‘Living Rights’, rights claims, performative citizenship and young people – the right to vote in the Scottish independence referendum”, *Citizenship Studies*, n°22, 2018, [En ligne : <https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1080/13621025.2018.1484076>], Consulté le 6 février 2022.
- Schneider, Anna, “Age and Variations in the Attitude towards Scottish Independence – An Exploration of Cohort and Lifecycle Explanations”, *Scottish Affairs*, n°23, 2014, [En ligne : <https://www.eupublishing.com/doi/full/10.3366/scot.2014.0005>], Consulté le 24 novembre 2021.
- Simpkins, Fiona, “Better Together and the No Campaign, from Project Fear to Grace ?”, *Revue Française de Civilisation Britannique*, XX-2, 2015, [En ligne : <https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.4000/rfcb.418>], Consulté le 12 janvier 2022.
- Tedin, Kent L., ‘The influence of parents on the political attitudes of adolescents’, *American Political Science Review*, n°68, 1974, [En ligne : <https://www-cambridge-org.sid2nomade-2.grenet.fr/core/journals/american-political-science-review/article/influence-of-parents-on-the-political-attitudes-of-adolescents/CC99D46261D1E5E6251458517B89421C>], Consulté le 20 avril 2022.
- Thiec, Annie, “‘Yes Scotland’ : More than a Party Political Campaign, a National Movement Fostering a New Active Citizenship”, *Revue Française de Civilisation Britannique*, XX-2, 2015, [En ligne : <https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.4000/rfcb.401>], Consulté le 11 janvier 2022.
- Xenos, M., Vromen, A., Loader, B.D., “The Great Equalizer? Patterns of social media use and youth political engagement in three advanced democracies”, *Information, Communication & Society*, n°17, 2014, [En ligne : <https://doi-org.sid2nomade-2.grenet.fr/10.1080/1369118X.2013.871318>], Consulté le 18 avril 2022.

Articles de presse :

- BBC, “Generation 2014”, 2013 [En ligne: <https://www.bbc.co.uk/programmes/p01gf7rb>], Consulté le 5 janvier 2022.
- BBC NEWS, “Three Generation 2014 members talk to Gavin Esler”, 22 avril 2014 [En ligne: <https://www.bbc.com/news/av/uk-scotland-scotland-politics-27103082>], Consulté le 12 janvier 2022.
- BBC NEWS, “Scottish teenagers struggle with independence decision”, 18 mars 2014 [En ligne: <https://www.bbc.com/news/av/newsbeat-26618814>], Consulté le 8 janvier 2022.
- BBC NEWS, “Scottish Independence: Teenagers’ views on referendum”, 6 janvier 2014 [En ligne: <https://www.bbc.com/news/av/uk-politics-25626419>], Consulté le 8 janvier 2022.
- BBC NEWS, “Scottish independence: How are young voters finding information?”, 4 mars 2014 [En ligne: <https://www.bbc.com/news/uk-scotland-scotland-politics-26265300>], Consulté le: 20 janvier 2022.
- BBC NEWS, “Study examines referendum demographics”, 18 septembre 2015 [En ligne: https://www.bbc.com/news/uk-scotland-glasgow-west-34283948#amp_tf=Source%20%251%24s&aoh=16520899018824&referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com&share=https%3A%2F%2Fwww.bbc.com%2Fnews%2Fuk-scotland-glasgow-west-34283948], Consulté le: 23 janvier 2022.
- BBC NEWS, “Scottish independence: Yes campaign ‘more active’ on Twitter”, 8 janvier 2014 [En ligne: https://www-bbc-com.cdn.ampproject.org/v/s/www.bbc.com/news/uk-scotland-scotland-politics-25642809.amp?amp_gsa=1&_js_v=a9&usqp=mq331AQKKAFQArABIIACAw%3D%3D#amp_tf=Source%20%251%24s&aoh=16506192153840&referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com&share=https%3A%2F%2Fwww.bbc.com%2Fnews%2Fuk-scotland-scotland-politics-25642809], Consulté le: 20 avril 2022.
- BBC NEWS, “Motherwell split on identity ahead of independence vote”, 18 mars 2014 [En ligne: <https://www.bbc.com/news/uk-wales-26609842>], Consulté le: 6 mai 2022.
- BBC NEWS, “In maps: How close was the Scottish referendum vote?”, 19 septembre 2014 [En ligne: https://www.bbc.com/news/uk-scotland-scotland-politics-29255449#amp_tf=Source%20%251%24s&aoh=16523529994462&referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com&share=https%3A%2F%2Fwww.bbc.com%2Fnews%2Fuk-scotland-scotland-politics-29255449], Consulté le: 3 janvier 2022.
- BBC NEWS, “Scottish independence referendum: What happened in 2014?”, 14 juin 2022 [En ligne: https://www-bbc-com.cdn.ampproject.org/v/s/www.bbc.com/news/newsbeat-57053508.amp?amp_gsa=1&_js_v=a9&usqp=mq331AQKKAFQArABIIACAw%3D%3D#amp_tf=Source%20%251%24s&aoh=16517425581897&csi=1&referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com&share=https%3A%2F%2Fwww.bbc.com%2Fnews%2Fnewsbeat-57053508], Consulté le: 5 mai 2022.
- THE GUARDIAN, “How to teach...the referendum on Scottish independence”, 13 août 2012 [En ligne: <https://www.theguardian.com/education/2012/aug/13/scotland-independence-referendum>], Consulté le: 16 mars 2022.

- THE GUARDIAN, “Scottish referendum: is it yes or no to politics in class?”, 9 septembre 2014 [En ligne: https://www.theguardian.com/education/2014/sep/09/scottish-independence-referendum-yes-no-politics-in-class?CMP=gu_com], Consulté le: 20 avril 2022.
- THE GUARDIAN, “Teenage first-time voters on the Scottish referendum”, 18 septembre 2014 [En ligne: <https://www.theguardian.com/politics/2014/sep/18/teenage-first-time-voters-on-the-scottish-referendum>], Consulté le: 17 mai 2022.
- THE GUARDIAN, “Scottish referendum: young Scots reflect on independence vote – video”, 1 octobre 2014 [En ligne: <https://www.theguardian.com/society/video/2014/oct/01/scottish-referendum-young-scots-independence-vote-video>], Consulté le: 11 mars 2022.
- THE GUARDIAN, “Scottish independence: poll reveals who voted, how and why”, 20 septembre 2014 [En ligne: <https://www.theguardian.com/politics/2014/sep/20/scottish-independence-lordashcroft-poll>], Consulté le: 14 mai 2022.
- THE GUARDIAN, ‘Generation Yes : they’re young, they’re fervent...and they’re nudging Scotland closer to independence’, 30 mars 2014 [En ligne : <https://www.theguardian.com/politics/2014/mar/30/generation-yes-scottish-independence-referendum-buzz>], Consulté le 30 mars 2022.
- THE HERALD, ‘Generation Yes : new group launched to persuade Scotland’s young to vote for independence’, 29 mars 2014 [En ligne : <https://www.heraldscotland.com/news/13152962.generation-yes-new-group-launched-persuade-scotlands-young-vote-independence/>], Consulté le 30 mars 2022.
- THE HERALD, ‘What Scotland’s young voters think of indyref’, 6 mai 2014 [En ligne : <https://www.heraldscotland.com/news/13159154.scotlands-young-voters-think-indyref/>], Consulté le 26 avril 2022.
- THE HERALD, ‘Full indyref survey reveals young voters voted No and only 25-39 age group said Yes’, 23 septembre 2014 [En ligne : <https://www.heraldscotland.com/news/13181487.full-indyref-survey-reveals-young-voters-voted-no-25-39-age-group-said-yes/>], Consulté le 22 avril 2022.
- THE SCOTSMAN, ‘SNP demands power to cut voting age to 16’, 12 juin 2008 [En ligne : <https://www.scotsman.com/news/snp-demands-power-cut-voting-age-16-2473827>], Consulté le : 2 février 2022.
- THE SCOTSMAN, “Poll puts support for Scottish independence at 59%”, 25 août 2016 [En ligne: <https://www.scotsman.com/news/politics/poll-puts-support-scottish-independence-59-1473509>], Consulté le: 17 mai 2022.

MOTS-CLÉS : Écosse, droit de vote à 16 ans, référendum d'indépendance, expérience électorale, engagement politique.

RÉSUMÉ

À l'occasion du référendum d'indépendance de 2014, le gouvernement écossais a accordé le droit de vote aux Écossais âgés de 16-17 ans. Cette mesure s'inscrivait dans un contexte démocratique en crise, témoin d'une diminution de la participation électorale chez les jeunes. L'adoption du droit de vote à 16 ans avait donc pour objectif de mobiliser les jeunes plus tôt afin de palier à la désaffection politique des 18-24 ans. Toutefois, cette mesure n'a pas fait l'unanimité pour diverses raisons : les 16-17 ans n'étaient pas considérés comme assez matures, ne semblaient pas s'intéresser à la politique ou étaient des cibles de choix pour la cause indépendantiste. Malgré les réserves de certains, l'expérimentation de cette mesure lors du référendum a été concluante : les jeunes électeurs ont pris le référendum au sérieux et ont voté en grand nombre, ce qui a conduit le gouvernement écossais à adopter le droit de vote à 16 ans pour toutes les élections à l'échelle écossaise. Pour beaucoup de 16-17 ans, leur première expérience électorale a été à la fois préoccupante et enthousiasmante. Afin de les préparer à l'exercice du droit de vote, parents et établissements scolaires se sont mobilisés. Environ 82 194 jeunes Écossais ont voté, pourtant, au lendemain du référendum, il était impossible de déterminer si les 16-17 ans s'étaient majoritairement exprimé pour ou contre l'indépendance. Les sondages se contredisaient et le mystère demeure entier. Était-il réellement question d'une 'Generation independence' ? Ce travail a pour objectifs d'offrir une étude et des pistes de réflexion sur l'adoption de cette mesure novatrice, l'expérience électorale vécue par les 16-17 ans lors de leur préparation jusqu'au jour J, sur la mobilisation et la désaffection de ces jeunes nouveaux électeurs et enfin sur les résultats du référendum pour cette tranche d'âge.